



# RAPPORT ANNUEL 2021



DOSSIER SPÉCIAL

GENRE ♂=♀





# SOMMAIRE

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
VISION 2030 : IMAGINONS L'AVENIR ENSEMBLE	6
RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES	16
DOSSIER SPÉCIAL   GENRE	20
LES PROGRAMMES ET TÉMOIGNAGES	56
RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE	223

# MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

## UNE ENVELOPPE BILATÉRALE SANS PRÉCÉDENT ET DES DÉBOURSEMENTS RECORDS, MALGRÉ UN CONTEXTE SÉCURITAIRE DE PLUS EN PLUS DÉGRADÉ ET UNE SITUATION SANITAIRE TOUJOURS INCOMMODANTE

En termes de budget, 2021 a été une année exceptionnelle pour LuxDev.

En effet, malgré le fait que l'Agence ait eu à gérer la plus grande enveloppe bilatérale de son histoire (108 918 589 EUR), son taux de déboursement s'est élevé à près de 99 % (107 809 557 EUR) de l'enveloppe disponible.

Ce résultat exceptionnel est d'autant plus marquant que la situation politique a été particulièrement difficile, notamment au Mali où les sanctions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest nous ont amenés, d'un commun accord avec le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), à suspendre les versements au profit d'actions en exécution nationale.

Il est cependant intéressant de constater que plus de 74,5 % de l'enveloppe totale ont été investis en Afrique de l'Ouest et ceci malgré un contexte toujours fragile dans la région du Sahel à la fois du point de vue politique et sécuritaire.

Ce contexte de fragilité reste plus que jamais une préoccupation centrale avec la multiplication des coups d'État dans nos pays partenaires. Après celui au Myanmar (février 2021), qui a conduit à la fermeture de nos projets dans ce pays, celui au Mali (mai 2021) a finalement entraîné la suspension de nos appuis en exécution nationale.

## DES FORMULATIONS D'UN NOUVEAU GENRE

En termes de formulations, nous avons pu finaliser celle du Programme indicatif de coopération (PIC) « développement/climat/énergie » au Cabo Verde et débiter celle des appuis au Niger.

En revanche, la formulation des appuis du prochain PIC au Laos a malheureusement dû être reportée, en raison de la situation sanitaire.

Ces trois formulations ont en commun l'application d'une nouvelle méthode qui s'appuie sur la théorie du changement et consiste en une analyse stratégique flexible construite à partir d'une démarche participative.

## DES ACTIVITÉS POUR BAILLEURS TIERS ET UNE IMPLICATION INTERNATIONALE

En dehors de ses mandats luxembourgeois, l'Agence a également travaillé sur la mise en œuvre de projets pour d'autres bailleurs tels que la Commission européenne, la Coopération suisse et la Coopération néerlandaise.

En parallèle à son travail opérationnel, l'Agence est restée active auprès de ses pairs et s'est notamment investie jusque mai 2021 dans la coprésidence du réseau des praticiens du développement avec Enabel, l'agence belge de développement. D'autre part, l'Agence a participé à la définition de différentes initiatives *Team Europe* visant à développer des actions conjointes.



## UN PÔLE D'EXPERTISE EN PLEIN ESSOR

Après avoir recruté en 2020 un expert en finances publiques et appuis institutionnels, un expert *Digital for Development* (D4D) et une experte genre et droits humains, pour venir compléter son panel déjà composé d'experts en formation professionnelle, en renforcement des capacités, en monitoring et en environnement et changement climatique, l'Agence a poursuivi le développement de son expertise en recrutant en 2021 un expert secteur privé et une experte en finance durable et innovante.

## UNE NOUVELLE VISION POUR 2030

Comme en témoigne le dossier qui suit, 2021 a également été pour LuxDev, l'année du lancement de sa nouvelle Vision 2030. Il s'agit là d'un événement important qui marquera l'avenir de l'Agence et la guidera dans son expansion, son développement interne et sa façon d'aborder son métier durant les 10 années à venir.

## CONCLUSION

Bien que 2021 se soit déroulée dans un environnement reflétant une certaine continuité par rapport à l'atmosphère que nous avons connue en 2020, à savoir une dégradation du contexte sécuritaire et une situation sanitaire hors norme, cette année a marqué pour LuxDev le début d'une nouvelle ère. Que ce soit au niveau de la formulation ou de la mise en œuvre des programmes et projets qui lui sont confiés, LuxDev met en effet tout en œuvre pour optimiser ses processus et son impact et veille à s'adapter au mieux à un monde toujours plus complexe.

Raymond BAUSCH  
Président du Conseil  
d'administration

Gaston SCHWARTZ  
Directeur général

IMAGINONS

L'AVENIR

ENSEMBLE!

VISION  
2030



## SOMMAIRE

<b>LE CONTEXTE</b>	<b>8</b>
<b>LA MÉTHODOLOGIE</b>	<b>10</b>
<b>L'OBJECTIF GLOBAL</b>	<b>10</b>
<b>L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE</b>	<b>10</b>
<b>LA MISSION</b>	<b>10</b>
<b>LES 4 AXES STRATÉGIQUES</b>	<b>11</b>
ACCOMPAGNEMENT	11
PARTENARIATS	11
OPÉRATIONNALISATION	12
AMÉLIORATION CONTINUE	13
<b>LE TABLEAU DE BORD / LES CHANTIERS</b>	<b>14</b>
<b>LE PLAN OPÉRATIONNEL</b>	<b>14</b>
<b>QUELQUES EXEMPLES DE CHANTIERS</b>	<b>14</b>
ACCOMPAGNEMENT	14
PARTENARIATS	15
OPÉRATIONNALISATION	15
AMÉLIORATION CONTINUE	15

En 2021, LuxDev s'est dotée d'une vision à l'horizon 2030 devant guider son travail et son approche durant les prochaines années. Après avoir été validée par le Conseil d'administration de LuxDev en juin 2021, la nouvelle vision a été lancée officiellement en juillet 2021.

## LE CONTEXTE

La Vision 2030 de LuxDev s'inscrit dans un cadre précis. En effet, elle a été construite à partir :

- des 17 Objectifs de développement durable (ODD) repris à l'Agenda 2030, la nouvelle feuille de route mondiale pour le développement (« Transformer notre monde : le programme de 2030 pour le développement durable ») ;



- de la « Stratégie générale – en route pour 2030 » de la Coopération luxembourgeoise, qui définit les engagements du Grand-Duché de Luxembourg en matière de coopération au développement et d'action humanitaire.

Depuis 2017, c'est l'Agenda 2030 et ses 17 ODD qui forment le cadre référentiel du travail de LuxDev. Ces ODD donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Interconnectés, ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice. Ils s'appliquent à toutes les nations et visent à s'assurer que personne n'est laissé de côté.

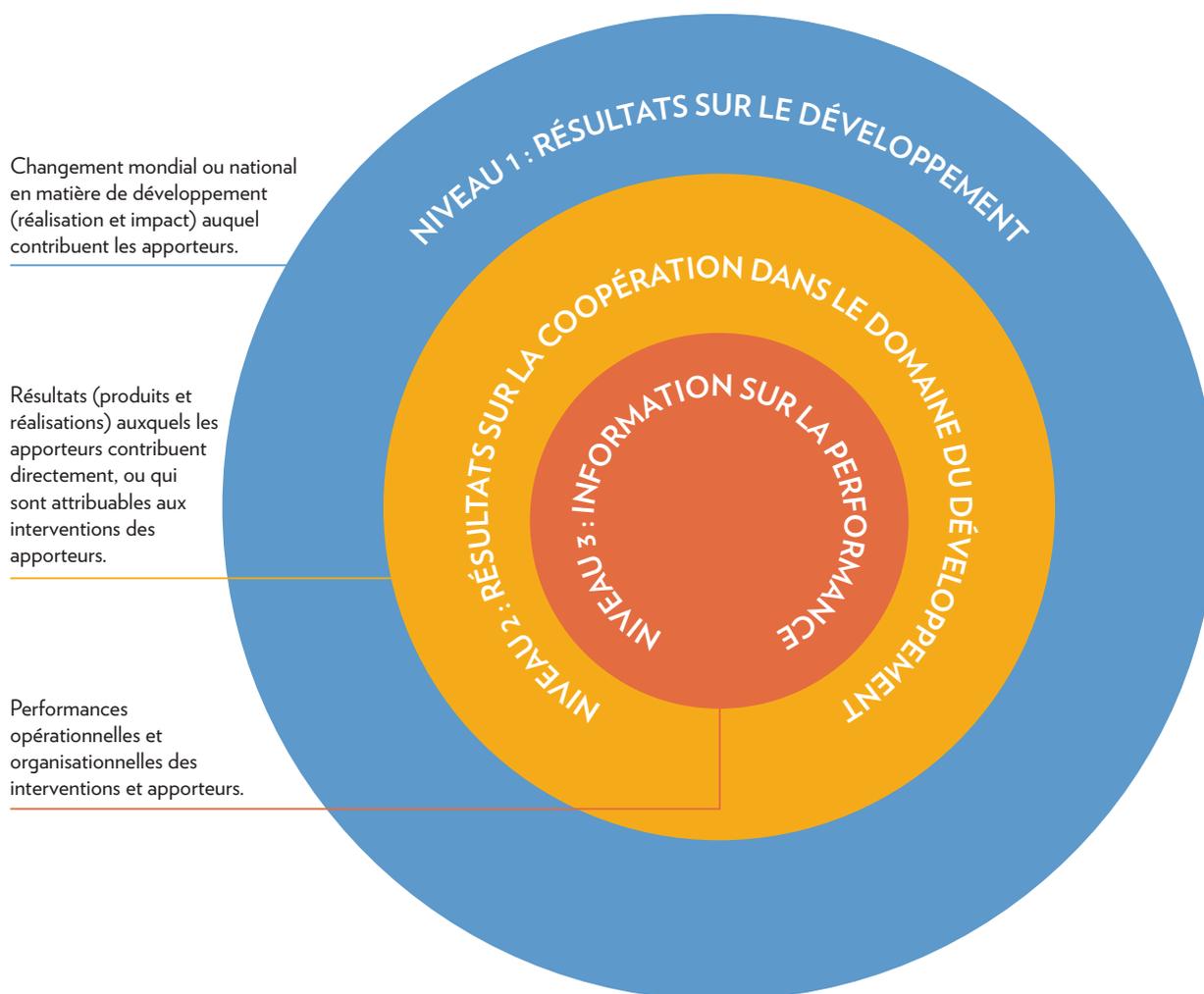
Tenant compte de ce nouveau référentiel, la Coopération luxembourgeoise s'est quant à elle fixé comme objectif principal de contribuer à la réduction et, à terme, à l'éradication de la pauvreté extrême à travers le soutien au développement durable sur le plan économique, social et environnemental.

Dans ce contexte, LuxDev s'est lancée, en décembre 2018, dans une réflexion concernant ses objectifs stratégiques afin, d'une part, de contribuer à relever les défis mondiaux définis par les ODD et, d'autre part, d'intégrer les principes de l'efficacité du développement ainsi que les enjeux sociaux, économiques et environnementaux du développement durable dans son action et ses contributions, au bénéfice des plans et programmes de développement de ses partenaires.



## L'intégration des prestataires de la Coopération au développement dans les ODD

Le *Policy Paper* de l'OCDE sur l'Agenda 2030 et les résultats de la coopération au développement<sup>1</sup> renseigne de quelle manière les objectifs et les indicateurs de résultats et de performance des prestataires de la Coopération au développement (ci-après nommés « apporteurs ») peuvent s'intégrer dans les ODD.



<sup>1</sup> *The 2030 Agenda and Development Cooperation Results*, OCDE Development Policy Paper, January 2018 n.9.

## LA MÉTHODOLOGIE

Tout en capitalisant les leçons apprises de ses précédentes visions, et plus particulièrement de la Vision 2020, LuxDev s'est engagée dans cette réflexion stratégique à travers un processus et un cadre de discussion participatifs et inclusifs rassemblant à la fois les acteurs du terrain, du siège et le MAEE autour de plusieurs séances de travail.

Plus particulièrement, la réflexion engagée par LuxDev s'est appuyée sur :

- la stratégie générale et les engagements internationaux pour le développement durable ;
- l'intégration des principes de l'efficacité du développement ;
- l'alignement par rapport aux politiques de développement des pays et organisations partenaires.

Le travail opéré par l'Agence s'est traduit par l'établissement de la Vision 2030 et, plus spécifiquement, par la définition :

- d'un objectif global ;
- d'un objectif spécifique ;
- d'une mission ;
- de quatre axes stratégiques ;
- d'un tableau de bord ;
- d'un plan opérationnel.

## L'OBJECTIF GLOBAL

L'objectif global est externe à LuxDev. Il représente l'étape ultime à atteindre, à savoir les résultats sur le développement. Il ne constitue pas un but à vouloir atteindre à tout prix, mais il a pour fonction de structurer une intention, de donner un axe à notre chemin. (Il s'agit du niveau un sur le schéma présenté ci-avant.)

**L'objectif global de la Vision 2030 est défini comme suit :**

« Les objectifs de développement durable nous donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur. Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice. »

## L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE

L'objectif spécifique est développé par et pour LuxDev. Il précise ce que LuxDev entend atteindre dans le cadre de l'Agenda 2030 (objectif global) et/ou ce que LuxDev sera en 2030. (Il s'agit du niveau deux sur le schéma présenté ci-avant.)

**L'objectif spécifique de la Vision 2030 est défini comme suit :**

« S'appuyant sur la Stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise, ainsi que sur les engagements internationaux du Luxembourg pour le développement durable, LuxDev intègre les principes de l'efficacité du développement ainsi que les enjeux sociaux, économiques et environnementaux du développement durable dans son action et ses contributions, au bénéfice des plans et programmes de développement de ses pays partenaires. »

## LA MISSION

La mission représente la raison d'être de l'Agence, c'est-à-dire son mandat et son rôle pour atteindre l'objectif spécifique et contribuer ainsi à l'objectif global.

**La mission de la Vision 2030 est définie comme suit :**

« LuxDev contribue principalement à la mise en œuvre de la Stratégie générale de la coopération et autres priorités du Luxembourg ainsi que de toutes les autres missions de coopération internationale, qu'elle peut se voir confier par l'État. Dans ce contexte, l'Agence assume le rôle de conseiller fiable de l'État. Au-delà, LuxDev peut valoriser et mettre au service des autres partenaires au développement, sa capacité d'action, ses acquis et le savoir-faire luxembourgeois. »

## LES QUATRE AXES STRATÉGIQUES

La réflexion engagée par l'Agence s'est traduite par la définition de quatre axes stratégiques pour les 10 prochaines années :

- accompagnement ;
- partenariats ;
- opérationnalisation ;
- amélioration continue.

Ces quatre axes stratégiques représentent les défis majeurs qui vont permettre à LuxDev de tendre vers l'objectif spécifique qu'elle souhaite atteindre d'ici 2030 dans le cadre de sa mission.

### ACCOMPAGNEMENT

LuxDev accompagne ses partenaires pour une performance accrue dans la réalisation de leurs politiques et stratégies de développement :

- alignement ;
- gestion du changement ;
- renforcement des capacités ;
- évolution des méthodes de travail (approches et modalités).

Notre mission primaire étant le renforcement des capacités de nos partenaires, il s'agit donc de les accompagner dans la réalisation de leurs missions.

#### Références de la Stratégie générale

*« La Coopération luxembourgeoise continuera de favoriser les actions de renforcement de capacités. Le Luxembourg investira dans des programmes de renforcement de capacités par la mise à disposition d'une assistance technique et scientifique ainsi que par le transfert de technologies et de connaissances. L'impact des actions de coopération dans les pays partenaires est maximisé par le renforcement des capacités tant au niveau individuel qu'organisationnel et institutionnel. En matière de renforcement de capacités, le Luxembourg applique une approche axée sur la demande, adaptée aux contextes et à la culture locale des pays partenaires et basée sur leurs besoins et priorités actuels et futurs. Le renforcement des capacités est la priorité de LuxDev. »*

#### Changements identifiés

- une grande majorité des accompagnements de LuxDev sont réalisés dans le cadre d'une approche programme ou sectorielle afin de favoriser l'alignement et l'institutionnalisation du renforcement des capacités ;
- LuxDev incorpore les approches orientées « changement » dans son mode opératoire ;
- LuxDev est capable de mener à bien les accompagnements identifiés à travers une expertise au meilleur niveau technique et comportemental.

### PARTENARIATS

LuxDev fédère et développe des partenariats multiacteurs pour un développement durable réussi.

Des partenariats efficaces entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile sont nécessaires pour un programme de développement durable réussi (ODD 17) :

- secteur privé ;
- société civile / ONG ;
- monde académique et recherche ;
- autres coopérations, en particulier la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne.

## Références de la Stratégie générale

« Le Luxembourg prend l'engagement de promouvoir les partenariats multi-acteurs. Afin d'accroître l'impact et la portée de son action, le Luxembourg continuera de développer et de faciliter des partenariats de développement durable, associant les organisations internationales et multilatérales, la société civile, les centres universitaires/de recherche ainsi que le secteur privé.

Le Luxembourg reconnaît qu'un développement à long terme nécessite des investissements nationaux et étrangers, tout comme la mobilisation de partenariats multi-acteurs. Cette démarche inclut les actions de coopération Sud-Sud et triangulaires afin d'impulser un développement socio-économique durable et inclusif, ainsi que la formation et la rétention d'une main d'œuvre qualifiée.

En valorisant son expertise en tant que centre financier international de premier plan ainsi qu'en matière d'approches intégrées de développement local, le Luxembourg :

- encouragera un engagement renforcé et responsable du secteur privé ;
- renforcera son soutien à la finance inclusive ;
- soutiendra le développement de solutions innovantes dans le domaine des TIC et des données numériques. »

## Changements identifiés

- LuxDev se positionne comme un interlocuteur crédible/fiable ;
- LuxDev développe des partenariats durables avec des partenaires principaux au Luxembourg (voire à l'international) et dans les pays partenaires.

## OPÉRATIONNALISATION

LuxDev met en œuvre les programmes de coopération convenus entre, d'une part, l'État luxembourgeois et/ou les autres mandants et, d'autre part, leurs partenaires :

- convention entre l'État et LuxDev ;
- thèmes prioritaires :
  - améliorer l'accès à des services sociaux de base de qualité,
  - renforcer l'intégration socioéconomique des femmes et des jeunes,
  - promouvoir une croissance durable et inclusive,
  - promouvoir une gouvernance inclusive ;
- priorités transversales :
  - Droits de l'homme,
  - égalité entre les sexes,
  - durabilité environnementale.

## Références de la Stratégie générale

« Une approche multidimensionnelle de l'éradication de la pauvreté et du développement durable. Partant de l'Agenda 2030 et afin de promouvoir des approches intégrées entre secteurs, partenaires et instruments, la nouvelle stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise évolue d'une priorisation sectorielle vers une approche plus inclusive, désormais fondée sur des thématiques prioritaires.

En particulier, le Luxembourg vise à assurer un niveau minimal de subsistance pour tous, en particulier aux plus vulnérables et défavorisés, dans un environnement basé sur les droits et offrant des chances égales de façon à ce que chaque individu puisse librement déterminer le cours de son existence.

Par conséquent, le principe consistant à « ne laisser personne pour compte » (leaving no one behind), inscrit dans l'Agenda 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba pour le financement du développement sont au cœur de la nouvelle stratégie générale, qui s'articule autour de quatre thématiques prioritaires interconnectées pour lesquelles il dispose d'une expertise et d'un avantage comparatif spécifiques :

- améliorer l'accès à des services sociaux de base de qualité ;
- renforcer l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes ;
- promouvoir une croissance durable et inclusive ;
- promouvoir une gouvernance inclusive. »

### Changements identifiés

- LuxDev s'affirme et est reconnue comme agence de développement, agence d'exécution et conseiller fiable du MAEE et disponible pour d'autres bailleurs, rendant des comptes sur des résultats obtenus, à travers des contrats de performance ;
- les partenaires opérationnalisent davantage leur cadre légal et stratégique lié aux thèmes prioritaires et aux priorités transversales des programmes ;
- LuxDev est reconnue pour sa capacité d'opérationnalisation de projets changement climatique et liés à l'environnement et/ou aux ressources naturelles ;
- le genre et les droits humains sont systématiquement analysés dans les programmes lors de l'identification ou la formulation.

### AMÉLIORATION CONTINUE

LuxDev renforce en continu son efficacité opérationnelle :

- systèmes d'information ;
- gestion des connaissances ;
- systèmes de communication ;
- développement des compétences ;
- responsabilité environnementale et sociétale ;
- management de la qualité.

### Références de la Stratégie générale

*« Afin de consolider ses atouts et de maximiser son impact, le Luxembourg prend les engagements suivants :*

- *promouvoir les principes de l'efficacité du développement. Cet engagement s'inscrit dans le cadre du « Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement » et de ses quatre principes, à savoir :*
  - *l'appropriation des priorités de développement par les pays en développement,*
  - *l'orientation vers les résultats,*
  - *des partenariats de développement inclusifs,*
  - *la transparence ainsi que la redevabilité réciproque ;*
- *renforcer la planification stratégique et la mesure des performances à tous les niveaux. L'identification des priorités programmatiques sera effectuée conjointement avec les pays partenaires sur base des cadres de résultats et des indicateurs de performance nationaux. La disponibilité et l'accès à des données statistiques de qualité permettant de mesurer la performance des actions de développement sera systématiquement promue ;*
- *maintenir la flexibilité et la réactivité de son action. La Coopération luxembourgeoise demeurera flexible sur le plan opérationnel, afin de pouvoir effectuer des ajustements en fonction des besoins et de maintenir un engagement continu, surtout en temps de crise. »*

### Changements identifiés

- LuxDev a un système d'information performant et adapté à ses partenaires et à ses collaborateurs ;
- en plus de contribuer à la visibilité et aux efforts de communication du gouvernement, LuxDev accroît sa notoriété. Ses capacités d'action, ses acquis et son savoir-faire sont largement reconnus par les acteurs nationaux et internationaux de la coopération au développement ;
- les collaborateurs de LuxDev ont les compétences et la connaissance pour mettre en œuvre la Vision 2030 ;
- LuxDev renforce son engagement pour un haut niveau de responsabilité sociale et environnementale.

## LE TABLEAU DE BORD / LES CHANTIERS

À chaque axe sont liés des chantiers répondant à ces défis. Le tableau de bord trace les chemins de changement (les étapes clés) de ces chantiers institutionnels que LuxDev va opérer dans le cadre de chaque axe afin de tendre aux changements inter-médiaires et, par extension, à l'objectif spécifique et global.

Ainsi, un chantier institutionnel est un ensemble d'étapes clés contribuant à un axe et aux changements y relatifs. Un chantier n'est pas forcément spécifique à un département ou à un bureau pays/régional. La durée des chantiers n'excédera pas trois ans. Afin d'assurer la bonne gestion des chantiers et de permettre l'intégration d'un maximum d'intervenants, un maximum de trois chantiers pourront être menés simultanément sur un même axe.

Pour chaque changement, des indicateurs permettent de mesurer son atteinte. Une analyse sera effectuée à mi-parcours afin de disposer des éléments pour réaliser une révision si nécessaire. Ainsi, le pilotage de la nouvelle vision se fera, d'une part, au niveau opérationnel à travers une gestion agile qui permettra d'adapter les activités aux éventuels changements de contexte et d'orientation et, d'autre part, au niveau stratégique à travers des indicateurs de performance.

Il est important de signaler que la Vision 2030 est évolutive et que, par conséquent, les chantiers d'aujourd'hui ne sont pas forcément ceux de demain. En effet, en fonction de l'évolution de notre environnement, certains seront amenés à être remaniés et d'autres devront peut-être être annulés ou remplacés.

## LE PLAN OPÉRATIONNEL

Le plan opérationnel est constitué de l'ensemble des activités opérationnelles développées pour réaliser les différentes étapes clés des chantiers. Le suivi est de la responsabilité des directions, des responsables de département et des représentants résidents.

## QUELQUES EXEMPLES DE CHANTIERS MENÉS

Des chantiers permettant de répondre aux quatre grands défis ont déjà été menés et/ou initiés en 2021.

### ACCOMPAGNEMENT

#### La théorie du changement

Un premier chantier a porté sur l'expérimentation et l'implémentation de la démarche d'accompagnement du changement comme méthodologie de référence pour la formulation et l'exécution des interventions complexes.

Il s'agit, à travers cette démarche, de disposer de méthodes et d'outils adaptés pour la conception et la mise en œuvre d'interventions dans des systèmes complexes.

À partir des premières expérimentations conduites au Sénégal et au Laos, un référentiel complet a été développé (manuel, boîte à outils, modules de formation). La formation à cette nouvelle démarche et son application se font de manière progressive depuis 2020.

#### Valorisation des résultats issus des appuis du renforcement des capacités (capitalisation / suivi et évaluation)

Comment mettre davantage en avant le rôle de l'accompagnement des partenaires? Le deuxième chantier cherche à répondre à cet enjeu à travers une diversité d'activités liées au suivi-évaluation, à la capitalisation et à la communication.

Un sous-chantier conjoint a ainsi été conduit depuis 2020 avec l'Agence française de développement, pour disposer d'un référentiel de suivi-évaluation adapté pour piloter les appuis au renforcement des capacités.

D'autres initiatives concernent la capitalisation de bonnes pratiques, le développement d'outils pour faciliter le monitoring et l'évaluation de la qualité de l'accompagnement.

#### Développement des compétences des assistants techniques / chargés de programmes pour le renforcement des capacités et l'accompagnement du changement

Pour que l'accompagnement proposé soit de la meilleure qualité possible, il est essentiel que l'expertise mobilisée dispose de compétences techniques, méthodologiques et comportementales au meilleur niveau.

Le troisième chantier porte sur le renforcement des compétences des accompagnants techniques en lien avec le renforcement des capacités et l'accompagnement du changement. Pour la mise en œuvre de ce chantier, une stratégie et une offre de formation sont développées.



Le guide de LuxDev consacré au renforcement des capacités a également été actualisé, suite à une consultation des différents utilisateurs. Un parcours de formation sur la plateforme virtuelle interne de l'Agence lui est dédié.

Une autre innovation expérimentée à deux reprises, au Sénégal en février 2020 et au Burkina Faso en octobre 2021, est une formation-action portant sur les compétences douces à développer pour un accompagnement de qualité.

## **PARTENARIATS**

### **Co-présidence LuxDev – Enabel du Practitioners' Network du 4 mai 2020 au 21 mai 2021**

Actuellement composé de 17 membres et quatre associés, le Practitioners' Network, créé en 2007, constitue une plateforme ouverte pour les organisations européennes de coopération au développement. Ce réseau vise à créer une harmonisation et une complémentarité des actions des organisations dans les pays partenaires et constitue un canal important pour la coopération avec la Commission européenne.

Du 4 mai 2020 au 21 mai 2021, LuxDev et Enabel ont assuré la première double présidence du réseau, créant ainsi un précédent et un bon exemple pour une participation et une contribution plus inclusives des membres plus petits et/ou plus récents.

Malgré la pandémie, le niveau d'activités est resté intense, grâce aux sessions en ligne, qui ont donc amélioré l'inclusivité des membres. Des actions et activités pertinentes ont été mises en œuvre, telles que :

- des ateliers sur la crise et la fragilité ou encore la migration ;
- une étude sur l'expertise du secteur public et la collaboration avec le secteur privé ;
- un atelier sur la dimension externe du pacte vert pour l'Europe (*European Green Deal*) ;
- l'ouverture à de nouveaux partenaires de développement ; et
- l'organisation de plusieurs réunions entre PDG d'agences, qui ont notamment abouti à une déclaration sur les synergies avec les banques publiques de développement.

Par ailleurs, pour la première fois de son histoire, le Practitioners' Network a été amené à opérer sur le terrain. Il a ainsi organisé une session en ligne de l'atelier « Mise en œuvre conjointe pour demain » à destination des collaborateurs de ses membres basés en Afrique.

LuxDev a également apporté une contribution substantielle à l'amélioration de l'identité visuelle du réseau puisqu'un nouveau site web offrant un large éventail de nouvelles fonctionnalités a été lancé.

## **OPÉRATIONNALISATION**

### **Évaluation des instruments de délégation**

Des évaluations en matière d'efficacité, d'efficience, de pertinence et de durabilité des instruments de délégation ont été menées de novembre 2020 à octobre 2021, afin d'améliorer ce dispositif mis en place depuis 10 ans pour qu'il réponde au mieux aux objectifs de délégation et aux différents contextes de partenariats.

Suite à cette évaluation, un certain nombre de recommandations ont été réalisées.

## **AMÉLIORATION CONTINUE**

### **Le centre de compétences de LuxDev**

Le 15 avril 2021, LuxDev lançait son centre de compétences. Il est le fruit d'un travail collaboratif entre le terrain et différents départements du siège. De la prise de connaissance de documents importants à la formation par e-learning, webinaires, tutoriels ou autres, il permet des usages variés au travers de divers outils. Le centre de compétences est amené à évoluer, tant au niveau de son offre que de ses fonctionnalités.



## QU'EST-CE QUE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE) ?

La RSE définit la dynamique de l'ensemble des pratiques mises en place par les organisations dans le but de respecter les principes du développement durable, c'est-à-dire, être économiquement viable, avoir un impact positif sur le bien-être des collaborateurs et des partenaires, ainsi que sur la société en général mais aussi mieux respecter l'environnement.

## UN ENGAGEMENT QUI VA AU-DELÀ DE NOS ACTIONS INTERNES

Nos préoccupations liées à la RSE ne sont pas nouvelles et sont à la fois intégrées dans notre management interne et liées à notre mission. La RSE intervient donc aussi dans le cadre des programmes de coopération qui nous sont confiés, notamment en s'appuyant sur les engagements du Grand-Duché de Luxembourg pour le développement durable.

Par ailleurs, nous veillons à intégrer les principes concernant l'efficacité du développement ainsi que les enjeux environnementaux et climatiques dans nos actions au bénéfice des plans et programmes de développement de nos pays partenaires.

### LA RSE ET LA VISION 2030

Les ODD de l'Agenda 2030 représentent pour les entreprises une belle opportunité de revoir, structurer et valoriser leur démarche RSE.

Déjà lors de la Revue de direction 2019, des indicateurs de performance relatifs à la RSE avaient été ajoutés dans la stratégie d'amélioration continue :

- la RSE est alignée sur le référentiel ISO 26000 et comporte un guide spécifique à LuxDev ainsi qu'un plan d'actions RSE avec des indicateurs S.M.A.R.T. (spécifiques, mesurables, accessibles, réalisables et temporels) ;
- le siège et tous les bureaux pays/régionaux ont un plan d'actions RSE avec des indicateurs S.M.A.R.T. en place et suivis annuellement ;
- les principes d'une approche responsable envers l'environnement naturel ainsi que vis-à-vis de la société sont matérialisés à travers une mise à jour du code de conduite de l'Agence engageant chaque collaborateur.

Dans le cadre de l'axe « amélioration continue » de la Vision 2030, l'Agence a décidé d'encore élever son engagement en ce qui concerne sa responsabilité sociale et environnementale. Cet engagement se matérialise notamment par un guide de référence pour les collaborateurs avec un plan d'action sociétal structuré ainsi que des indicateurs permettant d'assurer son suivi et son développement.

Courant 2020, la démarche RSE a été redynamisée au travers d'un groupe de travail étendu à de nouveaux membres provenant à la fois du siège et de chaque bureau pays/régional. Une approche collaborative et de co-création avec le terrain est de première importance pour une appropriation maximale des enjeux globaux et locaux.

Le choix d'une méthodologie de travail qui concilie la démarche qualité de l'Agence et une expertise externe ponctuelle s'est imposé.

En 2021, dans notre volonté d'adopter un cadre structurant faisant corps avec notre Vision 2030, il a été choisi de se référer à un référentiel existant pour faciliter cette démarche. L'outil Cadre d'auto-évaluation de la responsabilité sociétale (CARS), basé sur la norme ISO 26000 et spécifiquement adapté pour les institutions publiques a été adopté.

Un consultant externe, créateur de l'outil CARS, a été engagé et a commencé son accompagnement sur les huit phases principales suivantes :

- composition du groupe d'autodiagnostic organisationnel de la responsabilité sociétale ;
- définition du périmètre de la démarche, motivations, facteurs clés de succès et risques ;
- inventaire des réalisations de LuxDev en matière de responsabilité sociétale ;
- identification des questions centrales concernées par l'impact sociétal des activités clés de LuxDev ainsi que pour l'impact sociétal en dehors des missions premières de l'organisation ;
- identification des parties prenantes directes et indirectes (sphère d'influence) de LuxDev ;
- identification des domaines d'action de responsabilité sociétale prioritaires pour l'organisation, qui sont des sous-questions des questions centrales ;
- formulation des actions sociétales opérationnelles pour les domaines d'action prioritaires ainsi que des actions sociétales de persuasion pour les parties prenantes indirectes de la sphère d'influence ;
- élaboration du plan d'action sociétal à intégrer dans le plan stratégique de LuxDev en tenant compte des actions de gestion des risques identifiés à l'étape deux.

Le travail ainsi accompli à travers l'accompagnement a abouti à l'élaboration de plans d'actions sociétaux opérationnels et de persuasion.

## **LES PLANS D'ACTION SOCIÉTAUX OPÉRATIONNELS ET DE PERSUASION**

Trois types d'actions sociétales opérationnelles ont été retenus :

- la modification de la documentation procédurale ;
- la formation ;
- la sensibilisation.

Une attention particulière a été portée à la diversité culturelle, économique et de contexte de l'Agence. Ainsi, les actions proposées peuvent être applicables à l'ensemble des bureaux.

De plus, des actions de persuasion ont été formulées. Il s'agit d'actions concernant la responsabilité élargie de l'Agence sur les impacts générés par les activités de ses partenaires. Ces actions peuvent faire l'objet de mesures pédagogiques et peuvent être influencées par de l'accompagnement, du lobbying, de la sensibilisation, de la formation, du partage d'information, etc.

## LES PRINCIPALES COMPOSANTES DU PLAN D'ACTION

### RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

#### Actions liées au devoir de vigilance

ACTION	PUBLIC CIBLE
Introduction de la notion de droits de l'homme dans les documents techniques et financiers	Bénéficiaires des programmes
S'assurer de l'utilisation de la fiche outil Analyse genre sous la perspective des droits humains d'un programme sectoriel lors de la formulation	Bénéficiaires des programmes
Accompagnement du personnel dans la prise en compte d'un management interculturel par une intervention externe spécialisée	Collaborateurs et personnel des programmes et projets
La présentation, l'intégration et la mise en œuvre du code de conduite par une formation adaptée obligatoire et récurrente	Collaborateurs et personnel des programmes et projets
Sensibilisation sur les questions genre, droits humains et harcèlement	Collaborateurs

#### Actions liées à la lutte contre les discriminations et au soutien des populations fragilisées

ACTION	PUBLIC CIBLE
Introduction des critères anti-discrimination dans les conventions avec les partenaires	Autorités techniques et financières des pays partenaires
Intégration d'un volet traitant des droits humains dans les conditions générales de contrats et accords	Fournisseurs
Consultation de rapports périodiques sur les droits humains pour chaque pays d'intervention pour assurer une veille thématique (exemples de rapports : <i>Human Rights Watch</i> )	Partenaires (société civile et institutions)
S'assurer que les publications liées au recrutement respectent le genre	Collaborateurs

### RELATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

#### Actions liées à la santé, à la sécurité et au bien-être au travail

ACTION	PUBLIC CIBLE
Mise en conformité de la politique sûreté sécurité au niveau : <ul style="list-style-type: none"> <li>• du respect de la vie privée ;</li> <li>• de l'homogénéité de la politique de rémunération des gardiens ;</li> <li>• de la cohérence de la politique des perdiems et des jours de congés supplémentaires liés au contexte sécuritaire.</li> </ul>	Collaborateurs
Harmonisation, pour les nationaux, de la couverture sociale et santé entre les différents bureaux du terrain	Collaborateurs
Identification auprès des employés des besoins spécifiques et prioritaires en matière de matériel de bureau et d'espace de travail	Collaborateurs

## Actions liées à l'emploi et aux relations employeur-employé

ACTION	PUBLIC CIBLE
Mentionner la non-discrimination et la diversité sur les pages recrutement du site web de LuxDev ainsi que dans les annonces de recrutement	Société

## LOYAUTÉ DES PRATIQUES

### Lutte contre la corruption

ACTION	PUBLIC CIBLE
Sensibilisation et formation des collaborateurs sur les bonnes pratiques en matière de contrats d'embauche, des marchés publics, d'achat, de petite caisse, etc.	Collaborateurs
Intégration de la lutte contre la corruption dans les modules de formation liés à la passation de marchés	Service public des pays partenaires
Sensibilisation des partenaires à la lutte contre la corruption notamment dans le cadre de délégations de fonds et d'Accord de partenariat opérationnel	Partenaires de mise en œuvre

### Les principales composantes du plan de persuasion

ACTION	PUBLIC CIBLE
Mentionner spécifiquement la référence aux droits humains dans les mandats de formulation et les prendre en compte dans les documents techniques et financiers	Bénéficiaires de programmes et projets
Exercer un plaidoyer auprès des partenaires afin de s'assurer de la prise en compte de l'approche sur les droits humains dans la mise en place des programmes et projets	Bénéficiaires de programmes et projets
Informers les bénéficiaires directs et indirects ainsi que les autorités locales sur le mécanisme de gestion de plaintes	Partenaires de mise en œuvre
Présenter et communiquer aux partenaires les bonnes pratiques de LuxDev concernant les Droits de l'homme	Personnel des organisations de la sphère d'influence
Présenter et communiquer les bonnes pratiques de LuxDev en ce qui concerne les critères sociaux et environnementaux	Fournisseurs et personnel des organisations de la sphère d'influence
Organisation de sessions d'information et d'échange de bonnes pratiques autour de la lutte contre la corruption avec les partenaires	Service public des pays partenaires

Prochaine étape : mise en œuvre du plan d'action sociétal

# GENRE

♂ = ♀



## SOMMAIRE

<b>LE GENRE, C'EST QUOI AU JUSTE ?</b>	<b>22</b>
<b>LE GENRE ET LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT</b>	<b>23</b>
LE TROISIÈME PLAN D'ACTION GENRE DE L'UNION EUROPÉENNE (GAP III)	23
COMMENT LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE SE POSITIONNE-T-ELLE SUR LA QUESTION DU GENRE ?	24
COMMENT LUXDEV SE POSITIONNE-T-ELLE SUR LA QUESTION DU GENRE ?	27
<b>LE RÉSEAU DES POINTS FOCALX GENRE DE LUXDEV</b>	<b>28</b>
<b>EXEMPLES DE PROJETS AXÉS SUR LE GENRE</b>	<b>29</b>
MAE/019 - PROGRAMME RÉGIONAL POUR LA PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ - PHASE II (MAE/019/PREFEM II)	29
MAE/017 - APPUI À L'HÔPITAL ET À LA FONDATION PANZI	34
<b>GUIDANCE RÉALISÉE AU LAOS POUR L'INTÉGRATION DU GENRE DANS LES PROGRAMMES SECTORIELS</b>	<b>36</b>
<b>TOUR D'HORIZON DE L'INTÉGRATION DU GENRE DANS LES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE PAR L'AGENCE</b>	<b>37</b>
BURKINA FASO	37
CABO VERDE	40
MALI	42
NIGER	45
SÉNÉGAL	47
KOSOVO	49
LAOS	53

## LE GENRE, C'EST QUOI AU JUSTE ?

Le genre renvoie à notre façon de nous percevoir et de vivre en tant qu'homme ou femme, fille ou garçon. Dès la naissance, avec notre environnement culturel et social, un ensemble de significations, de limites et de possibilités associées au fait d'être né femme ou homme nous est donné. Le genre n'est donc pas que l'affaire des femmes. Les hommes et les femmes sont deux catégories de sexes, tandis que les concepts masculin et féminin correspondent à des catégories de genre.

De nos jours, le genre conditionne les rapports de pouvoir existants entre les sexes, les classes sociales, l'ethnicité, etc. En effet, l'entrecroisement d'inégalités multiples de genre, de classe ou de catégorie identitaire est une nouvelle dynamique dont nous devons être conscients. Nous sommes tous concernés, en tant qu'homme ou femme. Les stéréotypes de genre sont à la base de préjugés, vecteurs de discriminations et d'inégalités.

Les principes clés inhérents à la promotion de l'égalité de genre sont l'inclusion (*leaving no one behind*), l'autonomisation, la non-discrimination et l'égalité d'accès à l'État de droit.

### LA DÉFINITION DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Contrairement au mot « sexe » qui se réfère aux caractéristiques biologiques et physiologiques qui différencient les hommes des femmes, le terme « genre » sert à évoquer ce qui est approprié pour les hommes et les femmes au sein d'une société :

- les rôles qui sont déterminés socialement ;
- les comportements à adopter ;
- les activités à pratiquer ; et
- les attributs qui nous caractérisent.

## LE GENRE ET LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

En 2020, 25 ans après la conférence mondiale sur les femmes de Beijing, les progrès vers l'égalité de genre se trouvent menacés. La plateforme d'action de Beijing a permis de réaliser des avancées dans de nombreux domaines, notamment en attirant l'attention sur les vulnérabilités spécifiques des filles et en appelant à inclure les questions de genre dans toutes les politiques et tous les programmes de développement. Cependant, à ce jour, aucun pays au monde ne dispose d'une organisation de la société permettant aux hommes et femmes de participer, sur un pied d'égalité, à la vie civique, économique, sociale, culturelle et politique, et ce malgré les engagements internationaux pris pour 2030 incluant l'Objectif de développement durable (ODD) 5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ». Par ailleurs, la question de genre est au cœur de nombreux débats, surtout dans ce contexte de pandémie de COVID-19 qui exacerbe les inégalités et violences basées sur le genre.

Prendre en considération le genre dans le domaine du développement, revient à agir en faveur de l'égalité entre les êtres humains, mais c'est également un gage d'efficacité ainsi qu'une question de droits et de justice sociale. Ainsi, la remise en question des structures patriarcales doit rester au centre des analyses et des stratégies de lutte pour l'égalité de genre. La violence basée sur le genre, sous toutes ses formes, est une violation des droits de l'homme. À cet égard, les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables, tout comme les jeunes dont les identités sexuelles font l'objet de marginalisation et de discrimination sociales et politiques. Selon les contextes, les niveaux de prise de conscience, d'engagement politique et d'action sociale varient considérablement mais la violence basée sur le genre existe partout.

### LE TROISIÈME PLAN D'ACTION GENRE DE L'UNION EUROPÉENNE (GAP III)

Aligné sur la stratégie de l'Union européenne (UE) en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes (2020-2025), le troisième plan d'action genre de l'UE appelle à un monde égalitaire. Il vise à accélérer les progrès en matière d'émancipation des femmes et des filles, tout en sauvegardant les gains réalisés en matière d'égalité entre les femmes et les hommes tout au long des 25 années ayant suivi l'adoption de la déclaration et du programme d'action de Pékin.

Ce plan dote l'UE d'un cadre stratégique s'articulant autour de cinq axes qui visent à accélérer les progrès nécessaires au respect des engagements internationaux et à faire en sorte que le monde offre à chacun la possibilité de s'épanouir. Ce plan fait de la promotion de l'égalité des sexes une priorité de toutes les politiques et actions extérieures, propose une feuille de route pour travailler conjointement avec les parties prenantes à l'échelon national, régional et multilatéral, intensifie l'action dans des domaines thématiques stratégiques, appelle les institutions à montrer l'exemple et garantit la transparence des résultats. Il renforcera la contribution de l'UE à la réalisation de l'ODD 5 dans tous les domaines de la politique intérieure et extérieure de l'UE et dans l'ensemble de l'Agenda 2030.

### LES CINQ AXES D'ACTION

- 85 % de toutes les nouvelles actions entreprises dans le cadre des relations extérieures contribueront à l'égalité des sexes et à l'émancipation des femmes d'ici 2025. Le GAP III introduit des règles strictes en matière d'application et de suivi du principe de l'intégration de la dimension de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans tous les secteurs. Il y a lieu que l'ensemble de l'aide extérieure dans tous les secteurs, y compris les infrastructures, le numérique, l'énergie, l'agriculture et les financements mixtes, intègre une perspective sexospécifique et soutienne l'égalité entre les femmes et les hommes.
- Une vision stratégique commune doublée d'une coopération étroite avec les États membres et les partenaires au niveau multilatéral, régional et national. Le GAP III préconise le développement d'une approche commune pour l'ensemble des acteurs de l'UE à l'échelon national et plaide en faveur d'actions axées sur des questions stratégiques particulières. Une analyse sexospécifique minutieuse et une étroite concertation avec les États membres, les organisations de la société civile, les militants des droits des femmes et les jeunes constitueront une assise solide pour des actions sur le terrain.
- Le GAP III appelle à une accélération des progrès, en mettant l'accent sur les grands domaines thématiques de coopération, dont la lutte contre la violence à caractère sexiste et la promotion de l'émancipation économique, sociale et politique des femmes et des filles. Il met de nouveau l'accent sur un accès universel aux soins de santé, sur la santé génésique et sexuelle et les droits connexes, sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'éducation, ainsi que sur la promotion de l'égalité en matière de participation et d'exercice de responsabilités. Il intègre aussi pleinement le cadre stratégique de l'UE concernant les femmes, la paix et la sécurité, et introduit la perspective sexospécifique dans de nouveaux domaines stratégiques, tels que la transition verte et la transformation numérique.

- Montrer l'exemple. Le GAP III appelle l'UE à montrer l'exemple, notamment en instituant une structure d'encadrement tenant compte de la dimension hommes-femmes et équilibrée entre les hommes et les femmes aux plus hauts niveaux politiques et de direction.
- Mesurer les résultats. Le GAP III adopte une nouvelle approche du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage, en mettant davantage l'accent sur la mesure des résultats. L'UE va mettre en place un système de suivi quantitatif, qualitatif et inclusif, afin d'accroître l'obligation de rendre des comptes aux citoyens et de garantir la transparence et l'accès à l'information sur l'aide qu'elle apporte à l'égalité des sexes dans le monde. La Commission, en coopération avec le Service européen pour l'action extérieure, mesurera les progrès annuels accomplis dans la mise en œuvre du GAP III.

### LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVER DANS LES DOMAINES CLÉS

- être à l'abri de toutes les formes de violence sexiste contre les femmes, les filles, les hommes et les garçons ;
- garantir un accès universel à la santé et aux droits sexuels et reproductifs ;
- développer les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes ;
- encourager la participation et le leadership des femmes dans la politique et la vie publique ;
- mettre en œuvre le programme Femmes, paix et sécurité ;
- inclure les femmes et les filles dans la transition verte et la transformation numérique.

### COMMENT LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE SE POSITIONNE-T-ELLE SUR LA QUESTION DU GENRE ?

L'appui de la Coopération luxembourgeoise en matière d'égalité des femmes et des hommes et d'autonomisation des femmes trouve sa base légale dans la loi du 6 janvier 1996 (article 4) sur la coopération au développement.

Cette loi s'appuie sur les approches transversales suivantes :

- la promotion des droits de l'homme ;
- le renforcement de la bonne gouvernance, y inclus la démocratie participative ;
- la dimension de genre ; et
- le développement local intégré.

La politique étrangère féministe, consacrée par l'accord de coalition de décembre 2018, fait partie intégrante de l'action extérieure du gouvernement luxembourgeois et se base sur son engagement de longue date en faveur des droits des femmes, à travers son action 3D (diplomatie, développement, défense). Cette politique étrangère défend activement l'égalité femmes-hommes, partout dans le monde, en ciblant, d'une part, les droits humains, et d'autre part, la représentation et la participation des femmes en tant que sexe sous-représenté à tous les échelons de la société.

Aussi, la Coopération luxembourgeoise entend :

- collaborer étroitement avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux dans le but d'harmoniser les interventions qui appuient l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes ;
- entreprendre des actions concrètes orientées vers les résultats ; et
- assumer la responsabilité des engagements pris en la matière.

## LA STRATÉGIE GENRE 2021 DE LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE

La stratégie genre 2021 de la Coopération luxembourgeoise a été présentée les 17 et 18 mai 2021, lors des Assises de la Coopération, conférence-phare réunissant tous les acteurs de la coopération au développement du Luxembourg, après deux années d'arrêt du fait de la crise sanitaire de la COVID-19.

L'édition 2021 des Assises de la Coopération était articulée autour du thème « Vers une coopération plus innovante, plus inclusive et plus durable », et ce afin d'explorer des pistes de sortie de crise et d'adapter notre manière de mener nos actions de développement. À cette occasion, les stratégies sur l'environnement et le climat, ainsi que sur la finance inclusive et innovante ont également été présentées. Cette présentation des stratégies genre et environnement s'est déroulée de façon novatrice : les experts genre et environnement de LuxDev ainsi que les bureau genre et environnement du MAEE ont tous été impliqués dans l'élaboration et la présentation à l'audience d'un cas pratique sur une perspective croisée genre et changement climatique.

La stratégie genre 2021 définit les orientations, priorités et lignes directrices à long terme de la Coopération luxembourgeoise dans le domaine de l'égalité de genre et de la lutte contre les violences basées sur le genre. Elle s'inscrit dans le cadre des priorités de la stratégie de la Coopération luxembourgeoise « En route vers 2030 » ainsi que de la politique étrangère du Luxembourg et vise à contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030 et au respect des accords internationaux sur le genre. La stratégie genre prend en compte d'autres thèmes transversaux fondamentaux de la Coopération, à savoir le respect des droits de l'homme, la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, qui sont étroitement liés au défi de l'égalité de genre.

L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes constituent un droit fondamental et prérequis pour atteindre l'éradication de la pauvreté et le développement durable. Tout futur investissement de la Coopération luxembourgeoise prendra ainsi en compte l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, dans tous les secteurs. En outre, les crises climatiques et environnementales constituent un autre obstacle majeur à la réduction de la pauvreté. Elles renforcent notamment les inégalités de genre et risquent d'anéantir les résultats positifs de plusieurs décennies de coopération au développement. En plaçant la dimension de genre au cœur de ses interventions, la Coopération luxembourgeoise contribue à la réalisation de l'ensemble des ODD, et en particulier l'ODD 5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » et l'ODD 10 « Réduire les inégalités au sein des pays et entre eux ».



Cette stratégie est basée sur une vision où les femmes et les hommes, les filles et les garçons, et toutes les personnes qui ne correspondent pas à cette catégorisation binaire, ont les mêmes opportunités :

- de faire des choix de vie stratégiques ;
- de jouir des mêmes droits économiques, sociaux, culturels et politiques ; et
- d'être traités de manière égale dans leur diversité, leur dignité et leurs droits dans la société.

La Coopération luxembourgeoise reconnaît la diversité existante en matière d'identité ou d'expression, d'âge, d'origine, de milieu social, de handicap, de statut et d'orientation sexuelle. L'objectif de la stratégie genre est d'adopter une approche holistique et multidisciplinaire, qui souligne l'importance du contexte spécifique, prévoit des interventions à différents niveaux et intègre les principes des droits de l'homme, de la justice sociale et de l'équité sociale.

Cet objectif principal est décliné en deux objectifs spécifiques :

- augmenter le nombre de projets favorisant l'inclusion transversale ou ciblée de la dimension genre dans les thématiques prioritaires de la Coopération luxembourgeoise ;
- renforcer l'intégration de la dimension de genre au niveau organisationnel et institutionnel de la Coopération luxembourgeoise afin d'assurer la cohérence entre son fonctionnement interne et son activité externe.

La stratégie genre promeut l'intégration de la dimension de genre dans tous les domaines d'intervention, en encourageant des interventions ciblées pour l'autonomisation des femmes et des filles, et en contribuant à l'élaboration d'une approche du développement sensible au genre, à l'autonomisation des femmes et des filles et donc au plan d'action de l'UE en faveur de l'égalité des sexes 2021-2025 (GAP III).

#### Quatre principes clés :

- inclusion ;
- autonomisation ;
- non-discrimination ; et
- intersectionnalité.

#### Cinq secteurs prioritaires :

- santé et droits sexuels et reproductifs ;
- éducation, insertion professionnelle (employabilité des femmes et des filles) ;
- autonomisation économique des femmes (accès égal à un travail décent) ;
- participation accrue des femmes aux processus de décision politique et économique ;
- prévention et lutte contre les violences basées sur le genre (+ contexte humanitaire).

### LE FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ DE 2021

La promotion des droits des femmes et de l'égalité des genres constitue une priorité de longue date de la politique du Luxembourg, tant sur le plan national qu'au niveau international, comme l'attestent également les engagements pris lors du Forum Génération Égalité de 2021.

Le Forum Génération Égalité est une initiative internationale en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, organisée par ONU Femmes et co-présidée par la France et le Mexique, en partenariat avec la société civile. Ce forum intergénérationnel a pour but d'accélérer la mise en œuvre du programme d'action de Beijing (adopté en 1995) et des ODD, et de mieux reconstruire les sociétés en tenant compte de la dimension de genre. Cette approche permettra en outre de limiter l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les femmes et les filles.

La première partie du forum s'est tenue à Mexico du 29 au 31 mars 2021. Le forum de Paris, qui s'est déroulé du 30 juin au 2 juillet 2021, a été le point culminant de cette rencontre.

Lors du Forum Génération Égalité, le Luxembourg a pris des engagements afin de promouvoir et protéger les droits sexuels et reproductifs ainsi que la liberté des femmes et des filles de disposer de leur corps :

- le Luxembourg s'engage à universaliser l'accès à la contraception gratuite à toutes les femmes sur le plan national, et à continuer à soutenir à travers sa politique de coopération les droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive, en partenariat notamment avec l'ONUSIDA, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), l'UNICEF et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ;
- le Luxembourg soutiendra l'accès à l'éducation et aux droits de santé ainsi que l'autonomisation des femmes et des filles en Afrique subsaharienne à travers sa contribution à l'initiative « Éducation plus » ;
- le Luxembourg va renforcer la lutte contre la mutilation génitale féminine et accroître la sensibilisation face à ce phénomène au niveau national. Le Luxembourg va continuer à combattre les violences sexuelles et sexistes et à lutter contre l'impunité en soutenant des projets comme celui de l'hôpital Panzi du Docteur Denis Mukwege en République démocratique du Congo, avec un engagement de cinq millions EUR. L'égalité des genres constitue une des thématiques prioritaires que le Luxembourg s'engage à promouvoir au Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour le mandat 2022-2024.



## COMMENT LUXDEV SE POSITIONNE-T-ELLE SUR LA QUESTION DU GENRE ?

LuxDev s'aligne sur l'engagement pris dans le GAP III de l'UE d'introduire des règles strictes en matière d'application et de suivi de l'intégration de la dimension de genre dans tous les secteurs, y compris les infrastructures, le numérique, l'énergie, l'agriculture et les financements mixtes.

Ainsi, toute nouvelle intervention devra faire l'objet d'une analyse genre systématique. Deux types d'analyse genre peuvent être menées : une première, plus globale, qui s'effectue systématiquement au niveau de l'identification des programmes et conduit donc à un choix politique, et une seconde, sectorielle et plus spécifique aux programmes, à effectuer en complément de la première si cela se révèle pertinent et nécessaire. Cette deuxième analyse est réalisée lors de l'étape de la formulation des programmes.

Il convient de savoir, dès le démarrage d'un nouveau cycle, si des analyses genre existent de manière générale (pays) et/ou spécifique (secteur), et de s'en servir dans la conception des nouveaux projets/programmes ou pour l'atteinte des résultats escomptés.

Pour des raisons d'optimisation des ressources disponibles, la représentation de LuxDev dans le pays bénéficiaire inclura, dans les termes de référence de la formulation de nouveaux projets/programmes, une expertise genre, permettant la conduite d'une analyse genre spécifique à l'intervention et au secteur. Cette expertise sera de préférence, et si possible, nationale.

Pour LuxDev, l'intégration de la dimension de genre consiste à prendre en compte de manière systématique les conditions, priorités et besoins propres aux femmes et aux hommes dans toutes ses interventions et ce, de manière continue, de la planification à la mise en œuvre des programmes, en passant par leur suivi et leur évaluation.

Les efforts des bureaux pays de LuxDev fournis en ce sens au cours de ces dernières années devront être plus soutenus et systématiques. À cet égard, les collaborateurs actifs sur le terrain verront leurs capacités dans ce domaine renforcées. Par ailleurs, le siège s'est doté d'une expertise à temps plein qui appuie le MAEE et les collaborateurs sur le terrain.

## LE RÉSEAU DES POINTS FOCaux GENRE DE LUXDEV

La création d'un réseau de points focaux genre fait partie des principaux engagements pris par l'Agence dans sa stratégie en matière de genre. Cette démarche a pour but de susciter une adhésion plus forte au programme d'action en faveur de l'égalité de genre au sein de LuxDev et de mobiliser le soutien des membres du personnel, en complément de l'experte genre et droits humains.

Le réseau pour l'égalité de genre de LuxDev est en place et actif depuis le 28.04.2021. Il se compose actuellement de 11 points focaux genre officiels et huit suppléants basés dans les bureaux pays et au siège de l'Agence. Chaque membre du réseau occupe sa fonction de point focal pour une durée de deux ans avant que de nouvelles nominations aient lieu. L'animation du réseau est assurée par l'experte genre et droits humains de l'Agence, sous la supervision du directeur des programmes.

La mise en place de ce réseau de points focaux augmente le niveau d'attention accordée au genre auprès de l'ensemble du personnel. De plus, ce réseau améliore l'intégration du genre et le renforcement des connaissances et des compétences dans ce domaine au fil du temps.

Les points focaux agissent comme un catalyseur pour stimuler l'intégration de la dimension de genre :

- en soutenant les membres de leur équipe sur les questions d'égalité des sexes ;
- en encourageant la promotion de l'égalité de genre ; et
- en contribuant au partage des connaissances.

Types de prérogatives des points focaux genre :

- guider la recherche/sélection d'informations et d'outils sur les questions de genre liées aux mandats de LuxDev ;
- aider à organiser le renforcement des capacités sur les concepts d'égalité de genre et les questions de droits humains ;
- encourager la promotion de l'égalité de genre dans les réunions, les formations et les projets coordonnés par les départements ou les différents bureaux ;
- assurer la liaison avec l'experte genre du siège et ses collègues ; et
- contribuer au partage des connaissances en communiquant les bonnes pratiques.

Missions spécifiques des points focaux basés sur le terrain :

- faciliter le renforcement des liens avec les structures nationales ;
- contribuer aux réseaux existants ; et
- encourager le personnel à identifier les questions d'égalité des sexes.

*Sous l'impulsion de la point focale genre, un premier déjeuner d'échange et de travail a pu réunir les collègues du bureau du Burkina Faso qui comptent bien garantir une parfaite prise en compte du genre dans leurs différentes actions et la vie des équipes.*



## EXEMPLES DE PROJETS AXÉS SUR LE GENRE

### MAE/019 - PROGRAMME RÉGIONAL POUR LA PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ - PHASE II (MAE/019/PREFEM II)

Le MAE/019/PREFEM II partage les bonnes pratiques mises en œuvre dans la région du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA)

Le MAE/019/PREFEM II est mis en œuvre conjointement avec CENPROMYPE. Il s'agit d'un organisme régional dont le mandat est de promouvoir les politiques publiques dans toute la région du SICA, dans le but de favoriser la croissance économique des micro, petites et moyennes entreprises. La région SICA est composée de huit pays : Belize, Guatemala, El Salvador, Honduras, Costa Rica, Nicaragua, Panama et République dominicaine.

Ce programme vise tout particulièrement la participation équitable des femmes au tissu entrepreneurial dans cette région, en cherchant à promouvoir un environnement commercial qui contribue à une plus grande autonomie économique des femmes entrepreneures.

Afin d'atteindre cet objectif, le programme œuvre en faisant du renforcement de capacités des différents acteurs de la région SICA, tant au niveau individuel, organisationnel qu'institutionnel, un thème transversal. Sont notamment concernés le personnel de CENPROMYPE, les femmes entrepreneures de la région SICA, les autorités et les centres de services aux micro, petites et moyennes entreprises et d'autres acteurs de l'écosystème entrepreneurial.



*Invitation au cours en ligne*

#### Les réalisations de 2021

En 2021, cette stratégie de renforcement des capacités a débuté par la mise en œuvre d'un cours en ligne intitulé « Intégration de l'approche genre, environnement et changement climatique dans la pratique du mentorat d'entreprise ». Trente-trois femmes et trois hommes, venant du Guatemala (9), d'El Salvador (8), du Nicaragua (7), du Panama (6), du Belize (2), de la République dominicaine (2) et du Costa Rica (2), y ont participé. Treize d'entre eux appartiennent au Réseau de mentorat créé lors de la phase I du PREFEM.

Le programme a également soutenu la réunion du Réseau des organisations des femmes chefs d'entreprise et des femmes entrepreneures d'Amérique centrale afin de renforcer une entité qui sera une contrepartie dans la construction de l'agenda de plaidoyer pour les femmes chefs d'entreprise de la région. La réunion a permis de créer un espace de discussion destiné à guider le processus d'élaboration du programme de plaidoyer pour les femmes chefs d'entreprise dans la région SICA. Une cartographie des agendas de ces organisations et une proposition thématique ont été élaborées. Ces démarches permettront de débiter la construction collective de l'agenda des femmes et des micro, petites et moyennes entreprises.



*Réunion régionale du Réseau des femmes chefs d'entreprise*



Parallèlement, le programme comporte un principe de spécialisation des services financiers et non financiers aux entreprises. Une cartographie des activités de services uniquement destinées aux femmes dans la région a été réalisée. Sur cette base, la perspective de genre a été intégrée dans le cycle de vie du développement des entreprises qui est promu par CENPROMYPE. Une typologie des services a également été établie afin qu'ils intègrent une perspective de genre.

En outre, le Fonds pour l'autonomie économique des femmes a été lancé afin d'aider 36 entreprises dirigées par des femmes dans les huit pays de la région SICA. La conception du fonds a été lancée, y compris la consultation des parties prenantes concernées. Les bailleurs de fonds potentiels ont été répertoriés, en analysant leurs thèses d'investissement respectives, afin de concevoir un fonds qui réponde non seulement aux besoins de financement des entreprises dirigées par des femmes en pleine croissance, mais qui soit également attrayant pour les autres partenaires et présente des perspectives de durabilité.

Dans le cadre de cette activité, un mécanisme d'attribution a été conçu sous forme d'une subvention visant à renforcer les ressources financières, les instruments et les processus de financement. Ainsi, l'objectif est d'améliorer les capacités des femmes chefs d'entreprise à rechercher des investissements, afin qu'elles contribuent à la croissance de leur entreprise et à leur autonomie économique.

Par ailleurs, un diagnostic des capacités des conseillers des centres de services aux micro, petites et moyennes entreprises des pays de la région a été réalisé. Cinquante-trois personnes (29 femmes et 24 hommes) y ont participé, ce qui a permis de connaître les capacités d'accompagnement des micro, petites et moyennes entreprises sur les questions liées aux TIC (sécurité numérique, marketing numérique et gestion responsable de l'information), en appliquant des approches transversales au genre et au changement climatique.

Un diagnostic des capacités de suivi et d'évaluation axées sur le genre a également été obtenu. Ce dernier a montré l'importance de la sensibilisation à la participation égalitaire des femmes aux politiques publiques.

Enfin, en commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes du 25 novembre, le programme a encouragé la participation aux 16 jours d'activisme contre la violence sexiste, par le biais d'une campagne sur les réseaux sociaux.

La campagne a fait appel à la participation du personnel de CENPROMYPE et des femmes chefs d'entreprise de la région SICA, en les invitant à placer leur photo dans des cadres conçus à cet effet, qui ont ensuite été affichés en tant que photo de profil sur leurs différents réseaux sociaux et de communication. Chacun a également été invité à identifier une phrase et à la partager avec la photo, à partager et diffuser des autocollants pour WhatsApp et Instagram et à partager des messages diffusés par le Secrétariat technique pour les femmes sur les réseaux sociaux (voir ci-contre).

La journée du 25 novembre a débuté par un message de réflexion sur la violence économique envers les femmes. Le mandat institutionnel du CENPROMYPE étant lié au développement économique, ses actions centrales visent à renforcer les micro, petites et moyennes entreprises. Quant au PREFEM, toutes ses actions visent à aider les femmes chefs d'entreprise de la région SICA à progresser dans leur développement et leur autonomie économique. Ce jour-là, ce message a été diffusé : « À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, CENPROMYPE réaffirme son engagement à contribuer au droit des femmes à développer de manière autonome leurs entreprises et leurs commerces et réitère l'importance d'éradiquer toutes les formes de violence économique ».

D'autres institutions œuvrent au sein du SICA. L'une d'entre elles est le Secrétariat technique pour les femmes, qui a pour mandat de promouvoir les droits humains des femmes dans toutes les institutions du système. Cet organe a également invité le programme à rejoindre sa campagne, un appel qui a été entendu. À cette occasion, divers messages ont été postés sur les réseaux sociaux, tels que « Les États doivent sensibiliser par le biais de campagnes, éduquer et promouvoir des changements dans les attitudes et les comportements sociaux » et « La relance économique et sociale des pays de la région SICA doit placer les femmes au cœur de ses actions en tant que personnes de plein droit ».

Message posté sur les réseaux sociaux le 25 novembre



[https://twitter.com/Cenpromype\\_sica/status/1464003803573858308](https://twitter.com/Cenpromype_sica/status/1464003803573858308)

Cadres pour les photos de profil du personnel institutionnel et des femmes chefs d'entreprise pour qu'ils se joignent à la campagne



Modèle de cadre photo



Directeur exécutif de CENPROMYPE

Photos de femmes chefs d'entreprise de la région



Photos avec messages à poster sur les réseaux sociaux



Coordinatrice de la gestion des connaissances de CENPROMYPE



Coordinatrice des services de développement des entreprises de CENPROMYPE



Coordinatrice du programme pour l'entrepreneuriat des femmes

Autocollants pour WhatsApp et Instagram contre la violence sexiste



<https://media.giphy.com/media/TaP4jFE03qzG43JUK5/giphy.gif>



<https://media.giphy.com/media/X4fRGsiCEF19Ydoz55/giphy.gif>

Participation à la campagne régionale du SICA menée par le Secrétariat technique pour les femmes



Équipe du programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme



## MAE/017 - APPUI À L'HÔPITAL ET À LA FONDATION PANZI

Le projet MAE/017 est né d'une rencontre entre le Docteur Denis Mukwege et la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg en mars 2019, lors de la conférence « *Stand Speak Rise Up!* » rendant hommage aux survivantes de violences sexuelles survenues en temps de guerre.

Ce projet est conçu pour appuyer le modèle de prise en charge des victimes de violences sexuelles dans les zones sensibles mis en place par le Docteur Mukwege, médecin qui a reçu de nombreuses distinctions pour son engagement contre les mutilations génitales pratiquées sur les femmes, dont le prix Nobel de la paix en 2018.

Ainsi, le projet vise à apporter une réponse à l'extrême violence et aux viols généralisés découlant des guerres successives et de l'instabilité persistante dont sont victimes les femmes et les enfants dans la province du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo.

### Soutenir et accompagner les victimes de violences sexuelles

Dans cette région où la situation sécuritaire se révèle particulièrement dégradée, l'appui offert par le projet MAE/017 couvre d'une part, l'hôpital général de référence de Panzi, spécialisé dans plusieurs domaines, dont le traitement des survivantes de violences sexuelles et les accouchements sécurisés, et d'autre part, la fondation Panzi, qui complète le travail de l'hôpital en proposant une réinsertion socioéconomique ainsi qu'un appui psychosocial et juridique aux femmes. Dans ce cadre, le rôle principal de LuxDev concerne l'appui-conseil et le contrôle qualité.

Confronté à différentes contraintes pour remplir pleinement ses missions, l'hôpital de Panzi ne dispose actuellement pas d'équipement adéquat pour la prise en charge de tous ses patients. Les installations sanitaires sont non seulement insuffisantes, mais également détériorées.

Dans ce contexte, l'objectif du projet consiste à appuyer la prise en charge des victimes de violences sexuelles à travers :

- la réhabilitation et l'équipement de certaines infrastructures clés destinées aux victimes de violences sexuelles ;
- la réinsertion socioéconomique des victimes de violences sexuelles, par un appui en matière de logement ainsi que des formations en menuiserie ;
- l'amélioration de l'accès aux services juridiques de la fondation et l'appui à l'accès à la terre pour les survivantes de violences sexuelles et l'enregistrement des enfants à l'état civil ; et
- le renforcement des capacités des gestionnaires de l'hôpital et la fondation de Panzi.

L'ensemble de la stratégie d'intervention du projet cible de manière prioritaire la thématique transversale du genre (égalité hommes-femmes) et vise à contribuer à celle de l'environnement.

### Les réalisations de 2021

En 2021, première année d'exécution du projet, plusieurs actions ont été réalisées, dont :

- la rénovation du bâtiment qui abritera la stérilisation centrale ;
- l'arrivée du matériel de stérilisation de l'hôpital ;
- l'enregistrement de 150 enfants à l'aide de jugements supplétifs appuyés par la clinique juridique.

Les bénéficiaires de ces jugements supplétifs sont en majorité des enfants de bénéficiaires d'autres projets de la fondation Panzi, essentiellement des enfants victimes des violences sexuelles basées sur le genre. Les avocats se chargent de rassembler les pièces d'identité des parents et les certificats médicaux des enfants pour ceux qui en ont. Ils préparent les requêtes avant de les introduire en justice.

---

**282**

demandes ont été introduites à la clinique juridique de Kavumu.

---

**150**

ont pu être approuvées par la clinique.

---

**50**

ont été portées devant la justice.

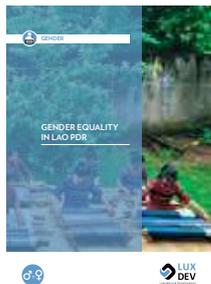
La force du plaidoyer de la fondation Panzi a permis de faire baisser le coût normalement exigé (de 360 USD à 60 USD) pour ces requêtes et d'ainsi multiplier par six les objectifs de la clinique de Kavumu (25 jugements escomptés, 150 finalement introduits).

Le projet MAE/017 est financé par le ministère des Affaires étrangères luxembourgeois et mis en œuvre par LuxDev et l'ONG Aide internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise, qui collabore de façon étroite avec le Comité international de la Croix-Rouge en matière de gestion de la sécurité.

*Visite de 42 maisons construites avec les femmes dont des survivantes de violences sexuelles, bénéficiaires à Kavumu, Sud-Kivu, septembre 2020*



## GUIDANCE RÉALISÉE AU LAOS POUR L'INTÉGRATION DU GENRE DANS LES PROGRAMMES SECTORIELS



Suite à la recommandation formulée lors du processus d'identification du cinquième PIC entre le Laos et le Luxembourg de renforcer, au niveau local, l'intégration des thématiques transversales prioritaires (environnement et changement climatique, genre, droits humains, digitalisation, renforcement des capacités) dans les programmes sectoriels (développement local, santé, formation professionnelle et technique, gouvernance et État de droit), LuxDev a pour la première fois développé une guidance *mainstreaming* afin de guider le processus de formulation des programmes.

Un groupe d'action genre, composé de l'experte genre du siège de LuxDev (*team leader*), d'une experte de terrain (projet LAO/031), de personnes ressources de l'UNFPA et de l'Université du Luxembourg ainsi que d'un représentant du MAEE et du gouvernement lao (*Lao Women's Union*), a été mis en place afin d'élaborer, dans une démarche inclusive et participative, une guidance sur la thématique du genre.

L'objectif principal de cette guidance est de faciliter l'intégration du genre dans les interventions sectorielles. Elle constitue également une référence essentielle pour les autres partenaires du PIC V (ONG, coopération multilatérale, autres).

La guidance sur la thématique du genre est un document de 15 pages qui se focalise sur :

- la justification de l'intégration du genre dans le contexte lao, en pleine crise sanitaire de la COVID-19 ;
- l'analyse et la mise en cohérence des stratégies et politiques sur le genre (nationales, régionales, luxembourgeoises, multilatérales) ;
- les conseils pratiques pour l'intégration du genre durant les phases de formulation et d'exécution ;
- les ressources techniques, humaines, financières.

Pour chacun des quatre secteurs d'intervention (développement local, santé, formation professionnelle et technique, gouvernance et État de droit), les engagements du PIC IV sont examinés en fonction de la manière dont ils prennent en compte les dimensions de genre et de droits, et des réflexions supplémentaires sont fournies sur la manière dont ces aspects peuvent être renforcés. Des ressources sont également incluses par secteur pour soutenir l'application pratique de l'intégration du genre et des droits dans les secteurs cibles.

Par ailleurs, des fiches d'outils genre, qui se concentrent sur la phase de formulation des programmes, sont mises à disposition. Celles-ci sont tirées du futur « Manuel opérationnel sur l'intégration du genre » de LuxDev<sup>1</sup>, dont l'objectif est de soutenir un processus de transformation, visant des effets directs et indirects sur les relations de genre au niveau des projets et programmes qui sont mis en œuvre par l'Agence.

### Les fiches d'outils genre :

Fiche d'outils : Analyse de genre dans la perspective des droits de l'homme d'un programme sectoriel

Fiche d'outils : Critères d'évaluation de la qualité de l'analyse de genre

Fiche d'outils : Cadre logique sensible au genre

Fiche d'outils : Indicateurs de genre

Fiche d'outils : La liste de contrôle de l'égalité de genre

Fiche d'outils : Besoins pratiques et intérêts stratégiques

Fiche d'outils : La division du travail en fonction des rôles de genre

Fiche d'outils : Profil d'accès et de contrôle des ressources

<sup>1</sup> Les premiers chapitres du manuel traiteront du cadre méthodologique et des instruments pour l'intégration du genre dans le cycle de projet. Ensuite, une série d'outils permettant de mettre en œuvre l'intégration de la dimension de genre de manière harmonisée sera fournie.

# TOUR D'HORIZON DE L'INTÉGRATION DU GENRE DANS LES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE PAR L'AGENCE

## BURKINA FASO

### LE CONTEXTE

#### Bilan de la situation dans le pays

Le gouvernement du Burkina Faso a adopté en juillet 2009 la politique nationale genre comme cadre de référence et d'orientation pour tous les acteurs qui interviennent en faveur de l'équité et de l'égalité entre les hommes et les femmes. La mise en œuvre de cette politique était prévue sur une période de 10 ans, avec une date de clôture en 2019.

#### Efforts réalisés jusqu'à présent



#### Santé

- gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes ;
- entre 2010 et 2017, le nombre de sages-femmes d'État a plus que triplé et le taux d'accouchement assisté dans les formations sanitaires est passé de 73 % à 84 %.
- « sage-femme » signifie « qui a la connaissance de la femme ». Le terme est donc aussi utilisé pour les hommes qui exercent cette profession.



#### Éducation

- quasi disparition des disparités entre les filles et les garçons dans l'accès à l'école primaire.

L'amélioration de l'accès des filles à l'éducation a été rendue possible grâce aux efforts du gouvernement et de ses partenaires techniques et financiers, dont le Luxembourg à travers les programmes BKF/022 - Éducation CAST - Appui au Programme de développement du secteur de l'éducation de base et BKF/025 - Programme d'appui pour la mise en œuvre du Plan sectoriel de l'éducation et de la formation.

Cependant, au niveau du lycée et de l'université, la courbe penche encore très fortement en faveur des garçons, notamment en raison des mariages précoces et des grossesses en milieu scolaire.

#### Accès à l'école primaire

	2009	2021
Filles	28 %	87 %
Garçons	46 %	84 %

## Le saviez-vous ?

« Sage-femme » est un mot épïcène. La ou le « sage » est la personne qui aide l'autre à accoucher. En effet, « sage » provient du latin classique *sapere* qui signifie « s'y connaître en », tandis que le mot femme de « sage-femme » désigne celle qui accouche.

En 1982, une directive européenne interdisant la discrimination sexuelle oblige les États membres à ouvrir cette profession aux hommes. L'Académie française, pourtant farouchement réticente à la féminisation des noms, estime que « l'appellation courante deviendrait risible, dès lors qu'on l'étendrait aux hommes » (Alain Peyrefitte, Académicien) et propose donc le terme « maïeuticien » pour ces messieurs. Une fois de plus, leur est reproché le fait de rendre le titre masculin plus prestigieux que le féminin car il fait référence à la maïeutique socratique, c'est-à-dire de faire accoucher d'idées alors que les femmes, elles, aident à accoucher de corps. Maïeuticienne fut donc proposée également.

Malgré cela, cette tentative fut un échec sur toute la ligne, tant chez les femmes que chez les hommes, ces derniers étant très satisfaits de l'appellation « sage-femme ».

### Accès et contrôle égal de la terre

En 2017, l'étude *Social Institution and Gender Index* a permis de constater que l'accès équitable à la terre a progressé de façon mitigée depuis 2005.

Six femmes sur 10 disposent d'une parcelle agricole, généralement prélevée sur les terres familiales dans le cadre d'un droit d'usage, avec des superficies variant de 0,25 à 3 hectares pour les femmes et 2 à 10 hectares pour les hommes.

On constate un changement positif dans l'accès et le contrôle des femmes aux parcelles des périmètres irrigués et des bas-fonds aménagés.

En 2018, 46 % des parcelles aménagées dans les bas-fonds et 31 % des périmètres irrigués revenaient aux femmes.

### Accès à l'emploi et aux revenus

- en 2012, les femmes ne représentaient que 9 % contre 91 % d'hommes propriétaires d'entreprises au Burkina Faso ;
- en 2018, la proportion des entreprises féminines s'établissait à 20 % contre 80 % pour les entreprises masculines (rapport 2018 du Plan national de développement économique et social).

### Représentation des femmes dans les postes de décision

La politique nationale genre a contribué à améliorer le cadre législatif et règlementaire par l'adoption de textes de lois fixant des pourcentages de représentativité. Malheureusement, cela ne se traduit que trop rarement en actes concrets.

Dans le cadre du projet BKF/024 - Projet de récupération des terres dégradées en milieu pastoral, cette disposition se traduit par un indicateur relatif à la représentativité des femmes et des pauvres d'au moins 30 % dans les organes et comités mis en place. En outre, des activités génératrices de revenus sont entreprises pour renforcer le pouvoir économique des femmes.

### Promotion du respect des droits de la femme et élimination des violences

On constate une amélioration des textes de lois relativement favorables à l'égalité des droits entre l'homme et la femme. Le cadre juridique et politique a en effet été renforcé au travers de la loi n° 061-2015/CNT du 6 septembre 2015, portant sur la prévention, la répression, la réparation des violences à l'égard des femmes et des filles ainsi que sur la prise en charge des victimes.



## EXEMPLES D'INITIATIVES ET DE BONNES PRATIQUES DANS LES PROGRAMMES

### BKF/026 - Appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels au Burkina Faso

Dans le cadre du programme BKF/026, une expertise genre a été mobilisée en 2021 afin de faciliter l'élaboration du plan de mise en œuvre pour la prise en compte du genre dans les programmes budgétaires du ministère en charge de la jeunesse et de la formation professionnelle.

L'état des lieux succinct réalisé dans ce cadre a permis de détecter les faiblesses du dispositif institutionnel ainsi que les défis à relever pour plus d'efficacité et de visibilité.

Les capacités limitées des membres de la Cellule permanente genre, l'insuffisance des ressources et la faible maîtrise des outils genre ne permettent pas l'intégration systématique efficace du genre dans les projets et programmes. Devant cette situation, il a été convenu de prendre en compte les propositions faites par les différentes cibles pour permettre aux acteurs de relever tous les défis aux plans institutionnel, technique (capacités en genre) et communicationnel pour une meilleure visibilité interne et externe.

L'intégration du genre exige une démarche multi partenariale. En ce sens, une synergie active est encouragée entre programmes et avec les autres acteurs actifs dans la prise en compte du genre. De plus, la Cellule permanente genre du ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'entrepreneuriat et de l'Emploi pourrait également établir une collaboration active avec les autres Cellules permanentes genre ministérielles pour s'inspirer de leurs expériences en vue d'optimiser les chances de succès avec le plan de mise en œuvre genre.

L'initiative d'élaborer un plan de mise en œuvre genre est salubre. Elle constitue une grande opportunité à saisir pour combler les lacunes en matière d'intégration du genre, une porte d'entrée pour booster l'institutionnalisation du genre dans toutes les actions du ministère. Tous les acteurs doivent donc apporter leur contribution.

Trois préalables indispensables sont à réaliser pour un plan de mise en œuvre efficace. Il s'agit de :

- disposer de temps et des conditions de base telles qu'une véritable volonté politique d'agir dans ce sens, un cadre législatif et réglementaire favorable et un cadre stratégique national ;
- disposer d'un mécanisme national de coordination et de suivi, qui fournit un appui-conseil important aux institutions, et appuyer ce mécanisme pour qu'il soit effectif tout au long sa mission ;
- s'assurer de la visibilité et de l'ancrage des entités en charge du genre et s'assurer qu'elles disposent d'un budget réaliste et suffisant.

Malgré les changements politiques que le Burkina Faso connaît en ce moment, la prise en compte du genre est à présent effective dans les plans d'action 2022 des différents programmes du Ministère.



## CABO VERDE

### LE CONTEXTE

Le Cabo Verde est signataire des conventions et protocoles régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme et au genre, dont les dispositions sont automatiquement incorporées dans la législation nationale conformément à la Constitution.

Le taux d'alphabétisation des adultes est de 85 % pour les femmes et de 93 % pour les hommes, avec un plus grand écart entre les sexes dans les zones rurales où le taux d'alphabétisation n'est que de 74 % pour les femmes, contre 87 % pour les hommes. Parmi les 15-24 ans, il existe une parité entre les sexes, même dans les zones rurales, et le taux d'alphabétisation est globalement de 98 %.

Cependant, le pays reste fortement affecté par l'inégalité entre les sexes dans la répartition des richesses, avec une forte féminisation de la pauvreté.

Les femmes restent surreprésentées dans les secteurs informels de l'économie :

- la plupart des tâches domestiques sont assumées par les femmes ;
- l'éducation des enfants est principalement assurée par les femmes ;
- la participation aux prises de décisions des femmes reste faible.

La société capverdienne reste affectée par les stéréotypes patriarcaux traditionnels sur les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes, en particulier sur la responsabilité paternelle, et est caractérisée par de nombreux ménages monoparentaux menés par des femmes.

Selon le rapport *Women, Business and the Law 2020* de la Banque mondiale, qui mesure les lois et réglementations qui affectent les opportunités économiques des femmes dans 190 économies, le Cabo Verde a obtenu 86,3 points, se plaçant ainsi en quatrième position des pays analysés sur le continent africain, devancé par l'Île Maurice (91,9), l'Afrique du Sud (88,1) et le Zimbabwe (86,9).

L'archipel obtient le score maximal (100) pour cinq des huit indicateurs : mobilité, lieu de travail, esprit d'entreprise, mariage et patrimoine. Il est cependant pénalisé pour les variables maternité (40), rémunération (75) et pensions (75).

Plus particulièrement, dans le domaine de l'emploi et de l'employabilité dans le pays, on remarque, d'une part, des différences substantielles dans les branches d'emploi des femmes et des hommes, avec une ségrégation visible et, d'autre part, des choix professionnels, y compris dans la formation technique et professionnelle, conduisant à la sous-représentation des femmes dans les domaines technologiques et scientifiques, traditionnellement considérés comme masculins. Les secteurs identifiés par le gouvernement comme accélérateurs pour favoriser le plein emploi productif et garantir la protection sociale sont tous fortement masculinisés, ce qui nécessite de mettre en place des mesures visant à garantir que les femmes et les hommes bénéficient des investissements en cours. Le taux élevé d'inactivité des femmes et les niveaux élevés d'insertion précaire sur le marché du travail, en particulier dans le secteur privé, conditionnent leur accès aux revenus et contribuent à la reproduction du cycle de la pauvreté.

### QUELQUES STATISTIQUES

**52,9 %**

de la population pauvre et 53,6 % de la population très pauvre est constituée de femmes.

**60,5 %**

des ménages pauvres sont représentés par des femmes, contre 39,5 % par des hommes.



Le temps consacré à la garde des enfants augmente fortement avec le nombre d'enfants chez les femmes (+12 heures en moyenne par semaine entre les personnes ayant 1 et 3 enfants), alors que chez les hommes, ce temps varie à peine.



Disparité homme/femme par rapport au temps lié à des tâches non rémunérées, telles que la collecte de bois de chauffage pour l'autoconsommation, dans les zones rurales :

- collecte et transport : 7,5 % des femmes effectuent cette tâche, contre 2,2 % des hommes ;
- temps hebdomadaire moyen consacré à la tâche (pour celles et ceux qui l'effectuent) :
  - femmes : 16 heures par semaine (équivalent à au moins 2 heures par jour) ;
  - hommes : 9,5 heures par semaine.

Le CERMI



### Formation professionnelle et emploi

Le CERMI (*Centro de Energías Renováveis e Manutenção Industrial*) concentre la grande majorité de l'enseignement et de la formation professionnels dans le secteur des énergies renouvelables.

De 2016 à 2019 :

**8**  
cours de formation initiale ont été élaborés, avec 25,6 % de femmes formées.



Le taux d'insertion sur le marché du travail après le programme est plus élevé pour les hommes (72,3 %, contre 64,6 % pour les femmes).

**19**  
cours de formation continue ont été élaborés, avec 9,4 % de femmes formées.



Parmi celles et ceux qui pratiquent le travail non rémunéré, les femmes y consacrent en moyenne 3h30 de plus par jour que les hommes.

**90 %**  
des femmes effectuent un travail non rémunéré, contre 73 % des hommes.



Les domaines d'emploi des femmes et des hommes continuent de différer considérablement : les femmes sont peu présentes dans les domaines technologiques et scientifiques.

### EXEMPLES D'INITIATIVES ET DE BONNES PRATIQUES DANS LES PROGRAMMES

L'égalité de genre et sa promotion dans les secteurs stratégiques pour le progrès socioéconomique du pays restent, quant à elles, de véritables défis au Cabo Verde. L'intégration efficace d'une stratégie genre dans le secteur de l'éducation, de la formation et de l'emploi est donc cruciale.

Le PIC Développement, Climat, Énergie (PIC DCE) signé entre les gouvernements du Cabo Verde et du Luxembourg en juillet 2020 a été conçu comme un appui ciblé du Luxembourg aux politiques et stratégies de développement socioéconomique et environnemental du Cabo Verde pour la période 2021-2025. Cette réponse se fonde sur une analyse conjointe du contexte et des défis de développement nationaux et sectoriels, en tenant compte des approches et des secteurs d'intervention des autres partenaires techniques et financiers. En outre, elle s'inscrit résolument dans les principes d'efficacité du développement et de cohérence des politiques pour le développement.

Le PIC DCE accorde une attention particulière aux thèmes transversaux suivants dans toutes ses interventions : les droits de l'homme, le genre dans ses aspects multidimensionnels, l'inclusion sociale (*leave no one behind*) et la durabilité environnementale.

Durant la phase de formulation du PIC en 2021, une équipe d'experts en genre et inclusion sociale hautement qualifiés a accompagné les ateliers de théorie du changement afin de faciliter les diagnostics sectoriels et d'intégrer concrètement le genre dans les théories du changement et le plan d'action des secteurs de la transition énergétique, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que de l'emploi et de l'employabilité.

Intégrée dans ces quatre programmes – Emploi et employabilité (CVE/088), Eau et assainissement (CVE/389), Transition énergétique (CVE/390) et Gouvernance et action climatique (CVE/401) – l'approche inclusive et donc multidimensionnelle placera l'égalité et l'équité entre les sexes ainsi que l'autonomisation des femmes au centre du débat et tiendra compte des besoins des femmes dans la prise de décision stratégique et dans l'élaboration des politiques, des stratégies et des processus institutionnels.

Pour parvenir à un changement profond et durable des relations entre les hommes et les femmes, ce processus impliquera que les intérêts, les perceptions et les expériences culturelles et sociales ainsi que la nature acquise, plutôt qu'innée, des rôles et des tâches joués par les femmes et les hommes dans leurs activités économiques, sociales et politiques soient consciemment pris en compte tout au long du cycle de planification, de budgétisation, de programmation et d'évaluation des projets et des programmes.

## CVE/401 - Appui au renforcement de la gouvernance et de l'action climatique

Le programme CVE/401 vise à renforcer la gouvernance et l'action climatique au Cabo Verde. Le but est de contribuer à la réalisation d'un changement de paradigme, combinant la réduction des émissions de gaz à effet de serre avec la résilience socio-écologique et la résistance physique des citoyens, des écosystèmes et des biens face au changement climatique.

Les groupes vulnérables au climat sont des groupes et des communautés qui subissent les effets néfastes des aléas climatiques et dont les capacités et les revenus sont limités pour se remettre de ces catastrophes.

Le changement climatique accroît les inégalités et les vulnérabilités socioéconomiques et géophysiques déjà existantes liées au genre, tandis que les capacités d'adaptation et les mécanismes de défense ne sont pas répartis de manière égale. Dans le contexte cap-verdien, notamment, les mœurs socioculturelles sont responsables des inégalités entre les sexes dans plusieurs domaines, ce qui entraîne la persistance des disparités en matière de revenus, de possibilités d'emploi et d'accès aux services essentiels.

Le programme d'action climatique soutiendra la contrepartie nationale dans la mise en œuvre des mesures spécifiques et concrètes au genre, visant à responsabiliser les femmes sur les questions climatiques afin de réduire leur vulnérabilité. Des actions ayant pour but le renforcement de l'agro-entrepreneuriat, l'investissement dans la recherche agricole et l'agriculture modèle, ainsi que l'augmentation de l'emploi des femmes dans l'agriculture, seront encouragées. Les talents et les contributions des femmes et des hommes seront mis à profit, des objectifs seront fixés pour la participation des femmes aux activités, et la priorité sera donnée à l'égalité des femmes, à l'accès à l'information, aux ressources économiques et à l'éducation environnementale.

## MALI

### LE CONTEXTE

La crise sécuritaire qui sévit actuellement au centre du pays a des conséquences plus graves pour les femmes, particulièrement en milieu rural.

Les effets de la pandémie de la COVID-19 ont quant à eux été nettement plus importants pour les femmes urbaines. Actives pour la plupart dans l'économie informelle, dans des métiers plus sensibles aux restrictions (petit commerce, restauration, services aux personnes, etc.) et ne pouvant pas avoir accès aux mesures éventuelles de soutien au secteur privé, elles ont été impactées bien plus sévèrement (source : interview *Association femmes leadership et développement durable* sur act05.com).

Malgré la prise en compte insuffisante du genre dans la société malienne, une nouvelle génération de femmes émerge. Ayant eu davantage accès à l'éducation, en particulier en milieu urbain, et à même de valoriser les opportunités offertes par le digital, de nombreuses jeunes femmes s'investissent, créent des entreprises et des start-up commerciales ou d'économie sociale. Pour ce faire, elles mobilisent les autres femmes et contribuent à leur autonomisation. Cette évolution sociétale constitue l'une des opportunités que le Mali devrait saisir, ainsi que ses partenaires, pour permettre de relever les défis actuels et à venir.

### EXEMPLES D'INITIATIVES ET DE BONNES PRATIQUES DANS LES PROGRAMMES

#### MLI/021 - Développement rural et sécurité alimentaire

Le programme MLI/021 mesure le taux de superficie de terres aménagées (nouveaux aménagements) attribuées aux femmes membres de sociétés coopératives, associations ou groupements de producteurs appuyés par le programme, essentiellement pour la riziculture.

Ainsi, dans le cadre de la mise en valeur de l'aménagement de la plaine de San ouest d'une superficie de 372 hectares, les parcelles ont été attribuées en août 2021 à 759 producteurs rizicoles, dont 643 hommes et 116 femmes. Ces femmes représentent 16 % des membres auxquels des parcelles ont été attribuées, contre 15 % recommandés par la loi d'orientation agricole pour les aménagements hydro-agricoles.

Par ailleurs, tous les maillons de la chaîne de valeur rizicole sont animés par les jeunes, soit de façon organisée (groupements d'intérêt économique, associations), soit individuellement (entrepreneuriat agricole) en lien avec leur insertion économique. Pour assurer la promotion des jeunes et des femmes au sein de la filière rizicole, l'Office du moyen banii a mis à disposition de la Coopérative des riziculteurs de la plaine aménagée de San ouest, un chargé de genre et des activités génératrices de revenus.

Enfin, la promotrice de l'entreprise « Céréales de TATAM » a reçu un appui important à travers une convention de délégation de fonds et de mise en œuvre d'un montant de 416 094 EUR, dont 75 % sont pris en charge par LuxDev et 25 % sont supportés par l'entreprise, pour accroître ses capacités de production et de commercialisation à travers l'acquisition d'une chaîne moderne de cuisson du fonio. Cette chaîne permettra en effet d'augmenter la quantité et la qualité du fonio transformé. L'installation des équipements est désormais effective mais la mise en marche est encore en préparation. Un suivi-accompagnement continu est réalisé par le programme.

### **MLI/022 - Formation et insertion professionnelle**

Dans le cadre de sa mise en œuvre, le programme MLI/022 a appuyé en 2021 la certification de 970 apprentis, dont 27 % de filles, dans des métiers du secteur de l'artisanat (transformation agroalimentaire, mécanique, menuiserie, teinture, etc.). Le programme a également accompagné la validation des acquis de 42 formatrices de produits agricoles, tutrices d'apprenties, qui a été sanctionnée par un titre professionnel.

De même, le financement de microentreprises s'est poursuivi avec l'octroi de 274 nouveaux prêts à des primo-entrepreneurs, dont 30 % de femmes.

### **MLI/804 - ADEL - Appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et de Gao**

#### **Intégration du genre dans le programme**

La dégradation de la situation sécuritaire dans le nord du Mali a grandement impacté les femmes et les inégalités de genre. Les problèmes auxquels les femmes sont confrontées sont : les viols et agressions physiques, les meurtres, les vols, les mariages précoces de filles et la perte des droits à la terre ainsi qu'à d'autres ressources lorsqu'elles sont veuves.

En raison de la violence et de l'insécurité, la mobilité des femmes a aussi diminué. Elles ne peuvent plus accéder aux lieux publics ou se déplacer pour participer aux marchés hebdomadaires, ce qui affecte leurs revenus et donc leurs conditions de vie.

ADEL mène des actions transversales au niveau de tous les résultats prévus et notamment dans quatre domaines :

#### **L'appui aux projets économiques et le renforcement des capacités des femmes**

Les plans de consolidation de 60 associations/coopératives ont été mis en œuvre en 2020 et achevés en 2021.

En 2021, 47 nouvelles organisations de producteurs (associations, coopératives et unions de coopératives) ont été identifiées et ont fait l'objet de 47 conventions pour appuyer leurs projets socioéconomiques et économiques et renforcer leurs capacités. Le projet a donc élaboré les plans de renforcement des capacités des 47 nouvelles organisations de producteurs et démarré leur mise en œuvre à partir du deuxième semestre 2021. Au total, 2 027 personnes, dont 580 femmes et 1 447 hommes, ont participé aux formations techniques, délivrées par les services techniques de l'État, ainsi qu'aux formations sur la gestion des organisations et activités, dispensées par les agents des ONG partenaires et des services décentralisés de l'État. La finalité recherchée est que ces associations et coopératives contribuent au développement économique local.

#### **L'autonomisation socioéconomique des jeunes hommes et femmes à travers la formation et l'inclusion professionnelle**

Parmi les 4 028 jeunes accompagnés par le dispositif d'orientation et insertion professionnelles (DOIP) des jeunes, 1 284 (730 hommes et 554 femmes) ont reçu des kits pour démarrer les activités professionnelles à travers l'auto-emploi et 1 592 (774 femmes et 818 hommes) ont été formés dans 19 métiers porteurs identifiés. Au total, 129 sessions de formation sur les 19 métiers porteurs ont été dispensées à travers 105 opérateurs de formation (centres de formation professionnelle et privés) au bénéfice de ces 1 592 jeunes. Ces jeunes continuent à être accompagnés par les mentors et le DOIP afin de leur assurer un travail effectif et durable.

Dans le cadre de l'accompagnement à l'auto-emploi, le DOIP a appuyé l'élaboration de 327 plans d'activités simples en faveur des jeunes, dont 144 femmes et 183 hommes, individuellement ou collectivement selon les activités mises en place.

#### **L'amélioration de l'accès des femmes aux services sociaux de base et leur implication dans leur gestion**

Le programme a appuyé les formations de 131 comités de gestion des services sociaux de base, dont 66 comités mixtes (hommes, femmes) dans l'optique de contribuer au suivi et au bon fonctionnement des services sociaux de base.

## Le renforcement des compétences des femmes et leur participation dans la gestion des collectivités et en matière de prévention et de gestion des conflits

Le programme a appuyé le renforcement des capacités de 225 personnes en prévention et gestion des conflits, dont 88 femmes (39,1%) et 137 hommes (60,9%). De même, la sensibilisation des femmes nomades et arabes dans les cercles de Tombouctou et Gourma-Rharous a été appuyée afin qu'elles participent aux activités de formation et insertion professionnelles, ce qui a amené 155 femmes à s'inscrire dans les deux bureaux du DOIP concernés.

### Salka et Lalla Aïcha, deux jeunes femmes qui, grâce aux appuis reçus, comptent bien réussir dans leurs nouvelles activités et peuvent désormais envisager leur futur plus sereinement.

En novembre 2021, 210 femmes nomades ont bénéficié d'une séance d'orientation avec un conseiller d'orientation intervenant dans l'un des bureaux du dispositif d'orientation et d'insertion professionnelle, afin de réfléchir à un projet professionnel à la fois intéressant et réaliste. Certaines ont commencé une formation technique (95), tandis que 50 d'entre elles ont directement débuté une activité professionnelle. C'est notamment le cas de Fatty Walatt Alwafi (Salka) et Lalla Aïcha, qui se sont lancées dans la transformation agroalimentaire à la suite de leur formation. Actuellement, afin de soutenir le démarrage de leurs activités, elles sont encore entourées par un mentor et par leur formatrice. Cela leur permet de développer leurs compétences entrepreneuriales, tout en renforçant leurs compétences techniques.

Fatty Walatt Alwafi (Salka), 30 ans, autrefois ménagère, s'est lancée dans la commercialisation du jus de tamarin et de gingembre. Elle peut maintenant contribuer aux frais du ménage, soulageant ainsi un peu son mari. Ses ambitions vont toutefois bien plus loin, puisqu'elle compte élargir ses activités et acheter un kiosque lorsqu'elle aura suffisamment épargné de l'argent.

Lalla Aïcha, 22 ans, n'avait jamais rêvé de devenir formatrice agroalimentaire. Ses échanges avec l'animatrice en charge du suivi et du coaching de proximité, couplés à ceux qu'elle a eus avec le conseiller d'orientation, l'ont amenée à prendre conscience qu'il s'agissait non seulement d'une activité intéressante, mais qu'elle était également économiquement porteuse et lui permettrait de se prendre en charge. À peine formée et installée à son compte, ses premiers revenus l'incitent à envisager le recrutement de quelques femmes afin d'être aidée dans la vente de ses produits devant les écoles et au marché.



*Fatty Walatt Alwafi (Salka), une des deux jeunes bénéficiaires, formatrice agroalimentaire à Tombouctou*

## MLI/026 - Programme d'appui aux filières agropastorales - Phase II

La deuxième phase du Programme d'appui aux filières agropastorales a démarré en 2021. Cette année a été consacrée en majeure partie à la mise en place du dispositif opérationnel du programme. L'intégration du genre est transversale à toutes les interventions.

### Quelques exemples d'actions réalisées

Deux cent quarante-trois actifs des filières lait local et pomme de terre, membres de la Fédération régionale des unions de société coopératives des producteurs de lait de Sikasso (FERLAIT) et de la Fédération régionale des producteurs de pomme de terre de Sikasso, dont 17% de femmes (42), ont bénéficié d'un plan de formation couvrant quatre thématiques : agroécologie paysanne, compostage, insémination artificielle et élaboration de plans d'affaires simplifiés.

L'étude sur la place des femmes dans les filières pomme de terre et lait local en vue d'aboutir à un plan stratégique d'insertion économique des femmes dans les filières est pilotée par le Centre régional de concertation des ruraux. La finalisation du rapport est en cours.

Par ailleurs, les séances de sensibilisation des leaders communautaires (avec 130 participants touchés dont 29 femmes), des comités de gestion des aménagements hydroagricoles et des commissions foncières (avec 156 membres touchés dont 12 femmes) ont été engagées pour l'octroi de 15% des terres aménagées aux femmes, conformément à la réglementation en vigueur.

## NIGER

### LE CONTEXTE

Le Niger est l'un des pays à la disparité de genre la plus élevée au monde selon les statistiques officielles (PNUD). Les filles et les femmes de ce pays, dont la population est essentiellement rurale, ont encore peu accès à l'éducation, au contrôle des naissances et aux prises de décision au sein du ménage. Le taux de mariage de la jeune fille et les grossesses précoces demeurent préoccupants.

Face à cette situation, le Niger a amélioré, au cours des cinq dernières années, ses cadres politiques et stratégiques sur le genre, notamment avec la révision de sa politique nationale de genre qui vise, à l'horizon 2027, à bâtir avec tous les acteurs, une société sans discrimination, où les hommes et les femmes, les filles et les garçons ont les mêmes chances de participer à son développement et de jouir des bénéfices de sa croissance.

Dans le même élan, le gouvernement, avec l'appui de l'UNICEF et de la Coopération luxembourgeoise, a élaboré la stratégie nationale de l'éducation et de la formation des filles et des femmes afin d'accélérer la scolarisation des filles.

#### L'inégalité des sexes au niger en chiffres



Le taux brut d'inscription des enfants d'âge scolaire au primaire est de 87,6 % pour les garçons et de 81,6 % pour les filles (RESEN, 2018).



Au niveau primaire, le taux brut de scolarisation est de 72,21 % pour les garçons et de 64,37 % pour les filles (Annuaire statistique MEN, 2020-2021).



Au niveau secondaire, moins de 2 filles sur 10 arrivent à franchir le seuil de la classe de troisième.



Le Niger affiche un indice d'inégalité de genre de 0,642 qui le place au 154<sup>e</sup> rang sur 162 pays dans l'indice 2019. Au Niger, 17 % des sièges parlementaires sont occupés par des femmes. 4,7 % des femmes adultes ont atteint un niveau d'éducation secondaire, contre 9 % des hommes. Sur 100 000 naissances vivantes, 509 femmes décèdent de causes liées à la grossesse, et le taux de fécondité chez les adolescentes est de 186,5 naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans. Le taux d'activité des femmes est de 60,6 %, contre 83,7 % pour les hommes (Rapport sur le développement humain, 2020).



Une fille sur trois est mariée avant 15 ans, trois sur quatre avant 18 ans (UNICEF, 2019).

### EXEMPLES D'INITIATIVES ET DE BONNES PRATIQUES DANS LES PROGRAMMES

La Coopération luxembourgeoise au travers de LuxDev soutient le Niger dans l'amélioration de ses statistiques et ce, à deux niveaux, en fonction de la nature de l'intervention :

- dans le renforcement de capacités des partenaires d'exécution nationale (particulièrement au niveau des cellules genre des ministères) pour favoriser l'institutionnalisation du genre et assurer, d'une part, que les problématiques liées au genre soient mieux intégrées dans la réalisation des activités et, d'autre part, que les effets et impacts de la réalisation des politiques sectorielles comprennent les différents apports dont bénéficient les femmes et les jeunes filles ;
- dans la réalisation des activités mêmes, en privilégiant des approches permettant de prendre en compte les spécificités de genre et de réduire ainsi les iniquités d'accès aux services de base des femmes et des jeunes filles.

Le programme NIG/025 - Appui au développement agricole durable dans la région de Dosso - Phase II prévoit un objectif d'approche équitable de 50 % de femmes et de 50 % d'hommes en matière d'accès à la formation et au crédit des jeunes. Cet objectif a été atteint, et même dépassé. En décembre 2021, 1 264 jeunes agriculteurs ont été formés, dont 65 % de femmes. Dans le cadre du crédit agricole, 44 % des projets financés en 2021 étaient portés par des femmes et les personnes touchées par le crédit depuis le démarrage du programme sont constituées pour 51 % de femmes. Ce succès est notamment dû aux campagnes de sensibilisation prévues par le programme et mises en œuvre par les agents de la Chambre régionale d'agriculture de la région de Dosso.

Au niveau stratégique, le programme NIG/023 - Appui à l'opérationnalisation du programme sectoriel de l'éducation et de la formation, l'UNICEF et les ministères de l'Éducation et de la Formation ont joint leurs efforts pour élaborer la stratégie nationale accélérée pour l'éducation et la formation des filles et des femmes. Grâce à cette stratégie, le pays dispose dorénavant d'une approche globale de la situation féminine à l'égard de l'éducation : tous les âges, tous les statuts, toutes les formes d'éducation sont désormais abordés dans une politique d'ensemble.



## SÉNÉGAL

### LE CONTEXTE

Le Sénégal a consenti à de nombreux efforts en faveur de l'égalité homme/femme ces dernières décennies. Le pays dispose notamment d'une Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre, qui a d'ailleurs été formulée avec le soutien de la Coopération luxembourgeoise. Cette stratégie constitue, depuis 1982, le quatrième cadre de référence de la politique de promotion de l'équité et de l'égalité de genre, mais il s'agit du premier plan qui présente une vision à long terme, de 2016 à 2026. De plus, le genre est intégré dans le Plan Sénégal émergent à travers le Plan d'actions prioritaires (2019-2023) pour une participation inclusive, équitable ou égalitaire des acteurs au processus de développement.

Du point de vue de l'éducation, le Sénégal est l'un des seuls pays de l'Afrique de l'Ouest qui affiche un taux de scolarisation plus élevé pour les filles que pour les garçons. Toutefois, les taux d'achèvement sont significativement plus bas chez les filles à cause, entre autres, du taux de mariage précoce qui reste important. En effet, d'après les dernières statistiques de la Banque mondiale et d'UNICEF à ce sujet datant de 2016, 31,4 % des filles sont mariées à moins de 18 ans et 9 % à moins de 15 ans. Il s'agit d'un des facteurs expliquant pourquoi l'indice d'inégalité de genre du pays reste élevé, avec une valeur de 0,684, classant le Sénégal 99<sup>e</sup> sur 153 pays dans l'indice de 2020.

### EXEMPLES D'INITIATIVES ET DE BONNES PRATIQUES DANS LES PROGRAMMES

#### Genre et formation professionnelle

Le Sénégal a réalisé des progrès majeurs dans l'élargissement de l'accès des femmes à l'enseignement primaire et secondaire au cours des dernières années. Au sein du système public de formation professionnelle des zones nord et centre du Sénégal, qui constituent la zone de concentration opérationnelle du programme SEN/032 - Formation professionnelle et technique et employabilité, les filles sont même plus nombreuses que les garçons. Cette situation s'explique par l'héritage des centres de formation dédiés à l'économie familiale et sociale. Les apprenantes se concentrent toutefois dans quelques filières comme la cuisine, la couture et la coiffure.

C'est pourquoi le programme SEN/032 appuie un meilleur accès des filles et des femmes aux filières techniques à plus forte valeur ajoutée, qui sont en général fréquentées par les hommes. Dans le programme d'exécution du SEN/032, un diagnostic a été mené dans plusieurs départements, ce qui a permis d'élaborer des plans de communication qui soutiennent spécifiquement l'accès des filles aux métiers industriels dans les centres de formation professionnelle.

Au niveau du programme SEN/801 - Accès équitable à la formation professionnelle, la répartition de genre dans les filières de formation et les accompagnements proposés ont été analysés à travers des indicateurs spécifiques. S'agissant de contribuer à la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière, il convient de souligner que près de 90 % des migrants illégaux sénégalais sont des hommes. Le projet dispose ainsi d'un marqueur genre spécifique dont la cible prioritaire est constituée des jeunes hommes, de 15 à 35 ans, issus des milieux ruraux et péri-urbains et peu alphabétisés. Le programme se concentre donc surtout sur les besoins en formation/insertion de cette catégorie de population puisque la formation professionnelle est un dispositif essentiel contre l'exclusion, la déscolarisation et l'émigration des jeunes des milieux défavorisés. Dans la même lancée, l'accès des filles à des filières de formation habituellement suivies par des garçons telles que la plomberie, l'électricité ou le machinisme agricole a été appuyé.

#### L'équité de genre dans la santé et la protection sociale

Comme mentionné ci-dessus, le nombre de mariages précoces au Sénégal reste élevé. Seuls 27 % des femmes de 15 à 49 ans utilisent une méthode de contraception moderne (Banque mondiale, 2021). En ce qui concerne le nombre d'enfants par femme, celui-ci est très variable avec une moyenne pour le pays de 4,6 enfants par femme, et un taux de 5,6 enfants par femme en zone rurale contre 3,8 en zone urbaine. De plus, certaines régions du Sénégal connaissent des taux de mortalité maternelle et des indices synthétiques de fécondité particulièrement élevés. Les régions de Kaffrine et de Matam, par exemple, se caractérisent par une fécondité précoce avec des taux, chez les filles de 15 à 19 ans, respectivement de 149 % et 132 %.

Étant donné les conséquences néfastes de la fécondité précoce sur la santé de la mère et de l'enfant, ces régions font l'objet d'une attention particulière dans le cadre du programme SEN/031 - Santé et protection sociale. C'est ainsi que la santé maternelle et infantile, de même que les urgences obstétricales et la lutte contre le cancer du col de l'utérus chez les femmes et les jeunes filles, constituent des piliers importants de l'action du programme. Par conséquent, des actions importantes de communication sur le cancer du col de l'utérus sont menées depuis le début du programme avec trois organisations spécialisées en communication communautaire pour la santé et en santé de la reproduction.

Le second volet du programme met un accent particulier sur la prise en charge renforcée des jeunes filles isolées et la promotion de l'équité d'accès à la protection sociale. Dans ce cadre, des activités de sensibilisation sont menées au sein des groupements villageois de femmes sur l'intérêt de combiner micro-assurance et microfinance pour renforcer l'adhésion des femmes et des populations en général aux mutuelles de santé. Enfin, la participation des femmes à la prise de décision est renforcée, notamment en favorisant leur plus grande implication dans la gestion des comités de développement sanitaire.



## KOSOVO

### LE CONTEXTE

Le principe de l'égalité de genre est régi par la Constitution du Kosovo<sup>2</sup> et d'autres lois applicables.

Bien que le Kosovo ne soit pas signataire des principaux accords internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Constitution du Kosovo stipule que tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sont directement applicables<sup>3</sup>.

Le Kosovo a adopté sa première loi sur l'égalité de genre en 2004. L'égalité de traitement de tous les citoyens du Kosovo a ensuite été davantage promue par l'adoption des lois sur les droits de l'homme (c'est-à-dire les lois sur la lutte contre la discrimination, la médiation et l'égalité des sexes), qui sont entrées en vigueur en juillet 2015.

Des mécanismes institutionnels ont été mis en place pour diriger, soutenir et/ou surveiller la mise en œuvre de l'amélioration de l'égalité de genre. Au sein de l'Assemblée, une commission a été formée pour traiter de l'égalité des sexes, tout comme l'Institut de médiation qui est quant à lui chargé de traiter les plaintes liées à la discrimination de genre. Par ailleurs, une agence pour l'égalité de genre a été créée au sein du bureau du Premier ministre.

En mai 2020, le gouvernement a approuvé le programme pour l'égalité de genre au Kosovo 2020-2024 et son plan d'action pour 2020-2022. L'objectif stratégique global du programme est de garantir l'égalité des sexes comme point central des processus de transformation dans toutes les structures, institutions, politiques, procédures, pratiques et programmes du gouvernement, des agences, de la société civile, du secteur privé et de la communauté des donateurs.

L'égalité de genre est considérée comme une priorité dans le programme du gouvernement de la République du Kosovo 2021-2025. Le programme prévoit la révision du cadre juridique pour la protection contre la violence domestique et la violence sexiste et le renforcement des capacités des mécanismes institutionnels pour traiter les cas de violence domestique. En outre, il prévoit l'autonomisation économique des femmes dans la société et l'économie par le biais d'un soutien financier, et de mesures d'action positive telles que l'enregistrement des propriétés. En 2021, une stratégie nationale pour la protection contre la violence domestique et la violence à l'égard des femmes a été rédigée, puis approuvée par le gouvernement au début de 2022.

Au Kosovo, les modèles de genre patriarcaux sont prédominants. En raison des stéréotypes et des préjugés, les hommes et les femmes sont non seulement perçus comme biologiquement différents, mais la société attend aussi des femmes et des hommes qu'ils aient des rôles sociaux différents dans divers aspects de la vie quotidienne.

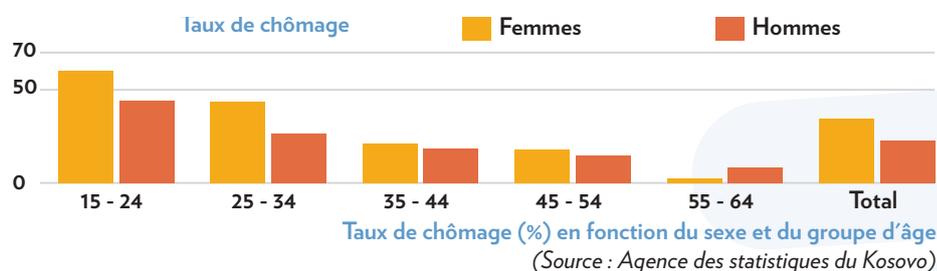
Les femmes restent sous-représentées :

- en tant qu'éluës dans les assemblées municipales (35 %) et au parlement (32 %) ;
- en tant que fonctionnaires occupant des postes de décision de haut niveau aux niveaux municipal (20 %) et national (27 %) ;
- malgré des améliorations, les femmes possèdent toujours beaucoup moins de biens (17 % des biens) que les hommes ;
- la violence fondée sur le genre, en particulier la violence domestique, reste répandue, tandis que la réponse institutionnelle est faible ;
- officiellement, seuls 13,9 % des femmes ont un emploi, contre 46,2 % des hommes ;
- en 2019, le taux de chômage des femmes était de 34,4 %, mais de 60,3 % concernant les jeunes femmes (15-24 ans).

En comparaison, 22,6 % des hommes et 45,1 % des jeunes hommes sont au chômage.

2 Article 101 [Fonction publique] La composition de la fonction publique doit refléter la diversité de la population du Kosovo et prendre en compte les principes internationalement reconnus de l'égalité des sexes.

3 *Equal Rights for All Coalition* (ERAC), « Stratégie des droits de l'homme pour le Kosovo 2016-2022 : une voie à suivre ».



## EXEMPLES D'INITIATIVES ET DE BONNES PRATIQUES DANS LES PROGRAMMES

### KSV/017 - Appui au secteur de la santé du Kosovo - Phase II

Le projet KSV/017 ne cible pas spécifiquement les questions de genre. Toutefois, il convient de noter qu'au cours des dernières années, la participation des femmes aux principales activités du projet a été importante. Parmi les stagiaires admis au programme de résidence en médecine familiale du Kosovo (promotion 2021-2023), 56 % sont des femmes. Les deux hôpitaux partenaires ont désigné divers groupes de travail pour soutenir les activités du projet, et les femmes représentaient environ 35 % des participants.

### KSV/019 - Assistance technique dans le contexte de l'intégration européenne du Kosovo

Un groupe de travail sur l'égalité de genre, dirigé par l'ancien ministère de l'Intégration européenne, a pour objectif de formuler des recommandations sur la manière dont les aspects liés à l'égalité de genre pourraient être intégrés dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet, ainsi que sur les mesures spécifiques susceptibles d'encourager la participation des femmes aux activités soutenues.

De même, une formation pour les responsables de l'égalité de genre et les membres des comités gouvernementaux concernés, ainsi que l'établissement de priorités horizontales pour la réforme de l'administration publique ont été prévus. Cette dernière permet, par exemple, de se familiariser avec les bonnes pratiques des États membres qui planifient et mettent en œuvre des politiques d'égalité des sexes et d'intégration de la dimension de genre.

En 2019, une visite d'étude a été organisée à la Cour européenne des droits de l'homme. Les participants se sont familiarisés avec le travail de la Cour européenne des droits de l'homme, en étant témoins du traitement des affaires, des procédures suivies et des décisions prises. Les connaissances pratiques acquises guideront les réformes prévues dans le secteur de la justice. Après la révision fonctionnelle du secteur de la justice, le Kosovo a pour objectif d'élaborer une stratégie dans ce domaine. Les pratiques issues de cette visite serviront de guide pour sa stratégie et son plan d'action.

En 2020, les deux activités d'assistance technique suivantes ont été mises en œuvre :

- la rédaction d'un manuel pour l'établissement d'un système de surveillance des droits de l'homme au niveau national ;
- la rédaction d'un manuel opérationnel pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations.

Au cours de l'année 2021, les opérations suivantes étaient en préparation :

- formation spécifique des fonctionnaires du ministère public et de la justice impliqués dans la rédaction de rapports et de documents stratégiques ;
- assistance technique au Bureau de la bonne gouvernance (*Office of Good Governance*) sur l'opérationnalisation du manuel sur le système de suivi des droits de l'homme, comme proposé par l'expert contracté par le *Human Capacity Development Facility* lors du premier cycle d'opérations ;
- formation à l'élaboration et au suivi des politiques en matière de droits de l'homme pour le Bureau de la bonne gouvernance, les responsables des droits de l'homme et les responsables de la lutte contre la discrimination dans les institutions concernées ;
- formation/atelier par l'Institut allemand pour les droits de l'homme ;
- formation visant à renforcer les capacités des fonctionnaires de l'Institut de la Médiation du Kosovo (*Ombudsperson Institution of Kosovo*) en matière d'outils et de méthodes d'éducation avancée et de promotion des droits de l'homme ;
- atelier avec l'Institut danois des droits de l'homme, dans le but d'acquérir un échange de connaissances et d'expertise sur l'éducation et la promotion des droits de l'homme.

## KSV/020 - Appui à la réforme de la formation technique et professionnelle au Kosovo

Au cours de la dernière décennie, la parité entre les sexes dans l'éducation s'est améliorée au Kosovo, avec une fréquentation scolaire presque égale entre les jeunes hommes et les jeunes femmes. Néanmoins, les jeunes femmes continuent d'être sous-représentées dans la plupart des profils techniques. En outre, certains profils de la formation professionnelle initiale sont toujours peu fréquentés par les jeunes femmes et les jeunes hommes, malgré leur pertinence par rapport à la demande du marché du travail. Ces lacunes au sein du système éducatif sont considérées comme l'une des principales raisons de la ségrégation professionnelle.

C'est pourquoi le projet KSV/20 et le ministère de l'Éducation, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (MESTI) ont mis en place un programme de bourses au mérite pour les étudiants s'inscrivant dans des écoles d'enseignement et de formation professionnels. Cette initiative est née après l'entrée en vigueur de l'instruction administrative sur la création d'une structure d'incitation visant à soutenir l'éducation des étudiants dans les profils déficitaires et des femmes dans les profils techniques dans les établissements d'enseignement et de formation professionnels.

L'objectif de cette instruction administrative, développée par le MESTI avec le soutien du projet KSV/020, est d'encourager les étudiants et les jeunes femmes à s'inscrire dans les établissements d'enseignement et de formation professionnels, respectivement dans les filières déficitaires et dans les filières techniques.

Le partenariat avec le MESTI a été consolidé en novembre 2020 et, selon la décision qui a été prise, le MESTI soutiendra l'octroi de bourses d'études dans le secteur agricole, tandis que le projet KSV/020 soutiendra l'octroi de bourses pour les profils techniques.

Le MESTI a fourni des bourses d'études dans le secteur agricole en se concentrant sur les profils mentionnés ci-dessous :

- agro-industrie ;
- horticulture ;
- vétérinaire ;
- protection des plantes ;
- transformation alimentaire et profils similaires ;
- technologie alimentaire.

D'autre part, le projet KSV/020 a fourni des bourses d'études pour trois profils techniques :

- mécatronique ;
- technicien de système informatique ;
- technicien de soutien aux affaires informatiques.

Le montant d'une bourse pour un an est de 500 EUR, à savoir 50 EUR par mois par étudiant, à l'exclusion des mois de juillet et août. Les jeunes femmes bénéficiant d'une bourse d'études la reçoivent pour le programme de formation complet de trois ans. Une commission d'évaluation a été formée pour évaluer les demandes, et un mécanisme de suivi a été développé par le projet pour analyser la situation en cas d'abandon scolaire, de manque d'assiduité ou d'échec d'une année scolaire.

Du côté du projet, 24 étudiants ont reçu la bourse pour l'année scolaire 2020/2021. Du côté du MESTI, 20 étudiants ont reçu des bourses dans le secteur agricole pour la même année scolaire.

Bénéficiant des leçons apprises lors de la planification et de l'attribution de 44 bourses en 2020, le projet a continué à soutenir le MESTI en poursuivant le système de bourses mais en visant à encourager non seulement l'inscription de jeunes femmes dans les profils techniques, mais aussi l'inscription dans les profils déficitaires. Ainsi, pour l'année académique 2021/2022, le projet a fourni 66 bourses : 36 pour les jeunes femmes dans les profils techniques et 30 pour les étudiants s'inscrivant dans les profils déficitaires.

Le projet s'attend à ce qu'à court terme, ces bourses incitent davantage de jeunes femmes à postuler dans les profils techniques et les hommes et les femmes à s'inscrire dans les profils qui sont actuellement confrontés à de faibles taux d'inscription auprès des étudiants. À long terme, les jeunes du Kosovo devraient être conscients de l'importance, d'un point de vue professionnel, de s'inscrire dans les profils susmentionnés.

### KSV/801 - Appui de l'Union européenne à l'enseignement et à la formation professionnels (EFP), à la requalification professionnelle et à la profession (ESVET PRO)

L'égalité des sexes est prise en compte dans les trois résultats du projet en tant que critère pour la planification et la mise en œuvre des activités et le développement d'outils. Même si le projet n'a pas d'objectif ou d'indicateur spécifique lié au déséquilibre entre les sexes, des actions significatives ont été planifiées, y compris des outils et des pratiques spécifiques pour la mise en œuvre d'une assistance technique quantitative et qualitative et de recherches prenant en compte les questions de genre. Par exemple, la mise en place de groupes de discussion réservés aux femmes dans l'EFP. En outre, les données suivies sont ventilées par sexe et chaque activité est orientée pour prévenir le déséquilibre ou promouvoir l'égalité des sexes lorsque cela est possible et avec les moyens disponibles. Les activités d'orientation professionnelle et de reconnaissance des acquis favoriseront l'inscription des femmes dans des profils techniques habituellement stéréotypés (réservés aux hommes).



## LAOS

### LE CONTEXTE

Bien que le Laos ait réalisé des progrès considérables en matière d'égalité de genre ces dernières années, notamment grâce à un meilleur accès des femmes aux ressources productives et financières, la violence domestique à l'égard des femmes ainsi que le cadre juridique des droits civils et de la liberté de mouvement restent un défi.

En raison de la portée limitée du système judiciaire formel, due notamment au faible nombre de professionnels du droit dans le pays et à la barrière linguistique (les femmes vivant en milieu rural disposent par exemple de compétences limitées en langue lao et sont peu alphabétisées), la plupart des citoyens s'en remettent au droit coutumier et à la justice villageoise.

Or, le droit coutumier exclut souvent les femmes des processus de résolution des conflits. Au sein de certains groupes ethniques, il est par exemple demandé aux hommes de présenter les cas de conflit au nom des femmes, et les témoignages des femmes ont souvent moins de poids.

L'abandon scolaire, les mariages précoces, les grossesses d'adolescentes, la mortalité maternelle, le travail des enfants, la violence sexiste et le travail informel sont des défis permanents auxquels sont confrontées les femmes au Laos.

Les femmes et les filles n'ont pas accès à l'éducation, ce qui limite leurs moyens de subsistance et leurs possibilités de développement économique.

L'accès aux soins étant toujours entravé par des coûts élevés, la majorité des femmes des groupes ethniques ruraux accouchent à domicile, généralement sans assistance qualifiée, ce qui engendre un taux de mortalité maternelle élevé.

Le Laos est également l'un des pays de la région où le taux de mariage précoce et de naissance chez les adolescentes en milieu rural est le plus élevé (83/1000).

#### Efforts réalisés jusqu'à présent

- le Laos a créé la Commission nationale pour l'avancée des femmes, des mères et des enfants, une institution nationale chargée de promouvoir l'égalité de genre et l'avancée des femmes ;
- la loi sur l'égalité de genre, n° 029/POL, a été adoptée le 9 janvier 2020 ;
- le deuxième plan d'action national pour la prévention et l'élimination de la violence contre les femmes et les enfants (2021-2025) et le quatrième plan d'action national sur l'égalité de genre (2021-2025) ont été adoptés ;
- le score du Laos à l'indice mondial de l'écart entre les genres (*Global Gender Gap Index*) est passé de 0,713 en 2015 à 0,731 en 2020, le pays évoluant ainsi de la 52<sup>e</sup> à la 43<sup>e</sup> place et occupant désormais la deuxième position parmi les pays de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) ;
- le gouvernement laotien vise à ce que, d'ici 2025, au moins 20 % des postes de direction ainsi que 30 % des postes à l'Assemblée nationale et dans les assemblées populaires provinciales soient occupés par des femmes ;
- la couverture et la qualité de la santé maternelle et reproductive ainsi que la nutrition est améliorée, et une attention particulière est portée aux zones reculées.

## EXEMPLES D'INITIATIVES ET DE BONNES PRATIQUES DANS LES PROGRAMMES

### LAO/027 - Programme Lao-Luxembourg d'appui au secteur de la santé - Phase II

Afin de garantir à tous un accès à des services de soins de santé de qualité, le programme LAO/027 se concentre sur l'amélioration de la présence de personnel qualifié lors de l'accouchement, sur la promotion de la qualité et de l'institutionnalisation de l'accouchement ainsi que sur des interventions efficaces de promotion de la santé pour améliorer les résultats en matière de santé maternelle et infantile.

Le programme aide le ministère de la Santé à s'attaquer à la difficulté d'accès aux soins de santé pour raisons économiques, en développant la gratuité de l'accouchement et des soins curatifs pour les enfants de moins de cinq ans, en particulier pour les populations des zones reculées et rurales. Des efforts sont également déployés pour accroître le recours aux services essentiels de santé maternelle et infantile, dont les soins prénataux pendant la grossesse.

En outre, le projet continue de soutenir les formations cliniques à court terme et les bourses d'études à long terme afin de renforcer les capacités du personnel de santé dans les trois provinces ciblées par le programme. Ainsi, en 2021, 76 % des bourses ont été attribuées à des femmes professionnelles de la santé et des efforts ont été réalisés pour s'assurer que les femmes, en particulier les jeunes femmes des groupes ethniques minoritaires, ont un accès prioritaire aux formations dispensées dans le cadre du projet.

### LAO/029 - Compétences dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie

Les femmes constituent un groupe bénéficiaire clé du projet, qui vise par exemple une participation de 60 % de femmes aux formations de développement des compétences en matière de tourisme et d'hôtellerie et aux programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels. Fin 2021, le projet avait offert des possibilités de formation à plus de 8 500 femmes, soit 73 % de l'ensemble des participants soutenus, et 71 % des participants aux initiatives de formation des enseignants étaient des femmes.

Par ailleurs, en 2021, le projet LAO/029 a développé un programme de formation de supervision pour les employées du secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Le programme vise à développer les compétences des femmes aspirantes managers et de celles qui sont récemment devenues managers.

Le programme assure également un équilibre entre les sexes dans l'équipe de mise en œuvre du projet, qui est actuellement composée de 53 % de femmes et 47 % d'hommes.



### LAO/030 - Programme de développement local pour les provinces de Bokeo, Bolikhamxay, Khammouane et Vientiane

Le programme offre aux femmes l'opportunité égale de participer aux processus de planification du développement des villages et encourage leur participation aux prises de décision. Le projet veille notamment à ce que l'opinion des femmes soit prise en compte dans la sélection et la hiérarchisation des activités.

Les comités de développement et de crédits villageois doivent aussi inclure des femmes. Au niveau communautaire, la plupart des formations ont été menées dans les villages pour permettre la participation des femmes. Les femmes ont également été mobilisées dans les groupes d'utilisateurs d'eau et les comités scolaires soutenus par le programme.



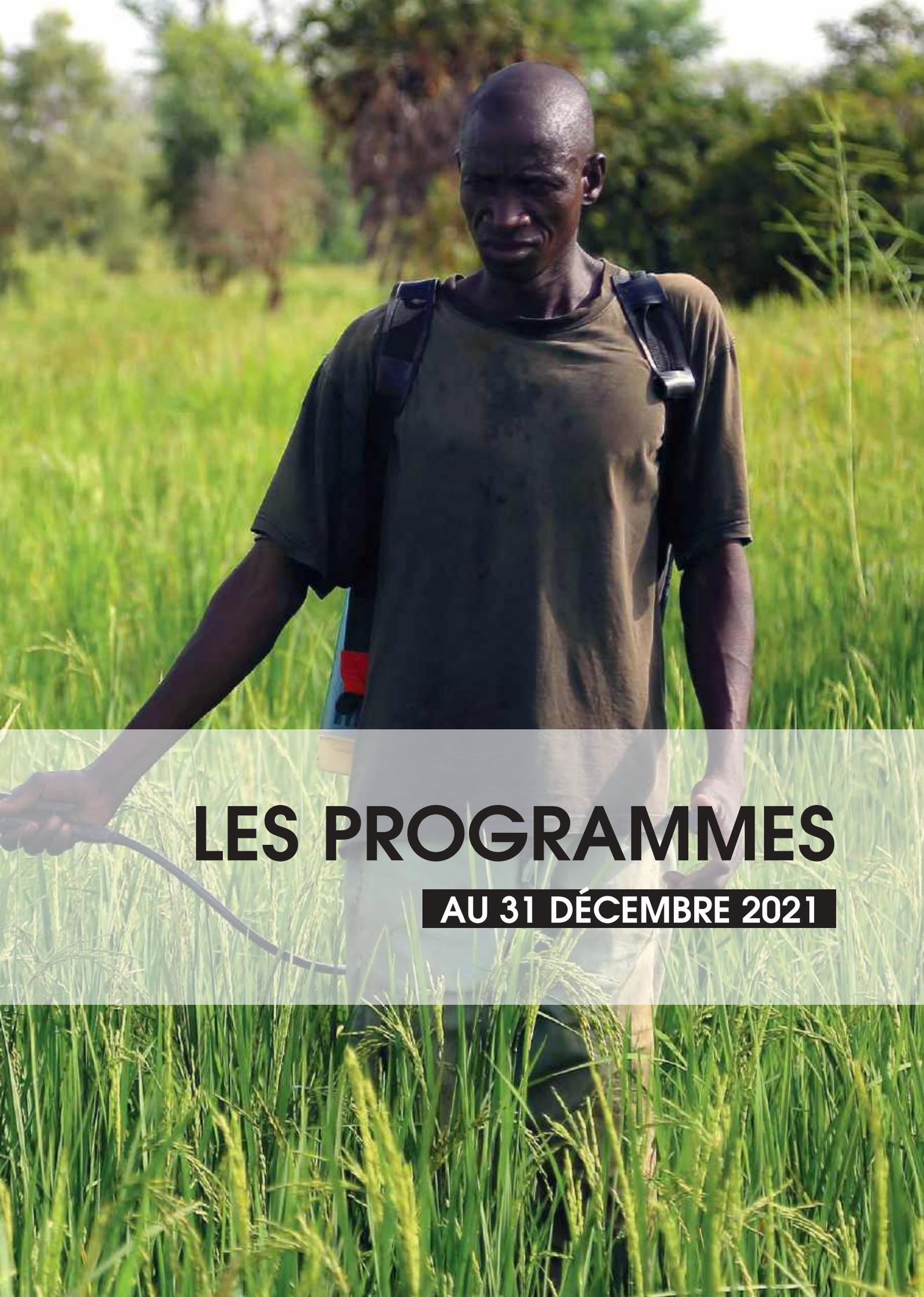
### LAO/031 – Programme de soutien à la formation et à l'enseignement juridiques ainsi qu'à la promotion du concept de l'État de droit au Laos

Le programme poursuit son soutien à l'éducation juridique par le biais d'initiatives telles que la mise en place de critères de sélection pour les formations d'enseignants et les bourses d'études, la garantie de l'égalité de genre pour toutes les activités et le ciblage des femmes dans les campagnes d'accès à la justice.

Le projet continue d'identifier et de créer des structures de soutien au gouvernement, notamment des formations pour les étudiants en droit et les communautés ainsi que des campagnes de sensibilisation juridique pour favoriser l'avancée des femmes et pour informer les citoyens de leurs droits devant la loi. À cet égard, citons par exemple les conférences données par l'ILSTA (*Institute for Legal Support and Technical Assistance*) sur la traite des êtres humains.

Par ailleurs, la création de nouveaux centres d'aide juridique au niveau des districts, initiée en 2021 et se prolongeant en 2022, vise à permettre l'accès à la justice des groupes vulnérables. En 2022, le renforcement qualitatif des centres d'aide juridique et des mécanismes de médiation dans les villages sera axé sur les questions de genre, et des activités spécifiques de renforcement des capacités et des réseaux sont prévues pour les institutions universitaires.

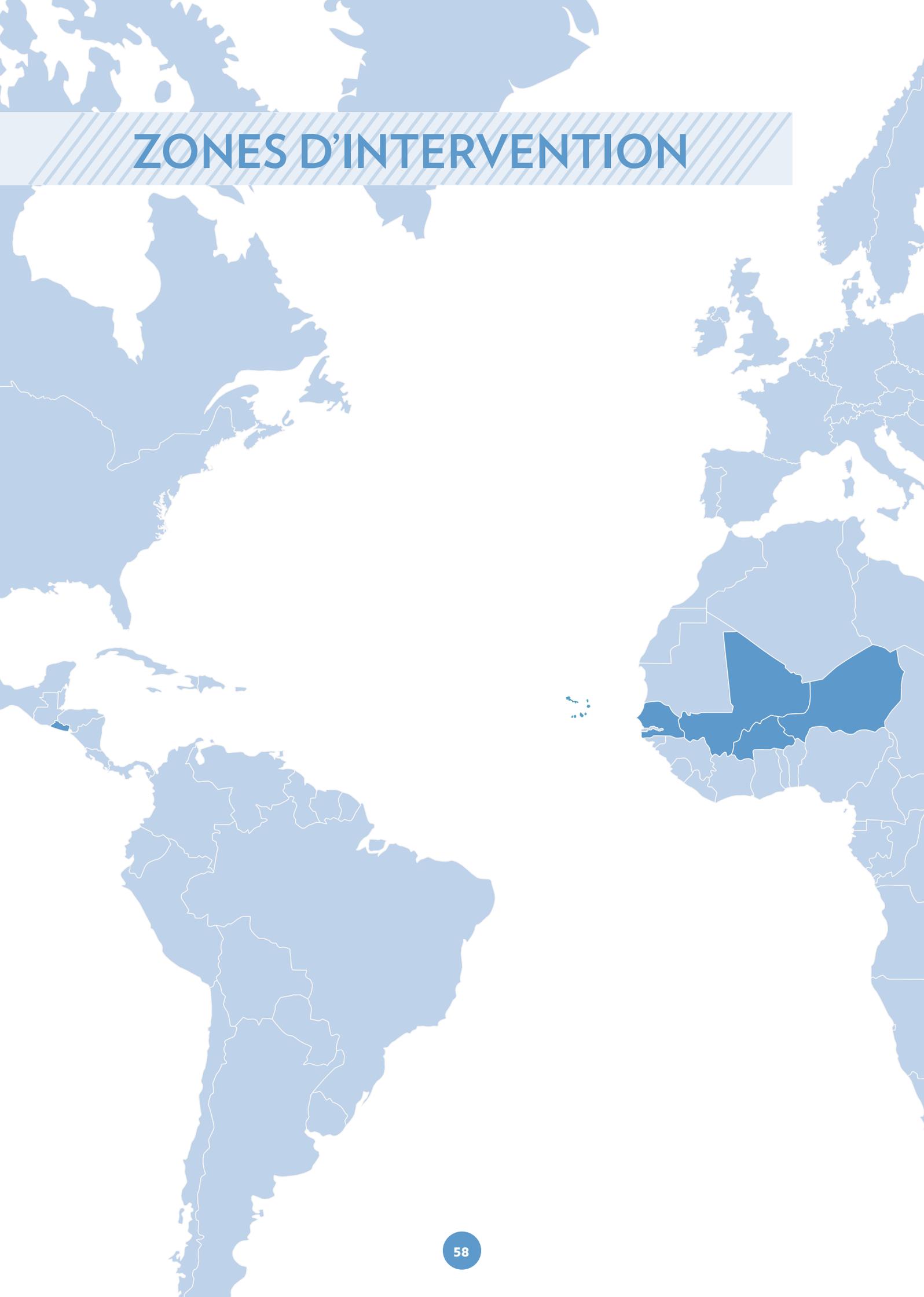




# **LES PROGRAMMES**

**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

# ZONES D'INTERVENTION



# SOMMAIRE

---

BURKINA FASO	63
Témoignage de Moumouni Ouedraogo	72
CABO VERDE	79
Témoignage de Michael Frederico	84
MALI	97
Témoignage de Boubacar Coulibaly	100
NIGER	113
Témoignages d'Oumarou Boubacar	120
SÉNÉGAL	129
Témoignage d'El Hadji Tounkara	134
KOSOVO	139
Témoignage d'Halit Zhigolli	148
EL SALVADOR	153
LAOS	157
Témoignage de Sysomphorn Phetdaoheuang	170
MYANMAR	175
Témoignages d'U Shar Mway La et Daw Hnin Phyu	180
VIETNAM	183
Témoignages d'Hai Anh Hoang, Le Thi Ngoc Tu et Dzung Vu Chi	186
AUTRES PROJETS	195
RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE	223



# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Secteurs



Développement local

Sous-secteurs du développement local



Agriculture et sécurité alimentaire



Décentralisation et gouvernance locale



Eau et assainissement



Gestion des ressources naturelles



Microfinance et secteurs inclusifs



Santé



Divers



Éducation - formation et insertion professionnelles



Énergies renouvelables

## Thèmes transversaux



Environnement et changement climatique



Genre



Gouvernance et développement des capacités



# BURKINA FASO



**6** → **1** PROJET EN FORMULATION  
 → **42** COLLABORATEURS AU BURKINA FASO

## PROJETS EN EXÉCUTION

**14,57 %**

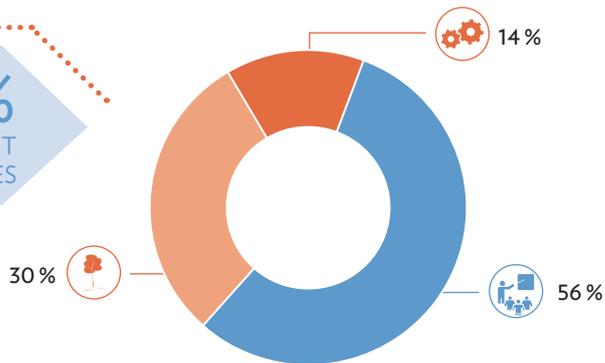
DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

**18,89 M EUR** MIS EN ŒUVRE EN 2021

Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs



Le projet intervient via les leviers de développement technologique, institutionnel et organisationnel. Cette démarche permet :

- d'accéder de manière indépendante au réseau mondial internet et de désenclaver le pays ;
- d'accompagner la création et la pérennisation de l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC).

### OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER, DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE (SN@DEN) 2018-2027, À LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE EN AMÉLIORANT L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la disponibilité, l'efficacité et l'accessibilité de l'offre de services de communication électronique auprès de l'administration publique.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités de l'Agence nationale pour la promotion des technologies de l'information et de la communication ;
- mise en place d'une infrastructure renforcée par satellites.

 Budget

22 300 000 EUR

Durée du projet

2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*



Appui au Système d'information géographique de l'ANPTIC (février 2021).



Nomination d'une nouvelle directrice à l'ANPTIC (mars 2021), Mme Aminata Zerba/Sabane, qui a pris sa fonction de DG ANPTIC le 1<sup>er</sup> avril.



Mise en service des sites bénéficiaires par l'ANPTIC.



Arrêt de la bande passante satellitaire O3B dans le Réseau informatique national de l'administration (RESINA), alimenté à présent par la fibre optique et les opérateurs privés (mars 2021).



Renforcement des capacités des agents de l'ANPTIC par des formations orientées sur les champs solaires et les réseaux RADWIN (juin 2021).

**20**

Raccordement de 20 pylônes à la fibre optique au cours du second semestre 2021.



Amélioration de la supervision des champs solaires (mai 2021).



Réception définitive de la modernisation de l'ensemble des réseaux locaux des sites bénéficiaires (juillet 2021).

\* Liste non exhaustive

Ce programme poursuit les appuis à la gestion durable des ressources forestières ligneuses et non ligneuses avec un alignement sur la programmation nationale et l'appui à la déconcentration dans trois régions (Est, Centre-Ouest et Hauts-Bassins).

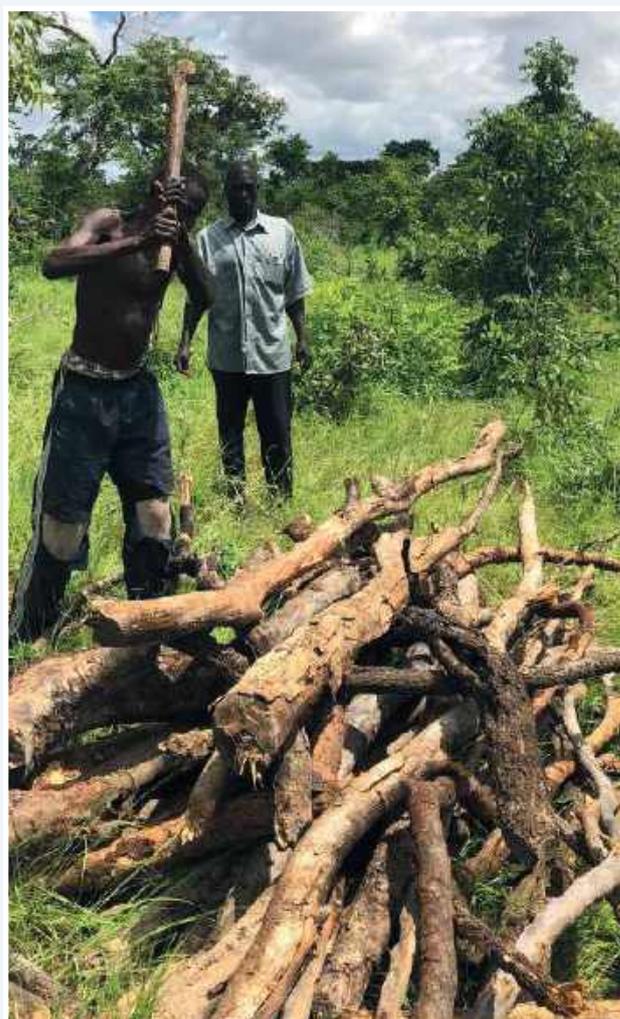
**OBJECTIF GLOBAL**  
**CONTRIBUER À LA PROTECTION ET À LA VALORISATION DURABLE  
 DES RESSOURCES FORESTIÈRES ET FAUNIQUES EN ASSURANT UN  
 ENVIRONNEMENT SAIN AUX POPULATIONS DANS UNE DYNAMIQUE DE  
 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- gérer durablement les ressources forestières et fauniques ;
- améliorer la gouvernance environnementale et du développement durable ;
- assurer la transition du Burkina Faso vers une économie verte et inclusive ;
- améliorer l'efficacité et l'efficacé des interventions du ministère de la Transition écologique et de l'Environnement (MTEE).

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- optimisation des filières forestières ;
- amélioration de la protection des ressources forestières ;
- optimisation des reboisements et de la reforestation ;
- appui aux acteurs pour la prise en compte des thématiques de l'environnement et du développement durable ;
- diversification des ressources alimentaires et des sources de revenus ;
- renforcement du cadre juridique pour la promotion de l'économie verte ;
- optimisation de la gestion des ressources humaines et financières ;
- renforcement du cadre opérationnel ;
- renforcement du dispositif de suivi-évaluation et de pilotage.



## FAITS MARQUANTS\*

### 35

Finalisation des Plans d'aménagement forestier pour 470 121 ha sur 35 forêts dont 16 nouvelles (94 701 ha).

### 6

Immatriculation de six forêts classées en région des Hauts-Bassins, après une longue attente sur la clarification de la méthodologie.

### 48

Redéploiement du Fonds d'investissement environnemental pour l'appui :

- aux 11 CAF, dont 7 au Centre-Ouest et 4 aux Hauts-Bassins ;
- aux 48 microprojets, dont 22 de plantations communautaires et individuelles de bois énergie, 15 de production de produits forestiers non ligneux (PFNL) et 11 de transformation de PFNL.

### 100

Édition et diffusion de 100 guides de suivi des chantiers d'aménagement forestier (CAF) et des fiches techniques de terrain auprès des directeurs techniques des CAF et des services forestiers centraux et régionaux.

### 642

Appui à 58 communes (60 %) de la zone d'intervention dans la révision de leur plan communal de développement avec 642 acteurs locaux formés, dont 160 formateurs.



Présentation de l'étude sur la fiscalité environnementale au gouvernement en octobre 2021.

### 152 000

Forte dynamique de reboisement avec 152 000 plants mis en terre, dont 87 000 plants par les microprojets.

### 432

Renforcement des capacités de 432 organisations professionnelles dans le domaine des PFNL (organisation, transformation et normes).



Réalisation des deux études : l'une concernant la mise en place d'un dispositif statistique des produits PFNL et l'autre, la révision du prix du bois durable.



Prise en compte et suivi des recommandations de la revue à mi-parcours conjointe après sa restitution en février 2021.

\* Liste non exhaustive

Cet appui vise à réduire la vulnérabilité des acteurs de l'élevage aux chocs climatiques, aux réductions et à la fragmentation des espaces de pâturage par la mise en œuvre d'activités de restauration des ressources naturelles.

OBJECTIF GLOBAL  
RENFORCER LA CONTRIBUTION DE L'ÉLEVAGE À LA CROISSANCE  
DE L'ÉCONOMIE NATIONALE, À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET  
NUTRITIONNELLE ET À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE  
DES POPULATIONS



#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Créer un environnement sécurisé et favorable à une production durable.

#### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- identification, négociation et délimitation des espaces pastoraux à restaurer ;
- consolidation et mise en place en cohérence des chartes foncières avec les plans d'aménagement communaux ;
- négociation et sécurisation des aires de repos et couloirs de transhumance ;
- renforcement de la capacité des acteurs publics et privés à répondre à la demande croissante d'espaces pastoraux sécurisés ;
- restauration des terres dégradées dans les espaces à vocation pastorale négociés et délimités ;
- valorisation des sites récupérés par la vente de crédits carbone ;
- promotion d'actions de valorisation de l'espace à vocation pastorale restauré ;
- création de points d'eau pastoraux en lien avec la mobilité régionale des troupeaux.

 Budget

6 500 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*

**1 500 000**

Prolongation du projet jusqu'à fin 2022 (10 mois) avec un budget complémentaire de 1,5 M EUR.



Création d'un nouveau projet plan vivo (crédit carbone) et appui/accompagnement des deux projets plan vivo existants.



Renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre sur les thèmes techniques et sur le plan opérationnel.

**1 608 ha**

Restauration (labour et ensemencement) des 3 250 ha de terre dégradée à vocation pastorale (ce qui porte la superficie totale à 9 777 ha sur 11 000 ha ciblés) avec suivi de l'évolution de la biomasse avec l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles.

**4**

Poursuite de la mise en œuvre des activités génératrices de revenus et de l'appui aux organisations professionnelles et leurs faitières pour la valorisation des espaces restaurés en collaboration avec quatre ONG nationales et deux ONG internationales.

**30**

Sécurisation de 30 kilomètres de piste d'accès et de transhumance avec les balises fabriquées à partir de déchets plastiques et la formation et/ou le recyclage des 27 comités de gestion.



Réalisation des études préalables et localisation de trois nouveaux forages pastoraux à exhaure solaire.

**7 000**

Séquestration d'environ 7 000 tonnes de CO<sub>2</sub> en 2021 et délivrance de 1 055 ou crédits carbone (REACH-Italia).

\* Liste non exhaustive

Cet appui est une contribution à la mise en œuvre des plans d'actions annuels du ministère de l'Éducation nationale sur base des politiques et orientations stratégiques du Plan sectoriel de l'éducation et de la formation.

## OBJECTIF GLOBAL

### DISPOSER DE RESSOURCES HUMAINES COMPÉTENTES AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE

#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Accroître l'offre et améliorer la qualité de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation en adéquation avec les besoins de l'économie.

#### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- accroissement de l'offre à tous les niveaux et réduction des disparités ;
- amélioration de la qualité des apprentissages et des acquisitions scolaires ;
- renforcement de la gouvernance du secteur de l'éducation et de la formation.



 Budget

26 200 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*



Parité atteinte entre les filles et les garçons au cycle primaire.

**3 405**

Fermeture de 3 405 écoles affectant 525 299 élèves, soit 249 173 filles et 276 126 garçons, ainsi que 15 441 enseignants, soit 4 878 femmes et 10 563 hommes.



Tenue des assises nationales de l'éducation les 18 et 20 novembre 2021 pour la refonte du système éducatif burkinabè.

**59,34 %**

Taux de réussite aux :

- certificat d'études primaires : 59,34 % ;
- brevet d'études du premier cycle : 27,84 %.

**3 289 736**

Scolarisation de 3 289 736 élèves.

**181**

Mise en œuvre effective de la stratégie nationale de l'éducation en situation d'urgence (2019-2024) pour assurer la continuité éducative dans les zones à hauts défis sécuritaires qui a permis de ré-ouvrir, à la date du 31.01.2022, 181 écoles au profit de 40 993 élèves.

**62,40 %**

Taux d'achèvement dans le primaire : 62,40 %.

**69,4 %**

Taux net de scolarisation : 69,4 %.



Production et diffusion des annuaires statistiques 2020-2021 du primaire, post-primaire et de l'éducation non formelle 2021.

**69,9 %**

Démarrage effectif de la phase pilote du projet « identifiant unique » relatif à la mise en place et la gestion du fichier national des écoliers du Burkina Faso de 400 000 élèves.

**86,1 %**

Taux brut de scolarisation dans le primaire : 86,1 %.

\* Liste non exhaustive



**MOUMOUNI OUEDRAOGO** | DIRECTEUR PROVINCIAL DE L'ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE, PRIMAIRE, POST-PRIMAIRE ET DE L'ÉDUCATION NON FORMELLE DU SANMATENGA

**BKF/025**

### **APPUI AU PLAN SECTORIEL DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION 2017 - 2030**

#### **LE CONTEXTE**

Dans un contexte sécuritaire très dégradé, face aux menaces et aux attaques des groupes armés, le fonctionnement du système éducatif du Burkina Faso est mis à mal. Les écoles se retrouvent de plus en plus souvent fermées. Ainsi, au 31 janvier 2022, 391 établissements scolaires avaient fermé leurs portes dans la région du Centre-Nord, affectant 56 492 élèves, dont 26 310 filles, ainsi que 1 352 enseignants, dont 422 femmes.

Par conséquent, des déplacements massifs d'élèves vers des zones plus sécurisées, notamment vers la ville de Kaya, chef-lieu de la province du Sanmatenga située dans la région Centre-Nord, sont constatés. Selon le rapport du conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation, la région Centre-Nord regroupait, au 31 janvier 2022, 326 176 enfants (0-14 ans) déplacés internes, dont 163 878 garçons et 162 298 filles. Un peu plus de la moitié (52,05 %) du nombre total de déplacés internes (626 602) dans cette région du pays sont des enfants. À elle seule, la province du Sanmatenga compte 368 756 déplacés internes, soit plus de la moitié du nombre total de déplacés internes de la région du Centre-Nord. Cette province est celle qui accueille le plus de déplacés internes au Burkina Faso et 63,30 % d'entre eux sont des enfants.

Face à cette situation, qui exige de plus en plus de soutien, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales (MENAPLN) a mis en place la stratégie nationale de l'éducation en situation d'urgence 2019-2024 pour assurer une continuité éducative malgré le contexte d'urgence.

#### **L'IMPLICATION DU PROGRAMME BKF/025**

Afin d'accroître l'offre éducative et de proposer de meilleures conditions d'apprentissage aux élèves, le projet BKF/025 apporte un appui à travers le compte d'affectation spéciale qui constitue une aide budgétaire sectorielle.

Avec cet appui, le MENAPLN renforce les capacités d'accueil des établissements scolaires.

Ainsi, plusieurs écoles ont été dotées de salles de classe supplémentaires, équipées de mobilier scolaire. Deux types de salles de classe ont été construites : des salles de classe définitives ainsi que quelques classes adaptées au contexte d'urgence. Ces dernières sont construites avec des matériaux locaux pour répondre au besoin urgent d'accueil des élèves déplacés internes.

La mise en œuvre de la stratégie nationale de l'éducation en situation d'urgence a également permis d'obtenir des kits d'apprentissage et d'hygiène au profit des enfants déplacés vulnérables et de fournir des vivres pour alimenter la cantine des écoles.

En outre, 312 enseignants ont été formés sur la prise en charge psycho-sociale des élèves déplacés internes pour faciliter les conditions d'enseignement et d'apprentissage.



### Moumouni Ouedraogo présente les réalisations qui ont été acquises dans le cadre de l'appui apporté à la ville de Kaya.

« Dans le cadre de mes missions, je suis chargé de la mise en œuvre et de la supervision des activités éducatives au niveau de la province.

Les capacités d'accueil des écoles de la Direction provinciale de l'éducation du Sanmatenga sont de plus en plus dépassées. Nous avons besoin d'appuis pour améliorer les conditions d'apprentissage des nombreux élèves déplacés internes. »

Avant la crise sécuritaire, la province du Sanmatenga comprenait 555 écoles avec un effectif de 140 449 élèves. L'effectif moyen était de 50 élèves par classe environ. La situation sécuritaire a provoqué le déplacement de plusieurs élèves vers la commune de Kaya. Les écoles de Lélegsé A et B ont accueilli de nombreux élèves déplacés internes, augmentant l'effectif moyen à 100 écoliers par classe. Face au manque de salles de classe et de kits scolaires, les conditions d'apprentissage des élèves sont devenues difficiles. Une telle situation impacte négativement aussi bien l'accès que la qualité de l'éducation.

« Grâce aux efforts conjugués de l'État et de ses partenaires techniques et financiers, la province du Sanmatenga a reçu, en adéquation avec la stratégie nationale de l'éducation en situation d'urgence 2019-2024, un appui pour la construction et l'équipement de plusieurs salles de classe.

L'école de Lélegsé B, située dans la ville de Kaya, disposait au départ d'un effectif de 420 écoliers, dont 170 élèves déplacés internes. En 2018, elle a pu bénéficier de la construction et de l'équipement de trois salles de classe supplémentaires. Celles-ci ont permis d'augmenter la capacité d'accueil de l'école qui rassemble aujourd'hui plus de 2 000 élèves, dont 1 200 élèves déplacés internes. Sans les tables-bancs et kits scolaires fournis par le MENAPLN, des milliers d'enfants seraient dans les rues ici à Kaya.

Par ailleurs, pour améliorer la qualité de l'éducation, les enseignants ont vu leurs compétences en matière d'appui psycho-social renforcées, afin de mieux intégrer l'éducation en situation d'urgence dans leurs activités d'instruction.

Malgré les appuis apportés par le MENAPLN, les besoins restent néanmoins toujours de taille car nous accueillons chaque jour de nouveaux élèves déplacés internes. »



### Nabaloum Pendo, élève déplacée interne en classe de CM2 à l'école de Lélegsé, témoigne.

« Je suis venue du village de Dibilou, situé à 30 kilomètres de Kaya, car notre école a été fermée suite aux menaces des terroristes. J'ai obtenu une place ici, dans l'école de Lélegsé. On m'a donné un kit scolaire et je mange chaque midi à la cantine de l'école. »



# BKF/026

## APPUI À LA POLITIQUE SECTORIELLE D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS (APOSE /EFTP) AU BURKINA FASO

Ce programme appuie l'opérationnalisation de la politique nationale d'enseignement et de formation techniques et professionnels (PN/EFTP) du Burkina Faso par la mise en œuvre de son plan d'action triennal.

### OBJECTIF GLOBAL

## AMÉLIORER LA DISPONIBILITÉ ET L'EMPLOYABILITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer l'efficacité interne et externe de l'EFTP et de l'insertion par des formations de qualité, en vue de disposer d'un capital humain compétitif et productif.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des dispositifs d'enseignement et de formation techniques et professionnels dans les secteurs économiques prioritaires retenus ainsi que les métiers émergents ;
- développement de l'ingénierie de formation par l'approche par compétences ;
- renforcement du dispositif national de certification des qualifications professionnelles ;
- renforcement des capacités des ressources humaines des dispositifs de formation ;
- mise en place d'un dispositif de pilotage basé sur une gestion partenariale impliquant tous les acteurs de l'EFTP ;
- accroissement des capacités de financement de l'EFTP ;
- appui à la décentralisation du sous-secteur de l'EFTP ;
- renforcement du sous-système de la formation professionnelle.



## FAITS MARQUANTS\*

### 10 893

Lancement de plusieurs formations à destination de 10 893 jeunes âgés de 15 à 35 ans dans les filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques, celles de l'artisanat, des bâtiments et travaux publics (BTP) ainsi que certains métiers émergents (énergies renouvelables, électronique).



Réalisation, par l'observatoire national de l'emploi et de la formation, de deux études d'opportunités professionnelles dans les secteurs de l'artisanat, de l'agro-sylvo-pastoral, la faune et la flore et les métiers émergents.

### 42

Tenue d'un séminaire de renforcement des capacités en management vers l'excellence de 42 centres de formation publics et privés, dans le cadre du programme VET Toolbox.



Mise en place par arrêté du comité technique de suivi de l'APOSE.

### 5

expertises perlées ont été mobilisées sur des chantiers et problématiques clés :

- la réalisation d'une étude relative aux besoins et modalités de déploiement de quatre unités mobiles de formation ;
- l'évolution et la création de nouveaux services guichets au niveau du Fonds d'appui à la formation professionnelle (FAFPA) ;
- la définition d'une nouvelle architecture de l'approche par compétence au bénéfice des programmes et supports pédagogiques du sous-secteur ;
- la formalisation de l'apprentissage via les apports de l'approche duale et ;
- la proposition d'un cadre national de certification bâti, dans un premier temps, sur une approche sectorielle élaborée avec la branche du BTP.



Tenue de journées nationales de concertation sur la relation école/entreprise.



Sélection de projets d'investissement (constructions, équipements, rénovations) pour deux centres de promotion rurale, cinq centres provinciaux de formation professionnelle et le centre régional de formation professionnelle de Bobo – Dioulasso.



Signature de contrats de performance entre d'une part, le FAFPA et les chambres consulaires (agriculture, commerce, artisanat) pour la mise en œuvre de formations selon l'approche duale et d'autre part, le Conseil national du patronat burkinabè pour l'exécution de plans de renforcement des capacités des ressources humaines des entreprises.



Relecture, en janvier 2021, du manuel de procédures du compte d'affectation spéciale du trésor-appui à la formation professionnelle permettant le démarrage effectif de l'exécution financière et comptable de l'APOSE-EFTP.

\* Liste non exhaustive



# BKF/027

## APPUI AU CADASTRE FISCAL DU BURKINA FASO DANS LES COMMUNES DE OUAGADOUGOU ET BOBO-DIOULASSO

Le projet poursuit deux résultats :

- le renforcement des capacités de la Direction générale des impôts dans ses attributions liées au cadastre ;
- la gestion des documents cadastraux est dématérialisée.

### OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA MISE EN PLACE D'UN CADASTRE POLYVALENT AU BURKINA FASO, INFRASTRUCTURE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la gestion des documents cadastraux (production, conservation, diffusion).

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

Le projet relève de la direction générale des Impôts qui chapeaute les trois organes liés au cadastre au sein du MINEFID : direction du Cadastre, direction des Affaires domaniales et foncières, guichets uniques du foncier.

 Budget

1 800 000 EUR

Durée du projet

2021

2022

2023

## FAITS MARQUANTS\*



Démarrage du projet le 1<sup>er</sup> novembre 2021.



Mise en place de l'assistance technique permanente dans les nouveaux bureaux du cadastre.



Présentation du projet auprès de la direction du Cadastre et de la direction générale des Impôts.



Tenue de l'atelier de transcription du document projet selon les règles nationales.



Préparation de la mobilisation de l'expertise perle court terme.

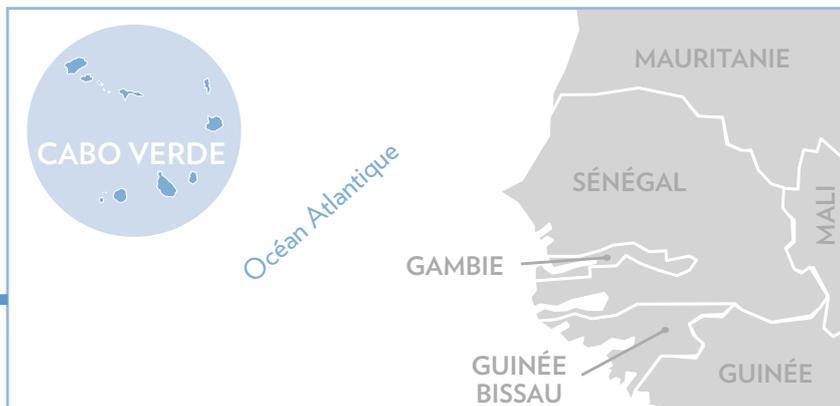


Préparation du planning de rencontres du premier trimestre 2022 avec les structures parties prenantes du projet.

\* Liste non exhaustive



# CABO VERDE

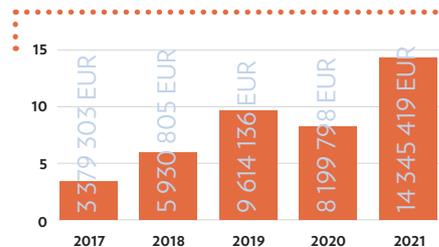


**7** PROJETS EN FORMULATION  
**40** COLLABORATEURS AU CABO VERDE

## PROJETS EN EXÉCUTION

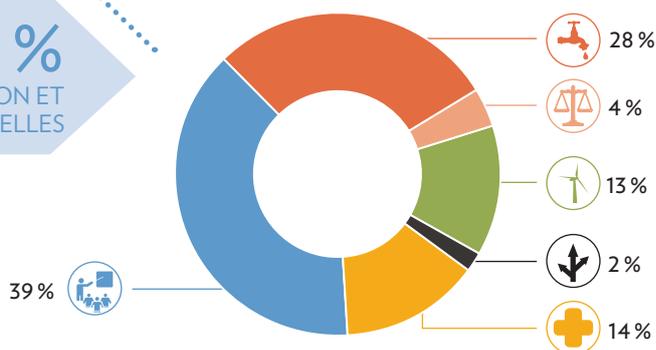
**11,06 %** DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE } **14,35 M EUR** MIS EN ŒUVRE EN 2021

Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs

**39 %**  
 ÉDUCATION - FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES





Le programme Emploi et employabilité contribue à l'évolution du secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle par le biais du renforcement des processus d'employabilité, par le développement des compétences et des ressources humaines en renforçant les mécanismes d'articulation, de coordination et la gouvernance du secteur, en appuyant le renforcement des capacités, en faisant évoluer le dispositif vers une offre formative mieux axée sur la demande du secteur productif et en appuyant les efforts de décentralisation vers l'ensemble des îles de l'archipel.

### OBJECTIF GLOBAL CONTRIBUER À L'INSERTION PROFESSIONNELLE DE LA POPULATION DU CABO VERDE, EN PARTICULIER DES JEUNES ET DES FEMMES

#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer l'employabilité des bénéficiaires de la formation professionnelle, en particulier celle des jeunes et des femmes.

#### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement de la gouvernance et des capacités des acteurs du secteur éducation – formation – emploi (EFE);
- amélioration de l'adéquation entre les offres de formation et les exigences du marché du travail;
- augmentation de la viabilité technique et financière des institutions publiques du secteur EFE, des organisations du secteur privé et de la société civile.



Remise de la plaque d'inauguration pour le projet de l'association AMI-Paúl

## FAITS MARQUANTS\*



Les projets et activités du programme ont été insérés dans le processus de réforme du secteur EFE et ont systématiquement répondu aux priorités d'intervention, en cohérence avec les perspectives stratégiques définies par le gouvernement et les autorités du secteur.



Mise en place du processus de décentralisation, contribuant, d'une part, à une plus forte présence et à plus d'actions sur l'ensemble des îles de l'archipel et, d'autre part, à la présence de réseaux locaux emploi et employabilité.



Mise à disposition des apprenants et des jeunes diplômés d'un parcours d'insertion standardisé avec des processus et des étapes bien définis.



Renforcement de la gouvernance du système, même si des progrès restent à accomplir, notamment dans le dispositif de coordination.



Renforcement des compétences au niveau individuel, opérationnel, organisationnel et institutionnel, des partenaires et des acteurs clés du secteur.



Formation des techniciens des centres de formation professionnelle à la démarche d'intermédiation et d'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés.



Les acquis du programme sont indéniables et ont réellement contribué à l'évolution positive et à l'amélioration de la qualité d'action et de gestion du secteur de la formation professionnelle et technique.



Meilleure adéquation entre les offres de formation et les besoins du marché du travail, comme en témoigne l'augmentation du rapport entre la population occupée et la population active qui a évolué de 85 % en 2016 à 88,71 % en 2019. Toutefois, en 2021, dernière année du programme, ce chiffre a de nouveau régressé, notamment en raison de la forte dépendance par rapport à l'économie cap-verdienne, mais aussi et surtout par rapport au marché du travail et du tourisme. Ce secteur a en effet été particulièrement touché pendant la pandémie de COVID-19, ce qui a eu un impact social très important et s'est traduit par une augmentation des jeunes qui « ne font pas d'études, ne travaillent pas et ne cherchent pas de formation ».

\* Liste non exhaustive



L'accès à un assainissement adéquat ainsi que l'amélioration de l'approvisionnement en eau ont toujours fait partie des axes prioritaires de la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde. Des résultats significatifs ont été obtenus en matière de :

- gestion des ressources hydriques ;
- appui à la création et au renforcement des services municipaux de l'eau ; et
- promotion de l'assainissement autonome.

Plus récemment, la coopération a permis d'amorcer et conduire une véritable réforme du secteur.

### OBJECTIF GLOBAL

## AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR LES POPULATIONS DU CABO VERDE

### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- améliorer la soutenabilité financière du secteur ainsi que la production de données de suivi sectoriel ;
- améliorer la performance commerciale et l'efficacité énergétique des entreprises de fourniture de services d'eau potable et d'assainissement sur quatre îles, à savoir Santiago, Fogo, Brava et Maio ;
- améliorer quantitativement et qualitativement les services fournis par les institutions responsables de l'assainissement.



### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités du secteur à mobiliser les investissements externes et les recettes internes ;
- renforcement des capacités de l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement, de l'Agence de régulation économique et des entités de gestion dans la collecte, le traitement et l'analyse des données ;
- amélioration de l'efficacité énergétique des systèmes d'approvisionnement en eau ;
- amélioration de la performance commerciale des opérateurs de service d'eau potable ;
- amélioration de la qualité de l'eau potable ;
- appui au secteur pour la mise en oeuvre de la régulation légale et contractuelle du secteur ;
- amélioration des capacités de l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement et des municipalités dans l'appui-conseil, la planification et le suivi-contrôle de l'assainissement ;
- amélioration des capacités des municipalités et des entreprises inter-municipales dans la gestion de services d'assainissement ; et
- promotion des méthodologies les plus prometteuses expérimentées avec succès, notamment dans le cadre des programmes PromoSan (réhabilitation des infrastructures d'eau et assainissement en milieu scolaire) et des écoles promotrices de la santé.

 Budget

13 621 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*



Qualité de l'eau pour consommation humaine : un appui important a été fourni à travers le programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement (PASEA) pour connaître la situation de la qualité de l'eau au Cabo Verde, qui restait sans données parlantes pour le territoire national depuis le début du programme. L'absence de chloration dans les réservoirs d'eau entraîne entre autres l'apparition de bactéries coliformes et un haut niveau d'azote dans l'eau, responsables de nombreux problèmes de santé. Les îles de Santiago (partiellement), Maio et Fogo fournissent désormais de l'eau chlorée dans la plupart de leurs réseaux.

### 100

Le projet PromoSan est l'un des grands succès du PASEA. Mis en place en collaboration avec le ministère de l'Éducation, il constitue un résultat tangible et extrêmement important pour la santé des écoliers. Il a permis de réhabiliter les installations sanitaires et de cuisine dans 100 écoles de l'éducation primaire dans tout le pays. 38 % des élèves de l'enseignement primaire ont ainsi accès à l'eau et à l'assainissement et bénéficient d'un repas quotidien préparé dans un environnement hygiénique et sûr. Avant la mise en place de ce projet, dans la plupart des écoles, les services d'hygiène n'étaient pas disponibles et la quantité d'eau utilisée par les élèves ne dépassait pas 0,8 litre par jour par personne. Actuellement, la disponibilité dans les écoles réhabilitées est de 4,9 litres par jour par personne. L'accès à l'assainissement est garanti à 100 %, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, selon les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé. Il est à noter que le projet est basé sur un système de réutilisation de l'eau : les eaux des lavabos sont récupérées dans les bacs des toilettes, permettant ainsi une économie d'environ 50 % de l'eau. Au fil des ans, l'appropriation du programme, le degré d'implication, de prise de responsabilité et de cogestion par les institutions ont augmenté de manière satisfaisante. Le ministère de l'Éducation a mis en place une ligne budgétaire à laquelle les écoles bénéficiaires du PromoSan peuvent recourir pour assurer l'opérationnalisation et la maintenance des installations.

### 50 %

Nexus eau-énergie : environ 50 % des coûts de fonctionnement des entreprises de services d'eau et d'assainissement sont liés à l'énergie. Cela rend toute viabilité financière de ces entreprises totalement impossible. La Coopération luxembourgeoise a soutenu l'installation de 850 kilowatts-crêtes d'énergie solaire pour la production et la distribution d'eau à Santiago, Maio et Fogo. Ces interventions ont permis de réduire, en moyenne, de 40 % les coûts de l'énergie dans les processus de production et de distribution d'eau sur ces trois îles, apportant par conséquent un fort appui à la soutenabilité financière des entreprises.

\* Liste non exhaustive



MICHAEL FREDERICO | ADMINISTRATEUR ADJOINT DE ÁGUAS E ENERGIA DE MAIO

### CVE/082

## EAU ET ASSAINISSEMENT

#### LE CONTEXTE

Maio est l'une des îles les plus périphériques du Cabo Verde. Oubliée par le temps et par le tourisme de masse, l'île reste un bastion de beauté et d'authenticité. Le population de Maio, qui compte quelque 6 800 habitants, surprend par sa cordialité et son hospitalité.

À travers le PASEA, qui a été clôturé en décembre 2021, LuxDev s'est fortement impliquée dans la création d'une entreprise publique d'eau et d'assainissement, *Águas e Energias de Maio* (AEM), pour améliorer les services sur l'île, notamment en réhabilitant son unité de dessalement d'eau de mer grâce à l'installation d'équipements de production photovoltaïque permettant de réduire les coûts énergétiques du dessalement, jusque-là très élevés.

Le programme a soutenu l'entreprise AEM dans le développement d'une étude approfondie sur l'usine de dessalement de Porto Inglês, municipalité de l'île de Maio. Menée en 2018, cette étude visait à analyser les éléments à remplacer ainsi que les failles au niveau de l'exploitation et de la gestion de l'usine.

Parmi les principales conclusions, l'étude a souligné que :

- l'usine de dessalement fonctionnait à 50 % de sa capacité puisqu'un des deux modules existants était désactivé ;
- l'unité fonctionnait avec d'importantes pertes d'eau, une faible efficacité et des coûts énergétiques très élevés, mettant en péril la sécurité de l'approvisionnement en eau de l'île.

Sur base de ce diagnostic, un projet détaillé a été préparé et les mesures à mettre en œuvre ont été identifiées pour permettre aux travaux de débuter fin 2020. Ainsi, l'unité de dessalement a été réhabilitée et inaugurée le 28 février 2022. L'usine de dessalement, alimentée par un parc photovoltaïque et un parc de batteries, dispose d'une capacité de production de 720 m<sup>3</sup> par jour. L'usine est équipée des technologies les plus avancées en matière d'efficacité énergétique et dispose d'un système de post-traitement permettant la reminéralisation de l'eau et sa chloration afin de fournir une eau sûre et de qualité aux 6 800 habitants de l'île. L'installation du parc photovoltaïque permet de réaliser des économies de l'ordre de 60 % sur la facture d'électricité, ce qui représente un gain d'énergie considérable pour l'entreprise intermunicipale AEM.

La Coopération luxembourgeoise s'est également préoccupée de la situation sanitaire sur l'île, en réalisant notamment un diagnostic technique sur la situation de la station d'épuration et le réseau d'assainissement de Calheta.



### Témoignage de Michael Frederico à propos des réalisations menées dans le cadre de l'appui au PASEA.

#### QUEL EST VOTRE PARCOURS ET QUELLE EST VOTRE FONCTION AU SEIN D'AEM?

J'ai rejoint AEM en octobre 2019 en tant que directeur technique avant de devenir administrateur adjoint. Je suis diplômé en génie civil, auprès de l'université de Santa Ursula de Rio de Janeiro, au Brésil. Mon expérience dans le secteur de l'eau a débuté en 2016 avec le projet WASH, financé par le *Millennium challenge account*, sur l'île de Maio et plus tard, sur l'île de Santo Antão.

#### QUELLE ÉTAIT LA SITUATION DE L'ÎLE DE MAIO ET D'AEM AVANT L'INTERVENTION DE LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE?

Avant l'intervention de la Coopération luxembourgeoise, AEM n'existait que formellement, la société n'était pas opérationnelle. C'est donc LuxDev, dans le cadre du PASEA, qui l'a rendue opérationnelle. Avant qu'AEM ne soit créée, c'était le Service autonome de l'eau et de l'assainissement qui remplissait cette mission.

#### QUELS CHANGEMENTS LE PROGRAMME A-T-IL APPORTÉS?

Nous disposons maintenant d'une entreprise indépendante au lieu d'un service autonome du conseil municipal, ce qui, d'une part, libère le conseil municipal pour lui permettre de se concentrer sur d'autres domaines et, d'autre part, offre à l'île une entreprise, AEM, exclusivement dédiée au secteur avec tous les avantages que cela peut apporter.

Nous avons également bénéficié de l'assistance technique d'une entreprise portugaise de renommée internationale, AQUAPOR, avec des formations dans tous les secteurs de l'entreprise. Ces formations, qui continuent d'être la pièce maîtresse du bon fonctionnement de l'entreprise, ont atteint un tel niveau qu'aujourd'hui, nos employés sont mieux qualifiés pour résoudre les problèmes quotidiens de l'entreprise.

#### QUELLE EST VOTRE VISION POUR LE FUTUR?

Dans le futur, nous souhaitons continuer à bénéficier du soutien de la Coopération luxembourgeoise, pour apporter une continuité à la réhabilitation des réseaux d'eau potable, pour réhabiliter la station d'épuration de Calheta et pour renforcer l'utilisation des énergies renouvelables dans les autres stations de dessalement.





C'est la première fois que les énergies renouvelables font partie des axes prioritaires de la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde. Si, auparavant, la préoccupation première était l'approvisionnement en énergie, aujourd'hui, ce sont les questions liées à la durabilité du secteur électrique, à l'accès à l'énergie dans des localités plus reculées ainsi que celles liées à la réduction des tarifs de l'électricité qui préoccupent le pays.

### OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À L'ACCÈS DE LA POPULATION À UNE ÉNERGIE PROPRE, FIABLE, DURABLE, MODERNE ET À UN PRIX ABORDABLE TOUT EN ASSURANT UNE AUGMENTATION CONSÉQUENTE DE L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la gouvernance, la régulation et les conditions d'affaires du secteur des énergies renouvelables au Cabo Verde.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement de la gouvernance du secteur des énergies renouvelables ;
- amélioration de la capacité de mobilisation de fonds pour le secteur des énergies renouvelables.



## FAITS MARQUANTS\*



Modernisation du cadre juridique et réglementaire existant pour le marché de la micro-génération au Cabo Verde.

2

Installation de deux stations météorologiques automatisées pour évaluer les ressources d'énergie éolienne disponibles. Ces installations ont notamment pour but de réduire les risques et attirer les investisseurs dans le cadre d'appels d'offres internationaux pour des producteurs d'électricité indépendants solaires et éoliens.



Création d'un pool d'inspecteurs pour le marché de la micro-génération pour représenter la Direction nationale de l'industrie, du commerce et de l'énergie dans toutes les îles, comprenant le soutien aux inspecteurs pour l'achat de l'équipement de mesure nécessaire à la conduite de leur travail sur le terrain.

123

Installation d'un système photovoltaïque à l'Assemblée nationale du Cabo Verde. Terminée en novembre 2020, l'installation des panneaux solaires, d'une puissance de 123 kilowatts-crêtes, permet de produire environ 25 % de l'énergie consommée.



Développement du cadre des obligations vertes du Cabo Verde.



Lancement des deux premiers appels d'offres internationaux pour des producteurs d'électricité indépendants solaires et éoliens.



Appui au renforcement du cadre réglementaire du secteur électrique avec la mise en place de cinq diplômes indispensables (règlement d'accès au réseau et aux interconnexions, réglementation de la qualité de service, réglementation des relations commerciales, réglementation de la répartition de l'énergie et réglementation tarifaire).



Appui à l'élaboration et à la publication de décrets-lois pour les grands consommateurs d'énergie et les entreprises de services énergétiques.



Élaboration de la feuille de route *Smart Grid* qui guidera la modernisation du système électrique du pays.



Développement et opérationnalisation du système de gestion de l'information sur l'énergie du Cabo Verde et du portail de l'énergie, pour servir de source fiable de données statistiques, soutenir l'élaboration de politiques, appuyer la prise de décision basée sur les données, fournir des services en ligne, améliorer la communication avec les parties prenantes et supporter le suivi et l'évaluation du secteur.



Achèvement des études de faisabilité relatives au projet de station de pompage de Santiago et au projet *Brava Sustainable Island*.



# CVE/085

## APPUI AU PARTENARIAT ENTRE LE CERMI ET LE CDC-GTB

Le projet Appui au partenariat entre le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CERMI) et le Centre de compétences-génie technique du bâtiment de Luxembourg (CdC-GTB) - CVE/085, s'inscrit dans l'axe emploi et employabilité du PIC 2016-2020 signé entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde.

### OBJECTIF GLOBAL

**APPUYER LA MISE EN ŒUVRE D'UN PARTENARIAT ENTRE UNE ENTREPRISE PUBLIQUE ENTREPRENEURIALE CAPVERDIENNE, LE CERMI, ET UN GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE LUXEMBOURGEOIS, LE CDC-GTB**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Créer une société anonyme de droit capverdien, le centre de compétences capverdien « CdC-3C », en plusieurs phases. Le CdC-3C est appelé à devenir un centre d'excellence qui accueillera et mettra en œuvre le modèle pédagogique du Centre de compétences-génie technique du bâtiment de Luxembourg au Cabo Verde. En parallèle des activités de formation, des pôles de conseil sont prévus pour compléter le dispositif envisagé, dont le premier concerne des activités en ingénierie pédagogique et le deuxième en ingénierie et conseils en efficacité énergétique / énergies renouvelables. Les pôles dans les domaines de la certification, de la métrologie et de la recherche/développement/innovation complètent ce dispositif.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- développer un nouveau modèle pérenne de centre de compétences au Cabo Verde, en créant un dispositif entièrement adapté aux besoins capverdiens et aux besoins des sous-régions africaines et qui est basé sur un nouveau format de partenariat public-privé pouvant servir de projet pilote pour d'autres initiatives et secteurs ;
- formation professionnelle innovante : des pôles de conseil sont prévus pour compléter le dispositif envisagé, dont le premier concerne des activités en ingénierie pédagogique et le deuxième en ingénierie et conseils en efficacité énergétique / énergies renouvelables ;
- investir dans les domaines de la certification, de la métrologie ainsi que de la recherche du développement et de l'innovation ;
- évolution du CERMI actuel vers un concept de campus pluriel prévoyant de réunir un maximum d'acteurs des écosystèmes nationaux (Université Piaget, Université du Cabo Verde, École d'hôtellerie et tourisme du Cabo Verde, parc solaire) et régionaux (Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) de transition énergétique (avec des sous-systèmes en énergies renouvelables, en efficacité énergétique et en maintenance industrielle) dans une logique de partenariats synergétiques et de mutualisation des installations ;
- renforcer les capacités et compétences des collaborateurs du « 3C SA » et du CERMI, à travers notamment le déploiement du plan de formation prévue, mais aussi des séances de coaching et d'assistance *on the job*.

Budget

3 800 000 EUR

Durée du projet

2018

2019

2020

2021



Laboratoire de métrologie au CERMI

## FAITS MARQUANTS\*



Un des principaux objectifs du projet CVE/085 était la création du Centre de compétences de Cabo Verde – CdC-3C qui, avec le soutien du Centre de compétences - génie technique du bâtiment, est devenu un centre de formation et de services énergétiques doté de ressources et de compétences hautement spécialisées, offrant des formations et des services énergétiques de haute qualité (audit, optimisation énergétique des entreprises, innovation et incubation). Grâce à la création du CdC-3C (<https://cdc3c.com/cabo-verde-competence-center/>), le CERMI et le Cabo Verde bénéficient depuis 2019 d'un centre de formation doté d'une expertise européenne en matière d'ingénierie des compétences (référentiel d'activités/compétences, cadre européen des certifications, système de formation, numérisation des processus, etc.) ainsi que d'infrastructures et d'équipements de pointe pour la formation aux énergies renouvelables et à la maintenance industrielle.



En ce qui concerne la métrologie légale, le laboratoire de métrologie a été reçu et installé au CERMI en juillet 2021. Le personnel du centre a reçu une formation sur l'utilisation du laboratoire, ce qui permet aux techniciens du CERMI d'être préparés, de pouvoir fournir le service de vérification de la conformité des compteurs d'énergie électrique sur le terrain et de répondre efficacement aux demandes du secteur. Le CERMI a été accrédité en tant qu'Organisme de vérification métrologique au Cabo Verde. Cette accréditation est une étape très importante pour le centre et pour le pays. Elle contribue à renforcer la protection des consommateurs en garantissant une métrologie légale indépendante et s'assure notamment que les méthodes et systèmes de métrologie légale utilisés dans les transactions commerciales répondent aux exigences techniques et juridiques du pays.

\* Liste non exhaustive

Le RGPH-2020 est la plus grande opération statistique à mener par l'Institut national des statistiques (INE) du Cabo Verde et couvre l'ensemble du territoire national. L'intervention confiée à LuxDev vise à appuyer l'INE pour mener à bien les différentes étapes du V<sup>e</sup> recensement général de la population et du logement d'ici juin 2021.

### OBJECTIF GLOBAL

**AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION ET DU LOGEMENT ET AINSI CONTRIBUER À LA CONSOLIDATION DES INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT PUBLIC ET PRIVÉ DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DU PAYS**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Réaliser le Recensement général de la population et du logement 2020.



### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- phase principale (en 2020) :
  - réalisation du recensement (collecte de données sur le terrain),
  - réalisation de l'enquête post-censitaire (IPC) ;
- phase de traitement, d'analyse et de diffusion des résultats (2020 et 2021) :
  - traitement et analyse des données, diffusion des résultats.



*Résultats provisoires du recensement*

 Budget

3 200 000 EUR

Durée du projet

2019	2020	2021	2022
------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*

**1 500**

Acquisition de 1 500 tablettes, de 1 752 cartes SIM et de licences informatiques manquantes au premier trimestre 2021.



Conclusion avec succès, entre le 16 juin et le 7 juillet 2021, du recensement général de la population et du logement (RGPH) et diffusion des résultats provisoires en août 2021.



Mise en œuvre du Plan d'urgence – Prévention contre le SARS-COV-2 (COVID 19) qui a permis d'assurer la sécurité et la protection des agents et des personnes interrogées lors de la mise en œuvre du RGPH.



Conclusion de la formation des agents de l'INE comme prévu en trois phases :

- formation des techniciens de l'INE directement impliqués dans la collecte des données et du bureau du RGPH (février 2021) ;
- formation des 110 superviseurs dans les 22 municipalités (du 28 avril au 13 mai) ;
- formation des contrôleurs et des 1 652 agents de terrain en sessions décentralisées dans tout le pays (du 25 mai au 11 juin).

\* Liste non exhaustive



## UNITÉ DE DESSALEMENT 100 % SOLAIRE, BRAVA

Avec une population résidente de 5521 habitants et un âge moyen de 31,4 ans, dont 50,9 % de femmes, l'île de Brava compte 2128 ménages. 99,5 % de la population a accès à l'électricité et 94,6 % à l'eau via le réseau public. Bien que ces statistiques montrent un accès à l'eau potable via le réseau public élevé, la plupart des ménages n'ont cependant pas un accès de manière continue et en quantité suffisante.

Face aux pénuries d'eau, le gouvernement du Cabo Verde, la municipalité de Brava et Aguabrava ainsi que la compagnie d'eau inter-municipale des îles de Fogo et Brava, se sont accordés sur l'urgence d'équiper l'île de Brava d'une unité de

### OBJECTIF GLOBAL

CE PROJET VISE L'INSTALLATION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE UNITÉ DE DESSALEMENT D'EAU DE MER PERMETTANT DE FOURNIR L'ESSENTIEL DE L'EAU POTABLE À LA POPULATION DE BRAVA ET DONT L'ALIMENTATION EN ÉNERGIE PROVIENDRAIT À 100 % DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

### FAITS MARQUANTS\*



Ce projet a été très attendu par la population et la mairie de Brava, où la situation de pénurie d'eau s'est aggravée au cours des deux dernières années.

Le projet suit les principes du projet *Brava Sustainable Island* en termes de soutenabilité environnementale et économique ainsi que d'optimisation énergétique. Pour ce faire, en ce qui concerne l'attribution des marchés de travaux et d'installation de l'usine, il s'appuie sur un concept d'attribution qui vise à sélectionner l'offre qui est à la fois la plus avantageuse d'un point de vue économique et qui, en même temps, assure une durabilité écologique.



La collaboration entre les parties prenantes, telles que la mairie de Brava et l'agence de gestion d'eau Aguabrava, est excellente.



Le plan révisé pour les travaux d'exécution de la route d'accès à l'unité de dessalement prévoit une clôture des travaux en avril 2022.

\* Liste non exhaustive

 Budget

3 000 000 EUR

Durée du projet

2021

2022

2023

dessalement d'eau de mer. Cette unité de dessalement, dont l'alimentation sera issue à 100 % de l'énergie solaire, fournira l'essentiel de l'eau potable à la population de Brava. Deux chantiers seront nécessaires à sa réalisation :

- la construction de la route d'accès à l'unité de dessalement de Furna ; et
- l'installation de l'unité de dessalement d'eau de mer 100 % solaire et des installations connexes de pompage et de stockage de l'eau.

LE PROJET ŒUVRE POUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU DANS DES ZONES DÉFAVORISÉES ET SOUTIEN LA DÉMARCHE QUI A POUR AMBITION DE FAIRE DE L'ÎLE DE BRAVA UNE ÎLE ALIMENTÉE À 100 % PAR DE L'ÉNERGIE EN PROVENANCE DE SOURCES RENOUVELABLES.



*Zone qui accueillera l'unité de dessalement*



# CVE/881

## RENFORCEMENT DE L'ANCRAGE RÉGIONAL DU CERMI

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme plus vaste, le programme d'actions en faveur de l'Afrique de l'Ouest, financé par le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement, intitulé « Amélioration de la gouvernance du secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest (AGoSE-AO) ». Il contribue au renforcement des capacités des acteurs régionaux afin qu'ils soient mieux préparés à assumer les responsabilités qui leur sont confiées.

### OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LA RÉGION EN RENFORÇANT L'INTÉGRATION RÉGIONALE DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE, EN APPORTANT UNE CONTRIBUTION AU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030 SEFORALL (ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS), AFIN D'ATTEINDRE LES TROIS OBJECTIFS SUIVANTS :

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer les capacités des acteurs du secteur de l'énergie afin qu'ils puissent remplir leurs missions.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- mettre en place et exécuter des plans de formations de formateurs, provenant des 16 pays d'Afrique occidentale, dans les différents domaines liés au développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ;
- accompagner la transformation du CERMI en un centre de compétences régional.



Budget  
2 000 000 EUR

Fonds européen de  
Développement  
(PIR pour la CEDEAO)



Durée du projet

2017 2018 2019 2020 2021

- ASSURER UN ACCÈS UNIVERSEL AUX SERVICES ÉNERGÉTIQUES MODERNES;
- DOUBLER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE AFIN DE DIMINUER LA CONSOMMATION TOTALE D'ÉNERGIE;
- DOUBLER LA PART DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LE MIX ÉNERGÉTIQUE MONDIAL.

## FAITS MARQUANTS\*

173

techniciens (futurs formateurs) de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont bénéficié d'un renforcement des capacités en formation de formateurs, dans les domaines suivants :

- énergie solaire photovoltaïque ;
- efficacité énergétique;
- énergie solaire thermique ;
- bioénergie ; et
- méthode pédagogique.



Le rôle du CERMI a été renforcé en vue de devenir un centre de compétences reconnu au niveau régional et international, compte tenu de la qualité de ses infrastructures, de ses équipements, de ses formateurs et de ses compétences consolidées. Des résultats pertinents ont été atteints en termes de diffusion de l'offre du CERMI et de sa reconnaissance en tant qu'institution de dimension régionale.

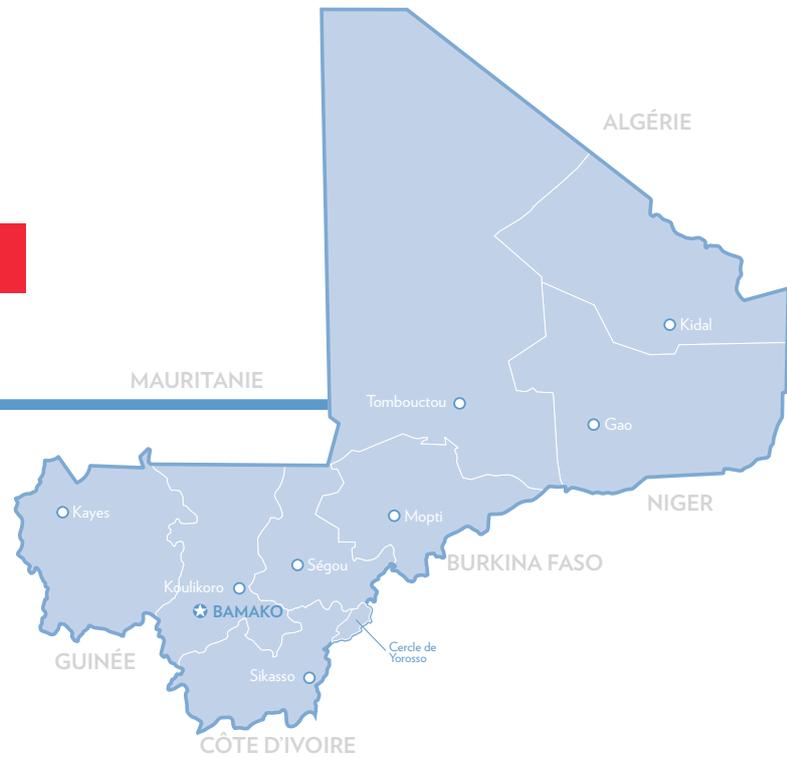


Le CERMI dispose d'un site web dynamique dans les trois langues officielles de la CEDEAO, l'anglais, le français et le portugais, qui devient une plateforme clé pour la diffusion de l'offre de formation du centre au niveau national et international <http://cermicv.com/>

\* Liste non exhaustive



# MALI



# 6

→ 92 COLLABORATEURS AU MALI

PROJETS EN EXÉCUTION

## 9,91 %

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

12,85 M EUR MISE EN ŒUVRE EN 2021

Débursements

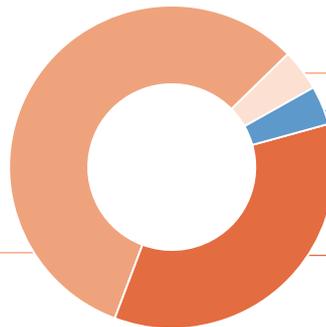


Distribution des déboursements par secteurs



96 % DÉVELOPPEMENT LOCAL

57 %



4 %

4 %

35 %





# MLI/021

## DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le programme continue son appui auprès de 170 organisations de producteurs et 60 moyennes et petites entreprises, et intervient sur les filières du riz, du fonio et du sésame. Il s'efforce d'accompagner et de renforcer les acteurs locaux et les services de l'État en harmonie avec les politiques et stratégies sectorielles menées au niveau national et régional, tout comme au niveau des cercles\* et communes. C'est un programme de structuration des chaînes de valeur agricoles, privilégiant les acteurs dès la production d'entrants jusqu'aux consommateurs finaux des produits transformés. Le programme s'articule autour d'une démarche de promotion du marché en valorisant davantage les débouchés commerciaux pour les trois filières dans une dimension de partenariat public-privé.

*\*Cercles = Divisions administratives regroupant plusieurs communes*

### OBJECTIF GLOBAL

## LES SOURCES DE REVENUS AGRICOLES ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES RURAUX SONT DIVERSIFIÉES ET RENFORCÉES

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Les jeunes hommes et les jeunes femmes des régions de Ségou et Sikasso bénéficient davantage d'opportunités économiques dans les métiers liés aux filières agricoles.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- accompagnement des exploitations agricoles familiales pour le développement des opportunités adaptées aux aspirations des jeunes dans des systèmes de production résilients, durables et multifilières ;
- facilitation des initiatives privées et coopératives liées aux filières d'opportunité pour les jeunes au travers de services financiers et non financiers qui permettent la création de valeurs économiques rémunérées décentement ;
- appui au renforcement des capacités des acteurs au niveau central et régional dans l'accomplissement de leur mandat pour des partenariats publics/privés plus efficaces et basés sur une redevabilité mutuelle.



 Budget

37 097 263 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*

**2,77 t/ha**

de riz ont été produites lors de la campagne 2020-2021, soit une augmentation du rendement de la production rizicole de 16 % par rapport à la campagne précédente.



Une première ligne de crédits fonctionnelle a été opérationnalisée à travers SOS FAIM pour couvrir la campagne agricole 2021-2022.



Un rapport diagnostic de définition des bassins de production à Ségou et Sikasso est disponible.



Un cadre de collaboration et de dialogue a été mis en place avec le ministère en charge de l'agriculture et la GIZ pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale de conseil agricole.

\* Liste non exhaustive



**BOUBACAR COULIBALY** | CHEF DE LA DIVISION INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS  
HYDRO-AGRIQUES, OFFICE DU MOYEN BANI (OMB)

### MLI/021 DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'OMB est un établissement public à caractère administratif qui a pour mission la mise en valeur du potentiel hydro-agricole et halieutique, la gestion des infrastructures construites et la poursuite de l'appui conseil dans sa zone d'intervention. Cette dernière couvre quatre cercles et trente-trois communes des régions de Ségou, San et Mopti.

**Boubacar Coulibaly témoigne de l'impact du projet MLI/021 au niveau de la Division infrastructures et équipements hydro-agricoles de l'OMB.**

La dotation, par le programme MLI/021, d'équipements topographiques à la Division infrastructures et équipements hydro-agricoles est intervenue dans le cadre de la Convention de mise en œuvre. L'appui a porté sur :

- une station totale (tachéomètre) pour les travaux topographiques, permettant notamment de mesurer des angles horizontaux et verticaux entre deux cibles ainsi que la distance entre ces cibles ;
- un niveau optique pour le nivellement, permettant de mesurer des différences de niveau afin de déterminer des altitudes ;
- six GPS portables pour la détermination des coordonnées géographiques, des surfaces, périmètres, etc. ;
- deux humidimètres pour la détermination des taux d'humidité des céréales.

**La fourniture des équipements topographiques représente un appui institutionnel de pointe et a permis à l'OMB de mieux mener sa mission régaliennne.**

En plus des équipements topographiques, la Coopération luxembourgeoise, à travers LuxDev, a également apporté un appui en matériel informatique : trois ordinateurs portables, trois imprimantes multifonctions, un traceur ainsi que les logiciels Piste, Covadis et Map Info, notamment.

Ces équipements ont coûté 27 686 000 FCFA, soit 42 207 EUR.





En marge des appuis matériels, une action de renforcement des capacités de 11 agents de la division a été organisée au mois de février 2021. Le but de la formation était de renforcer les capacités des techniciens chargés des infrastructures et équipements hydro-agricoles à l'utilisation efficace et efficiente des équipements topographiques en général et de la station totale (STONEX R35) en particulier.

Cette formation a coûté 968 000 FCFA, soit 1 475 EUR. Elle a été pratique et l'objectif recherché a été atteint à la satisfaction de tous les participants.

**Ainsi, le renforcement des capacités des techniciens a permis à l'OMB d'être opérationnel sur le terrain.**

À travers ma division, l'OMB apprécie le geste du programme MLI/021 à sa juste valeur.

Parmi les changements constatés, il est important de noter le démarrage des travaux de parcellement des casiers de la zone de Djenné (5 600 ha) par les agents formés. Une situation qui, d'une part, permet de réduire les coûts de prestation et d'évaluation des quantités de travaux d'entretien des aménagements hydro-agricoles et qui, d'autre part, donne la possibilité aux techniciens de faire le suivi-contrôle et la surveillance des travaux d'aménagement. À titre d'illustration, les travaux de parcellement réalisés par les agents n'ont pas dépassé 2 millions FCFA. S'ils avaient dû être réalisés par un prestataire, ces travaux de morcellement auraient au moins coûté 8 millions FCFA à l'OMB. Sachant que le coût moyen pour le parcellement d'un hectare est de 5 000 FCFA, le parcellement des 5 600 hectares devrait coûter à l'OMB 28 millions FCFA en passant par un bureau prestataire.

**Cette action s'inscrit dans la durabilité car elle va permettre à la Division infrastructures et équipements hydro-agricoles de former systématiquement les nouveaux agents qui seront mis chaque année à la disposition de l'OMB par la fonction publique.**



Chaque année, au Mali, plus de 300 000 jeunes arrivent sur le marché du travail avec des compétences insuffisantes et sans être passés par un dispositif les préparant à exercer un métier. En 2019, 881 343 jeunes de 15 à 24 ans, dont 72 % issus du milieu rural, déclaraient être ni en emploi, ni en éducation, ni en formation. Le développement du capital humain, notamment au travers de la formation professionnelle de qualité pour l'emploi, constitue une priorité nationale et un enjeu majeur pour le développement socioéconomique du pays et sa stabilité.

### OBJECTIF GLOBAL

## SOUTENIR LA CRÉATION D'EMPLOI, EN PRIORITÉ POUR LES FEMMES ET LES JEUNES, ET LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Les jeunes hommes et les jeunes femmes des régions de Ségou et Sikasso bénéficient davantage d'opportunités économiques dans les métiers liés aux filières agricoles.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- appui au renforcement des capacités des acteurs de la formation professionnelle ;
- accompagnement de l'intégration des jeunes hommes et des jeunes femmes dans les parcours d'insertion économique liés aux métiers des filières d'opportunité pour les jeunes ;
- appui à l'amélioration des dispositifs de formation professionnelle initiale et continue dans les métiers des filières d'opportunité pour les jeunes ;
- appui aux conseils régionaux et aux entreprises pour le développement de la formation continue du personnel des entreprises.



 Budget

15 203 701 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*

**42**

transformatrices de produits agricoles ont validé leurs compétences acquises au travers de leur expérience professionnelle grâce à l'obtention d'un titre professionnel.

**970**

apprentis, dont 27% de filles, ont été certifiés dans des métiers du secteur de l'artisanat.

**274**

nouveaux prêts ont été octroyés à des primo-entrepreneurs, dont 30% de femmes.



Un rapport de diagnostic organisationnel du sous-secteur de la formation professionnelle et de l'emploi, assorti d'un plan de renforcement des capacités, a été élaboré conjointement avec le ministère de tutelle et les partenaires co-financeurs dont la Coopération luxembourgeoise.

**22**

conseillers en orientation ont été déployés dans les régions de Ségou et de Sikasso pour accompagner les jeunes dans la réalisation de bilans de compétences.

\* Liste non exhaustive



Depuis plus de 20 ans, l'État malien s'est engagé dans un vaste processus de décentralisation et de déconcentration. Cependant, en dépit d'acquis significatifs, sa mise en œuvre opérationnelle se heurte encore à de nombreux défis, notamment pour offrir aux populations des services de qualité contribuant à améliorer leurs conditions de vie.

### OBJECTIF GLOBAL

RÉUNIR LES CONDITIONS OPTIMALES DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE TERRITORIAL DANS LE RESPECT DES PRINCIPES DE BONNE GOUVERNANCE TOUT EN S'ALIGNANT AVEC LES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Faire gagner en performance le secteur public et assumer sa redevabilité envers la population rurale.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- promotion des conditions favorables au développement socioéconomique et de leur gestion durable ;
- appui institutionnel et organisationnel pour l'élaboration, le pilotage et le suivi des stratégies et politiques de décentralisation et de déconcentration ;
- accompagnement de l'État dans la programmation et la budgétisation de ses appuis à la régionalisation, exercés par les services déconcentrés ;
- optimisation des mécanismes de financement des collectivités territoriales au travers de solutions innovantes.



 Budget

12 432 531 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*

**45**

Commissions foncières communales sont dynamisées à travers des formations et des dotations en kits de démarrage (GPS, registres, bottes, gants, etc.).

**5**

parcours d'acquisition de compétences (PAC) ainsi que quelques formations hors PAC ont été déroulés au profit de 650 élus et agents techniques des collectivités.

**50**

collectivités territoriales et 24 bureaux de sous-préfets ont été équipés en source d'énergie photovoltaïques et en équipements informatiques pour renforcer davantage leurs services.

**+ 6 %**

Les ressources propres fiscales et non fiscales des collectivités ont augmenté de 6 % après la mise en œuvre des cinq recommandations issues de l'étude réalisée sur la fiscalité et les outils existants au niveaux des communes, cercles et régions.

\* Liste non exhaustive



# MLI/026

## PROGRAMME D'APPUI AUX FILIÈRES AGROPASTORALES - PHASE II

Ce programme est cofinancé à parts égales par la Coopération suisse et la Coopération luxembourgeoise pour appuyer le conseil régional de Sikasso en tant que maître d'ouvrage dans le développement de deux filières locales, à savoir le lait et la pomme de terre.

**OBJECTIF GLOBAL**  
CONTRIBUER À L'AUGMENTATION DU REVENU DES EXPLOITATIONS FAMILIALES AGROPASTORALES, DES ENTREPRISES ET DES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES DANS LE SUD DU MALI

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

La productivité et l'employabilité augmentent durablement dans les filières du lait local et de la pomme de terre dans le sud du Mali.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la qualité et de la compétitivité des produits des filières lait local et pomme de terre ;
- accompagnement de la professionnalisation et du renouvellement des compétences des différents maillons des deux filières de manière inclusive ;
- amélioration des performances des filières grâce au secteur privé, à la société civile, aux organisations professionnelles et aux institutions publiques, chacun dans son rôle.



## Budget

Coopération suisse	+	8 000 000 EUR
Coopération luxembourgeoise	+	8 000 000 EUR

## Durée du projet

2021	2022	2023	2024
------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*

57

conseillers agricoles ont été recrutés et installés auprès des faitières ainsi que 16 cadres pour les encadrer.



Un schéma régional d'aménagement pastoral a été validé pour la région de Sikasso.

3

périmètres irrigués fourragers ont été réalisés au niveau des centres de services aux éleveurs laitiers.



Un service vétérinaire référent a été mis en place et est fonctionnel à la Fédération régionale des unions de sociétés coopératives des producteurs de lait de Sikasso (FERLAIT).



Un cadre de dialogue relatif à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes a été mis en place et animé au sein du Conseil régional en concertation avec l'ensemble des structures impliquées.

243

acteurs des filières lait local et pomme de terre, dont 17 % de femmes, ont bénéficié d'un plan de formation sur quatre thématiques : agroécologie paysanne, compostage, insémination artificielle et élaboration de plans d'affaires simplifié.

6 ha

de parcelles de production semencière ont été aménagés à Gassorola, un village de la commune de Fama (région de Sikasso). Par ailleurs, ces parcelles ont été dotées de deux kits de production d'électricité à énergie solaire, couvrant les besoins de 2 ha de terrain et de quatre kits de production d'électricité à énergie thermique, couvrant les besoins des 4 ha restants.

6

commissions foncières pour le suivi des aménagements hydro-agricoles et la prévention des conflits fonciers ont été formées et redynamisées.

88

tonnes de semences locales de pomme de terre ont été commercialisées.

\* Liste non exhaustive



# MLI/027

## RENFORCER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS RURALES DU CERCLE DE KITA ET LEUR ACCÈS AU SYSTÈME DE MARCHÉ - PHASE III

Ce projet se focalise sur une diversification des interventions, notamment des chaînes de valeur et des techniques agroécologiques. Il met également l'accent sur l'intégration systématique de la thématique du changement climatique et de l'aspect du genre dans l'ensemble des interventions, et mise sur les facteurs systémiques favorisant des marchés inclusifs pour les petits producteurs. La promotion et le renforcement des capacités des organisations paysannes agricoles, des coopératives et des unions, notamment en ce qui concerne les capacités de commercialisation, seront poursuivies et consolidées dans une perspective d'autonomisation durable d'ici la fin du projet.

### OBJECTIF GLOBAL

## CONTRIBUER À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES ET COMMUNAUTÉS VULNÉRABLES DANS LE CERCLE DE KITA

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

La résilience des communautés vulnérables du Cercle de Kita face au changement climatique et aux déficits structurels est renforcée grâce à la diversification des revenus et au système de marché inclusif.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de l'accès au marché le long d'au moins deux chaînes de valeur pour les petits producteurs et petites productrices ;
- adaptation d'au moins deux chaînes de valeur aux conditions agroécologiques locales et aux effets du changement climatique ;
- renforcement des capacités des coopératives et l'amélioration de la gestion des ressources et des produits alimentaires.

### FAITS MARQUANTS\*



Réalisation d'une étude de marché pour les différents chaînes de valeur aboutissant à la sélection de deux nouvelles chaînes de valeur : arachide et produits maraîchers.

6

Ajout de deux communes supplémentaires pour ce projet, portant le nombre total de quatre à six.

\* Liste non exhaustive

 Budget

590 000 EUR

Durée du projet

2021

2022

2023

2024

2025



Ce projet s'inscrit dans la continuité des projets de relance de l'économie locale et d'appui aux collectivités (RELAC) dans le nord du Mali, mis en œuvre par LuxDev entre janvier 2016 et novembre 2019. Il a démarré le 1<sup>er</sup> décembre 2019 et vise le développement local et l'amélioration de la gouvernance des collectivités territoriales dans les 42 communes d'intervention des régions de Gao et Tombouctou

## OBJECTIF GLOBAL

### CONTRIBUER À LA STABILISATION DES RÉGIONS DE GAO ET TOMBOUCTOU ET À LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

## OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Le développement local et la gouvernance des collectivités territoriales sont améliorés dans les 42 communes d'intervention des régions de Gao et Tombouctou.

## AXES DE MISE EN ŒUVRE

- développement économique local à travers des associations et coopératives et les petites et moyennes entreprises locales ;
- formation et insertion professionnelles des jeunes hommes et femmes de la région de Tombouctou ;
- renforcement des services sociaux de base et de leur gouvernance pris en charge par les collectivités territoriales ;
- renforcement des capacités des collectivités territoriales dans l'exercice de leur mandat et fonctions.



 Budget } Union européenne  
13 000 000 EUR

Durée du projet

2019	2020	2021	2022
------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*

**39**

organisations sont détentrices de titres fonciers et en mesure d'exploiter les terrains pour les activités socioéconomiques et économiques.

**47**

nouvelles organisations paysannes ont été appuyées pour la réalisation de leurs projets socioéconomiques et économiques, à travers un renforcement des capacités.

**1 284**

jeunes, dont 730 hommes et 554 femmes, ont reçu des kits de démarrage de leurs activités professionnelles.

**84**

services sociaux de base (écoles, points d'eau, services sociocollectifs, centres de santé communautaires) ont été réhabilités ou construits.

**2 127**

personnes, dont 580 femmes et 1 547 hommes, ont participé aux formations techniques, aux formations sur la gestion des organisations ainsi qu'aux activités dispensées respectivement par les services techniques de l'État, les agents des ONG partenaires et des services décentralisés de l'État.

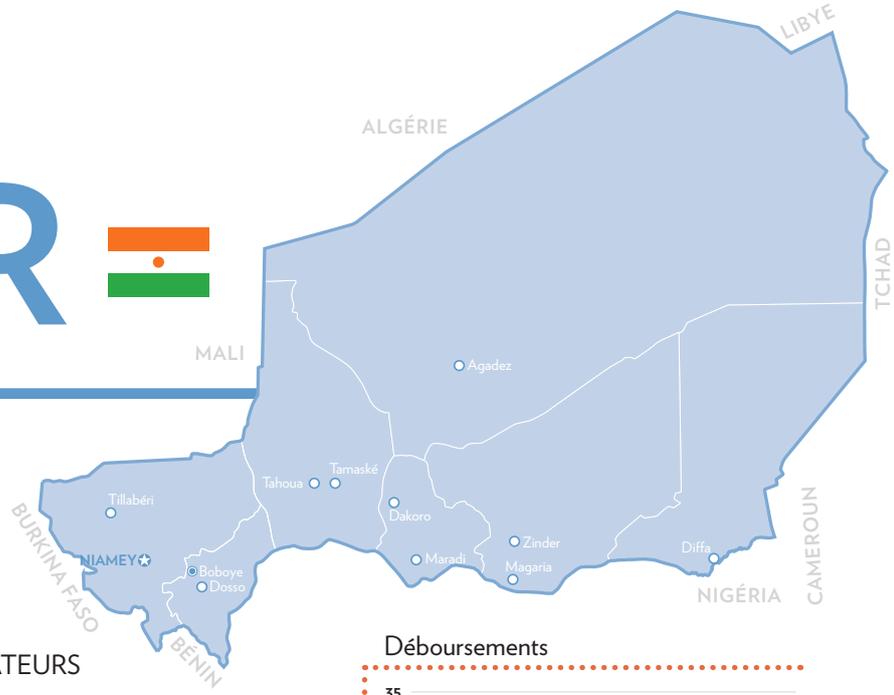
**218**

élus et agents communaux ont participé aux formations réalisées par le projet en vue de les renforcer dans l'exercice de leur mandat et de leurs fonctions.

\* Liste non exhaustive



# NIGER

# 7

➔ 5 PROJETS EN FORMULATION

➔ 45 COLLABORATEURS AU NIGER

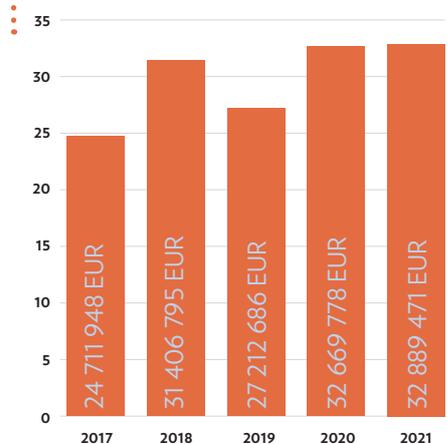
PROJETS EN EXÉCUTION

## 25,35 %

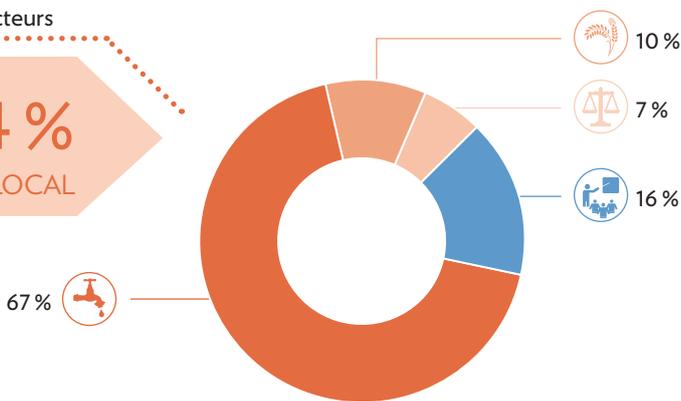
DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

32,89 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2021

Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs





# NIG/023

## APPUI À L'OPÉRATIONNALISATION DU PROGRAMME SECTORIEL DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION, A-PSEF

Le programme vient en appui au secteur de l'éducation de base. Il accompagne un processus de décentralisation, qui permet d'entrevoir de réelles possibilités d'action pour les régions et les communes et constitue l'opportunité de promouvoir elles-mêmes leur politique éducative. Il est aligné sur la politique du secteur de l'éducation, fondée sur une approche holistique de l'ensemble du système, du préscolaire au supérieur, ainsi que tous les autres segments dont celui de la formation professionnelle. Cette politique vise à mettre en place les conditions d'une évolution des pratiques de gouvernance, une amélioration du système de gestion des données et l'initiation de pratiques nouvelles. Le programme a contribué à la création et à l'opérationnalisation du fonds commun sectoriel de l'éducation, qui appuie la mise en œuvre du programme sectoriel en mutualisant les ressources de plusieurs partenaires et en les mettant à disposition des acteurs nationaux.

### OBJECTIF GLOBAL

**APPUYER LE GOUVERNEMENT NIGÉRIEN DANS SES EFFORTS À GARANTIR L'ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUS, Y COMPRIS POUR LES ADULTES ET POUR LES ENFANTS ÉCONOMIQUEMENT ET SOCIALEMENT MARGINALISÉS**

### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Appuyer l'opérationnalisation du programme sectoriel afin d'assurer son ancrage efficace et durable en région :

- pallier les manquements dans la qualité de l'éducation ;
- garantir un accès équitable à l'éducation de base ;
- contribuer à la prise en compte du genre ;
- accompagner les partenaires dans le pilotage et le monitoring de leur politique sectorielle.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la gouvernance du système éducatif et renforcement de la redevabilité depuis le niveau central jusqu'aux différents niveaux déconcentrés et décentralisés des régions cibles par les institutions en charge de l'éducation ;
- renforcement de la qualité des enseignements et des apprentissages ;
- intégration des enfants et des jeunes déscolarisés et non scolarisés dans les structures d'éducation formelle du primaire et du secondaire.



 Budget

13 300 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*



Appui au montage et à l'opérationnalisation du Fonds commun sectoriel de l'éducation (FCSE) regroupant les contributions du Luxembourg, de la France, de la Suisse et de l'UNICEF (démarrage effectif le 1<sup>er</sup> octobre 2018). Le FCSE est un fonds aligné avec la chaîne publique de la dépense qui permet de canaliser les contributions de différents bailleurs pour financer la totalité des sous-secteurs de l'éducation et de la formation.

**34 849**

En termes d'équipements scolaires, 34 849 tables-bancs ont été mis à la disposition des écoles primaires et 16 864 pour les établissements de l'enseignement secondaire dans les huit régions du pays.

**14 018**

enseignants et encadreurs pédagogiques ont bénéficié d'une formation depuis le démarrage du programme.



Le programme NIG/023, l'UNICEF et les ministères de l'Éducation et de la Formation ont joint leurs efforts pour élaborer la Stratégie nationale accélérée pour l'éducation et la formation des filles et des femmes (SNAEFFF). La SNAEFFF est un document unique, se substituant à des documents partiels, et entend adopter une approche globale de la situation féminine à l'égard de l'éducation : tous les âges, tous les statuts, toutes les formes d'éducation sont désormais abordées dans une politique d'ensemble.

**120**

fédérations communales des comités de gestion décentralisée des établissements scolaires et 33 fédérations départementales des comités de gestion des établissements de l'enseignement secondaire ont bénéficié d'une subvention via les communes et les conseils régionaux.



Suite à l'étude diagnostique sur le dispositif de suivi-évaluation du programme sectoriel de l'éducation et de la formation, le manuel de monitoring du secteur a été élaboré et est disponible.

**62**

salles de classe ont été construites ou réhabilitées par les communes (enseignement primaire) et par les régions (enseignement secondaire) avec l'appui de l'agence nationale de financement des collectivités territoriales.

**660 251**

élèves de CP et de CM2 bénéficient de supports et de livrets d'apprentissage en français et en mathématiques.

**117 200**

élèves de 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> bénéficient de manuels de français et de mathématiques.

**148 981**

enseignants et professeurs bénéficient de supports pédagogiques.

\* Liste non exhaustive



## NIG/024

# APPUI AU PROGRAMME NATIONAL DE FORMATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE AU NIGER II

Le sous-secteur de la formation professionnelle connaît des progrès importants en matière de capacité d'accueil et d'affectation des ressources. Il bénéficie, en outre, des ressources du Fonds commun sectoriel éducation, qui poursuit l'objectif d'appuyer la mise en œuvre du programme sectoriel en mutualisant les ressources de plusieurs partenaires et en les mettant à disposition des acteurs nationaux selon des modes opératoires et des procédures harmonisées et alignées aux procédures nationales. Cependant, les capacités des acteurs à tous les échelons doivent encore être renforcées et la formation professionnelle souffre d'un déficit d'image auprès de la population et surtout des jeunes. Le sous-secteur est aussi confronté à la triple question de gestion de flux des jeunes, de la rareté des compétences et des difficultés d'insertion.

### OBJECTIF GLOBAL

**CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ, À L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AMÉLIORANT LA QUALIFICATION DES RESSOURCES HUMAINES**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Appuyer l'insertion des jeunes et particulièrement des jeunes ruraux dans les filières économiques porteuses de croissance et d'emplois.



### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la gouvernance et des capacités de pilotage et de gestion de l'enseignement et de la formation professionnels et techniques au niveau national, régional et local ;
- amélioration à l'échelle nationale de l'accès des jeunes à une formation diversifiée et en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi ;
- amélioration au niveau central et décentralisé de la qualité des dispositifs de formation professionnelle et d'apprentissage.



 Budget

19 700 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*

**6 928**

jeunes ont été formés dont 3 240 en formation initiale professionnalisante (de courte durée 3/6 mois) et 3 152 en apprentissage de type dual par le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage : 320 dans les métiers du cuir et 216 sur les métiers de l'agro-sylvopastoralisme.

**40**

Dans le cadre de la gestion locale de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels, 40 inspecteurs pédagogiques et de services ont été formés comme formateurs de chefs d'établissement et ont eu à former à leur tour 674 chefs d'établissements en pilotage et de gestion d'un établissement.

**3 334**

cadres du ministère des Enseignements professionnels et techniques dont 3 200 formateurs et 134 encadreurs pédagogiques ont bénéficié d'un renforcement de leurs compétences sur les plans pédagogique et technique.

**17**

Dans le cadre de l'implantation de l'approche par compétences, 17 programmes de formation ont été élaborés, principalement dans les métiers de l'agro-sylvopastoralisme, 59 encadreurs pédagogiques et 222 formateurs ont été formés en approche par compétences. L'expérimentation a démarré dans 14 centres de formation aux métiers, dont ceux construits par la Coopération luxembourgeoise dans le cadre du NIG/017.

**732**

cadres du ministère des Enseignements professionnels et techniques ont été formés en genre dont 45 points focaux genre au niveau central et régional formés en genre et en plaidoyer, 30 formateurs/formatrices, 35 directeurs nationaux et chefs de services, 175 chefs de divisions et agents du niveau central et 447 points focaux genre des établissements.

**13**

établissements de formation et une Direction régionale des enseignements professionnels et techniques ont été réhabilités et 149 établissements ont bénéficié d'un appui en matière d'œuvre.

\* Liste non exhaustive



# NIG/025

## PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE DANS LA RÉGION DE DOSSO - PHASE II

L'objectif du programme est aligné sur l'Initiative 3N « les Nigériens nourrissent les Nigériens ». Aussi, il prévoit le suivi du parcours des jeunes vers une installation réussie. La stratégie d'insertion des jeunes agriculteurs se réalise à travers trois activités : la formation, le conseil agricole et l'installation à travers le crédit agricole. La mise en place d'infrastructures structurantes publiques complète cette stratégie et favorise les conditions de conservation et de vente des produits agricoles. Les financements visant l'installation et la réussite des jeunes dans les métiers des filières agricoles sont alignés sur les dispositifs du Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle que le programme a contribué à opérationnaliser. Le programme a une approche multiacteurs qui implique notamment le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, le Conseil régional et la Chambre régionale d'agriculture de Dosso, l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales et la Banque agricole du Niger.

### OBJECTIF GLOBAL

METTRE LA POPULATION NIGÉRIENNE À L'ABRI DES FAMINES RÉCURRENTES, LUI GARANTIR LES CONDITIONS D'UNE PLEINE PARTICIPATION À LA PRODUCTION NATIONALE ET AMÉLIORER SON REVENU



### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Augmenter les opportunités économiques pour les jeunes de la région de Dosso dans les métiers liés aux filières agricoles.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités des acteurs publics et des organisations professionnelles aux niveaux central et régional pour le meilleur accomplissement de leur mandat ;
- mise en œuvre des facilités régionales d'investissement sur les filières porteuses au profit des projets des jeunes ;
- amélioration de l'adaptation de l'offre d'encadrement, de conseils et de formations aux besoins des projets des jeunes.

 Budget

21 590 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*

**10 021**

jeunes ont été formés, dont 58 % de femmes, sur une cible de 10 000 jeunes à atteindre fin 2020.

**8 482**

jeunes ont bénéficié d'un appui en conseil agricole.

**6 352**

producteurs, dont 52 % de femmes, ont bénéficié d'un crédit pour lancer une activité agricole.

**68**

infrastructures structurantes communales ont été construites (magasins de stockage, magasins de conservation de produits maraîchers, comptoirs et hangars de vente de produits agricoles, aires de séchage, radiers, ouvrages de protection des sites des cultures irriguées).

**19**

pistes rurales ont été réhabilitées dans le but de faciliter l'écoulement des produits agricoles.

**4 756**

hectares de terres agricoles dégradées ont été récupérées au profit de 5 003 jeunes agriculteurs dont 62 % de femmes.

\* Liste non exhaustive



OUMAROU BOUBACAR | 1<sup>ER</sup> VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE DOSSO

### NIG/025

## PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE DANS LA RÉGION DE DOSSO, PHASE II

#### Témoignage de Oumarou Boubacar au sujet des réalisations du programme NIG/025.

Le NIG/025 vise à augmenter les opportunités économiques pour les jeunes dans la région de Dosso à travers une stratégie d'insertion basée sur la formation, le conseil agricole et le crédit agricole. Un des facteurs clés du succès du programme est son approche multiacteurs avec, au cœur, le Conseil régional qui joue un rôle de coordinateur des activités de développement rural.

À travers une maîtrise d'ouvrage déléguée, le programme contribue notamment à renforcer les fonctions des acteurs régionaux dans le cadre de la décentralisation. En effet, une appropriation du système par les acteurs au niveau régional et local est une préoccupation centrale du programme, favorisant ainsi la durabilité du modèle d'intervention.

« Le NIG/025 est un programme dont le montage avait été fait avec le Conseil régional. Il s'agit d'un programme qui prend en compte l'agriculture dans son ensemble.





Le programme avait pour ambition de former 10 000 jeunes sur quatre ans, puis d'appuyer 10 % d'entre eux dans leur installation, soit un total de 1 000 jeunes. Mais nous nous apercevons que déjà à partir de la troisième année, nous avons formé plus de 10 000 jeunes et nous avons appuyé environ 4 000 jeunes à s'installer sur le terrain.

Il y a des résultats palpables qui sont là. Les infrastructures sont construites et sont opérationnelles parce qu'il y a toute une ingénierie sociale autour. »

En effet, 11 295 jeunes, dont 59 % de femmes, ont été formés depuis le démarrage du programme. 68 infrastructures structurantes communales ont également été construites afin de favoriser les conditions de conservation et de vente des produits agricoles.

« Par le passé, nous produisions des oignons mais nous les écoulions à vil prix. Maintenant, avec l'appui du programme, qui a notamment permis de développer des magasins de conservation, les femmes conservent leurs oignons et les vendent à prix d'or. Il y a donc une véritable valeur ajoutée qui est là, qui est réelle.

On peut également prendre l'exemple de la production du riz. Si l'on regarde un site comme Lokoko, celui-ci rassemblait par le passé quelque 32 producteurs de riz. Cette année, ils sont 342. La production de riz est vraiment mise à l'échelle.

Certains jeunes sont aussi devenus des modèles dans leur domaine, de telle sorte que les jeunes qui partaient en exode préfèrent maintenant rester. Et ça fait un effet boule de neige, avec de plus en plus de jeunes qui réussissent à prendre en main leur propre avenir. »





## PROGRAMMES D'APPUI AU SECTEUR EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

L'accès à l'eau et à l'assainissement a un impact direct sur la santé, en réduisant les risques de maladies, sur l'éducation, en multipliant les chances de scolarisation des enfants, sur la croissance économique, en créant des emplois et sur le développement de l'agriculture et des énergies renouvelables. Avec un taux d'accès théorique à l'eau potable en milieu rural en 2018 compris entre 35,17 % et 64,96 % et un taux d'accès à l'assainissement de base en milieu rural de 7,3 % en 2018, le Niger fait face à des défis significatifs à relever dans le secteur de l'eau et de l'assainissement afin de réduire les disparités vu aussi l'accélération du taux d'accroissement de la population. Le gouvernement nigérien a fait de l'accès équitable de la population à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement un des objectifs de développement du pays et s'est doté d'un programme sectoriel eau, hygiène et assainissement 2016-2030 pour y répondre et d'un projet d'appui institutionnel pour renforcer les capacités du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement dans le pilotage du secteur ainsi que les autres acteurs sectoriels.

Les programmes exécutés par LuxDev viennent en appui au secteur en améliorant l'équité dans l'accès aux services d'eau et d'assainissement, le développement de la gestion locale de la ressource en eau et la connaissance accrue de la ressource et s'inscrivent donc dans le Programme sectoriel eau, hygiène et assainissement et dans le Projet d'appui institutionnel. Ancrés au sein du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, le Programme d'appui au secteur eau, hygiène et assainissement (PASEHA 3 – NIG/026), financé par le Luxembourg et le Danemark, ainsi que le programme de soutien au PASEHA (S-PASEHA – NIG/703), financé par les Pays-Bas, ciblent toutes les régions du pays et, plus spécifiquement, les communes les plus pauvres et les moins desservies du Niger afin de maximiser l'impact et de répondre aux défis des objectifs de développement durable.

Par ailleurs, le projet NIG/802, financé par l'Union européenne via le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, et une composante du NIG/703, ciblent la zone particulièrement fragile appelée « Nord Tillabéri » et visent à contribuer à améliorer les conditions de vie des populations frontalières par un meilleur accès aux services de base, notamment l'eau et l'assainissement. Cette zone transfrontalière, incluant la bande située le long de la frontière malienne sur les régions de Tillabéri et Tahoua, est affectée par des troubles sécuritaires importants qui provoquent de multiples déplacements de population et accentuent leur vulnérabilité. Au total, cinq départements desdites régions font partie de la zone prioritaire d'intervention (Filingué, Ouallam, Tera, Tillabéri, Tahoua). Ces interventions rentrent dans le cadre des appuis prévus par le Programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité dans les zones transfrontalières fragiles ayant pour but de répondre à l'axe résilience et développement humain du Plan d'investissements prioritaires du G5 Sahel, ainsi que la stratégie régionale pour la sécurité et le développement des États du G5-Sahel.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui institutionnel, LuxDev a mis en place dès 2017 une équipe d'assistance technique en appui au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement et aux services déconcentrés et décentralisés. Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, cinq assistants techniques appuient le niveau central (dont quatre internationaux), et six assistants techniques nationaux appuient les directions régionales et les collectivités territoriales, couvrant ainsi tout le pays, excepté la région de Diffa où le travail de terrain est impossible en raison de l'insécurité.

Un mécanisme commun de financement a été mis en place par l'État nigérien. Il permet désormais de canaliser les fonds des partenaires étrangers et de l'État nigérien dans une démarche commune et cohérente avec les politiques nationales. En sus du Luxembourg, du Danemark, de l'Union européenne et des Pays-Bas, dont les contributions sont gérées par LuxDev et canalisées via le mécanisme commun de financement pour leur mise en œuvre par l'État (ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement) dans le respect des procédures nationales, l'État contribue depuis 2017 au mécanisme commun de financement et, depuis 2020, l'UNICEF y a également inscrit sa contribution.



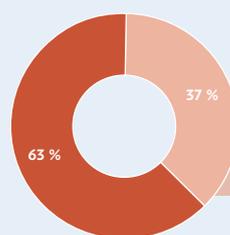
# NIG/026 • NIG/703 • NIG/802

**NIG/026**

**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT – PHASE III (PASEHA-3)**

Durée du projet

	2016	2017	2018
2019	2020	2021	2022



Budget total

68 573 296 EUR

■	Gouvernement luxembourgeois	
	42 861 127 EUR	
□	Coopération danoise	
	25 712 169 EUR	

**NIG/703**

**SOUTIEN AU PROGRAMME SECTORIEL EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (PASEHA 3)**

Durée du projet

	2020	2021	2022
--	------	------	------

Budget

15 000 000 EUR

Pays-Bas

**NIG/802**

**SOUTIEN AU PROGRAMME RÉGIONAL D'URGENCE D'AMÉNAGEMENT D'INFRASTRUCTURES DE PROXIMITÉ DU G5 SAHEL, COMPOSANTE HYDRAULIQUE ET ASSAINISSEMENT (PILIER 1) POUR LES ZONES NORD TILLABÉRI ET OUEST TAHOUA AU NIGER, DANS LE CADRE DU PROSEHA**

Durée du projet

	2020	2021	2022
--	------	------	------

Budget

8 000 000 EUR

Contribution du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne



## PROGRAMMES D'APPUI AU SECTEUR EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

### OBJECTIF GLOBAL

**GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER  
UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU (OBJECTIF 6  
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2030)**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- contribuer à assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous les usagers de l'espace rural et semi-urbain ;
- contribuer à l'amélioration de l'accès des populations aux services d'eau et d'assainissement (programme sectoriel de l'eau et de l'assainissement, phase I - 2016 - 2020) pour 750 000 personnes additionnelles en cinq ans.

### Programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité du G5 Sahel

## 2

Recrutement et mobilisation des maîtres d'œuvre dans les deux régions (Tillabéri et Tahoua).



Lancement officiel du Programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité du G5 Sahel qui vise à améliorer les conditions de vie des populations frontalières.

## 217

Les travaux de latrines publiques dans les écoles, les centres de santé et les lieux publics ont déjà été achevés dans les deux régions (Tillabéri et Tahoua), et l'objectif de 217 latrines a été atteint dès le 31 décembre 2020.

## 29 000

Au 20 février 2021, la mise en œuvre du Programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité du G5 Sahel a déjà permis de réaliser 29 forages, réhabiliter 14 mini adductions d'eau potable et huit puits pastoraux dans les régions de Tillabéri et de Tahoua, ce qui a permis de rétablir le service d'eau potable pour 29 000 personnes.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de l'accès universel, équitable et à un coût abordable, à l'eau potable en milieu rural ;
- amélioration de l'accès universel, équitable et à un coût abordable, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats en milieu rural ;
- amélioration de la connaissance, du suivi et de la protection des ressources en eau ;
- amélioration de la gouvernance, du renforcement des capacités nationales et de la participation citoyenne du secteur ;
- amélioration des capacités et systèmes de planification et de gestion administrative et financière du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement tout en assurant l'intégration des principes de la gestion axée sur les résultats ;
- renforcement des dispositifs de coordination sectorielle en vue de les rendre pérennes et opérationnels ;
- amélioration de l'accès à l'eau pour tous les usagers de l'espace pastoral.

## FAITS MARQUANTS\*

**39 000**

Le mécanisme commun de financement a déjà contribué à construire 120 adductions d'eau potable depuis le début de sa mise en œuvre, ce qui correspond à 39 000 ménages nouvellement desservis en services basiques d'eau potable.

**1 150**

Dans le secteur de l'hygiène et de l'assainissement, 1 150 infrastructures (latrines publiques) ont été réalisées via le mécanisme commun de financement dans les écoles, les centres de santé et les lieux publics.

**114**

Dans le secteur de la gouvernance, 114 plans locaux en eau et assainissement ont été réalisés et financés par le mécanisme commun de financement : il s'agit de plans triennaux communaux priorisant les besoins d'investissements.



Création et opérationnalisation du mécanisme commun de financement, mécanisme financier multibailleurs fonctionnant selon les principes de l'approche programme et basé sur les procédures nationales, avec des contributions de l'État et des bailleurs de fonds (à date : Grand-Duché de Luxembourg, Royaume de Danemark, Royaume des Pays-Bas, Union européenne et UNICEF). Les contributions financières sont versées dans un compte du trésor public nigérien et le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement est responsable de la mise en œuvre dans le cadre de son Programme sectoriel eau hygiène et assainissement (PROSEHA 2016-2030).



Mise en place d'une démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences qui a permis de doter le Ministère d'un plan de formation triennal (2020-2022) et d'un plan de gestion des carrières.

**94**

Les interventions dans le secteur de l'hydraulique pastorale via le mécanisme commun de financement ont également permis de réaliser 83 puits cimentés et 11 stations de pompage pastorales. Ces réalisations sont accompagnées par une intermédiation sociale qui a débouché sur la signature de 105 accords sociaux destinés à éviter les conflits autour de ces nouveaux points d'eau.

**787**

Les animations d'intermédiation sociale ont permis de toucher 660 villages et ont permis à 127 villages de mettre fin à la défécation à l'air libre.

\* Liste non exhaustive



# NIG/027

## PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS DE LA CHAÎNE DES DÉPENSES PUBLIQUES DES RÉGIONS DE AGADEZ, DIFFA, TAHOUA ET ZINDER

Depuis 2014, le Luxembourg a développé une opération d'appui à la chaîne de la dépense publique dans la région de Dosso. Cet appui a permis de tester le renforcement des capacités ciblé sur les acteurs de la chaîne de la dépense publique dans une région et de construire et équiper des bâtiments adaptés aux services des finances publiques. Le modèle d'intervention étant potentiellement reproductible dans les autres régions et suite à une sollicitation de la part du ministère des Finances nigérien, le projet NIG/027 a vu le jour. Il prévoit un appui auprès des services techniques déconcentrés du ministère des Finances, visant les directions régionales du Budget, les trésoreries régionales et les services régionaux de contrôle des marchés publics et des engagements financiers. Il contribuera au renforcement des capacités de ces acteurs dans les quatre régions d'intervention et permettra de construire, à Zinder, un complexe abritant les acteurs de la chaîne de la dépense publique régionale.

### OBJECTIF GLOBAL

**CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES ET DE L'EFFICACITÉ DE LA CHAÎNE DES DÉPENSES EN RENFORÇANT LE DISPOSITIF DE PRÉPARATION, D'EXÉCUTION, DE SUIVI ET DE CONTRÔLE AINSI QUE LES CAPACITÉS DES PRINCIPAUX SERVICES ÉVOLUANT DANS CE DOMAINE**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la performance de la chaîne de la dépense publique dans les régions d'Agadez, Diffa, Tahoua et Zinder.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration des conditions de travail des services techniques déconcentrés du ministère des Finances avec notamment des appuis pour la construction et la réhabilitation d'infrastructures, l'acquisition d'équipement et de moyens roulants ;
- renforcement des capacités organisationnelles et techniques des services régionaux du ministère des Finances ;
- appuis au bénéfice des services techniques déconcentrés des ministères sectoriels partenaires de la Coopération luxembourgeoise ainsi que des cadres des collectivités territoriales concernés par le volet financier des réformes sur la décentralisation ;
- appui au niveau national au bénéfice des responsables de programmes des ministères sectoriels partenaires de la Coopération luxembourgeoise afin qu'ils puissent jouer pleinement le rôle qui leur est attribué par les textes ayant adopté les dispositions du budget programme.

 Budget

2 717 179 EUR

Durée du projet

2019	2020	2021	2022
------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*



Lancement des marchés relatifs à :

- un avenant à la construction du bâtiment de Zinder ;
- la construction du bâtiment pour le contrôleur financier de Diffa ; et
- la réhabilitation des bâtiments au profit des services déconcentrés du ministère des Finances dans les régions de Agadez et Dosso.



Élaboration et signature d'une convention de financement pour la délégation des fonds au ministère des Finances pour la mise en œuvre d'une partie des activités prévues, à savoir le diagnostic des services déconcentrés du ministère des Finances dans les quatre régions, la construction/réhabilitation de bâtiments et l'équipement des services techniques.



Réalisation d'un diagnostic et d'un plan de formation en vue du renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de la dépense publique dans les régions de Agadez, Diffa, Tahoua et Zinder.



Démarrage et mise en œuvre, en collaboration avec l'École nationale d'administration du Niger, des formations au bénéfice des cadres du ministère des Finances et d'autres ministères sectoriels au niveau central (sept modules prévus).



Acquisition de quatre véhicules pour les quatre services régionaux de contrôle financier.



Réalisation d'un inventaire des besoins en équipement des différents services techniques déconcentrés du ministère des Finances dans les quatre régions d'intervention.



Démarrage de la construction du bâtiment de Zinder devant abriter les trois services de la chaîne de la dépense au niveau régional et réhabilitation de l'électricité à la direction régionale du Budget de Diffa.

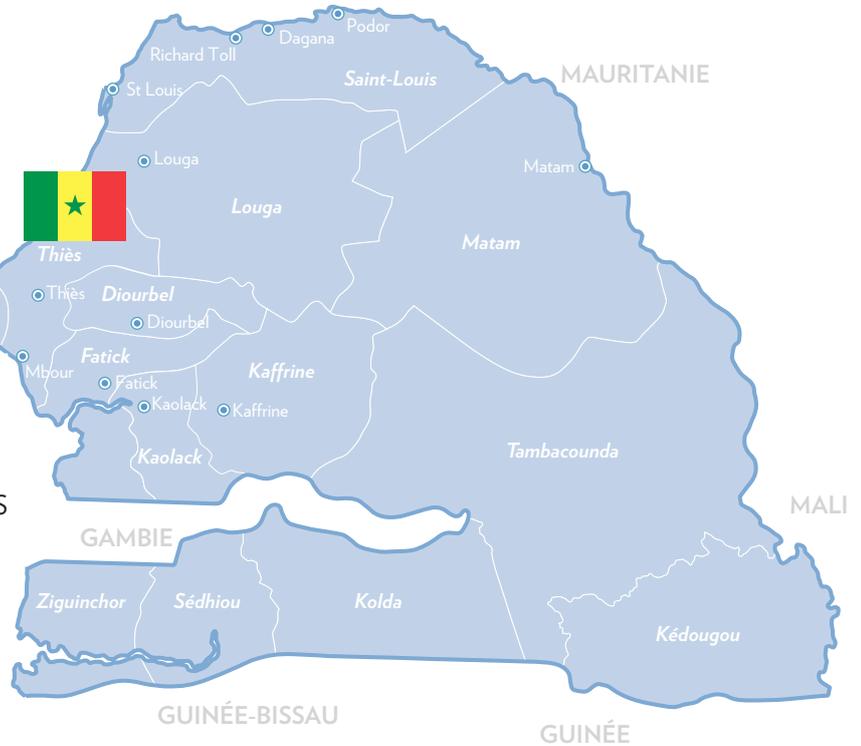
\* Liste non exhaustive



# SÉNÉGAL



DAKAR



# 3

→ 58 COLLABORATEURS AU SÉNÉGAL

PROJETS EN EXÉCUTION

## 13,50 %

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

17,52 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2021

Déboursements

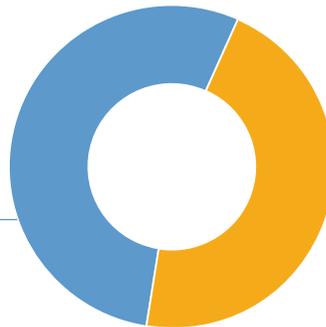


Distribution des déboursements par secteurs



## 54 %

ÉDUCATION - FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES



54 %



46 %



Ce programme entend accompagner le secteur de la santé et de l'action sociale dans l'amélioration de l'accès à des services de soins de qualité, efficaces et équitables.

**OBJECTIF GLOBAL**

**AU NIVEAU SECTORIEL, L'OBJECTIF GLOBAL EST DE CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ DES POPULATIONS DE LA ZONE DE CONCENTRATION OPÉRATIONNELLE, EN PARTICULIER LES PLUS VULNÉRABLES**

**OBJECTIF SPÉCIFIQUE**

Renforcer le système de santé et de protection sociale dans le but d'améliorer l'accès des populations, en particulier les plus vulnérables, à des services de soins de qualité, efficaces et équitables.

**AXES DE MISE EN ŒUVRE**

Les interventions du programme ont pour priorité la santé de la mère et de l'enfant et se déploient autour de quatre axes majeurs :

- le renforcement de l'offre de services au niveau des districts ;
- le renforcement de l'offre de services au niveau des hôpitaux ;
- le renforcement de l'assurance maladie et des autres mesures de protection sociale ;
- l'amélioration de la gouvernance sectorielle.



## Durée du projet

2018	2019	2020
2021	2022	2023

## Budget

27 500 000 EUR

## FAITS MARQUANTS\*

12

ambulances médicalisées ont été acquises pour les services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) dans le cadre de la déconcentration/décentralisation du service d'aide médicale urgente (SAMU) national.



Les sièges des mutuelles de santé de Gossas, Fatick et Foundiougne ont été dotés d'équipements et de véhicules et l'unité départementale de l'Assurance maladie de Fatick a été inaugurée.



Des mini-plans de renforcement des capacités des services d'urgence des établissements publics de santé et des comités de développement sanitaire de Richard-Toll (région de Saint-Louis) et de Sokone (région de Fatick) ont été diagnostiqués et élaborés.

52

bourses de formation en médecine d'urgence, en anesthésie-réanimation ainsi que dans d'autres disciplines ont été octroyées aux médecins et aux professionnels paramédicaux, pour le renforcement de leurs compétences.

1

centre de formation par simulation médicale (centre d'enseignement) en soins et gestes d'urgence a été mis en place à Dakar.



Des actions de sensibilisation et de communication pour le changement de comportement (causeries, spots radios, émissions interactives) concernant les urgences, l'hypertension artérielle et le diabète ainsi que les mutuelles de santé ont été réalisées, au bénéfice des communautés.

1

antenne régionale du SAMU (centre de réception et de régulation des appels) a été équipée et est fonctionnelle à Touba (région de Diourbel).

3 millions EUR

de matériel médical ont été réceptionnés pour les hôpitaux (services de réanimation et d'accueil des urgences) et les centres de santé (unités d'accueil des urgences) de la zone d'intervention.

1

démarche de benchmarking collaboratif (apprentissage par les pairs) impliquant quatre hôpitaux (Saint-Louis, Matlaboul Fawzeini-Touba, Fatick et Kaolack) a été mise en place.

\* Liste non exhaustive



L'accès à la formation professionnelle et technique (FPT) au Sénégal demeure faible malgré les efforts consentis. La qualification des ressources humaines pour répondre aux attentes sociales des jeunes et des actifs est aujourd'hui un défi national qui doit être relevé.

### OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER, DANS LES ZONES NORD ET CENTRE DU SÉNÉGAL AINSI QUE DANS LA ZONE PÉRI-URBAINE DE DAKAR, AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU CAPITAL HUMAIN PAR UNE RÉPONSE APPROPRIÉE À LA DEMANDE ET AUX BESOINS SOCIOÉCONOMIQUES EN COMPÉTENCES

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

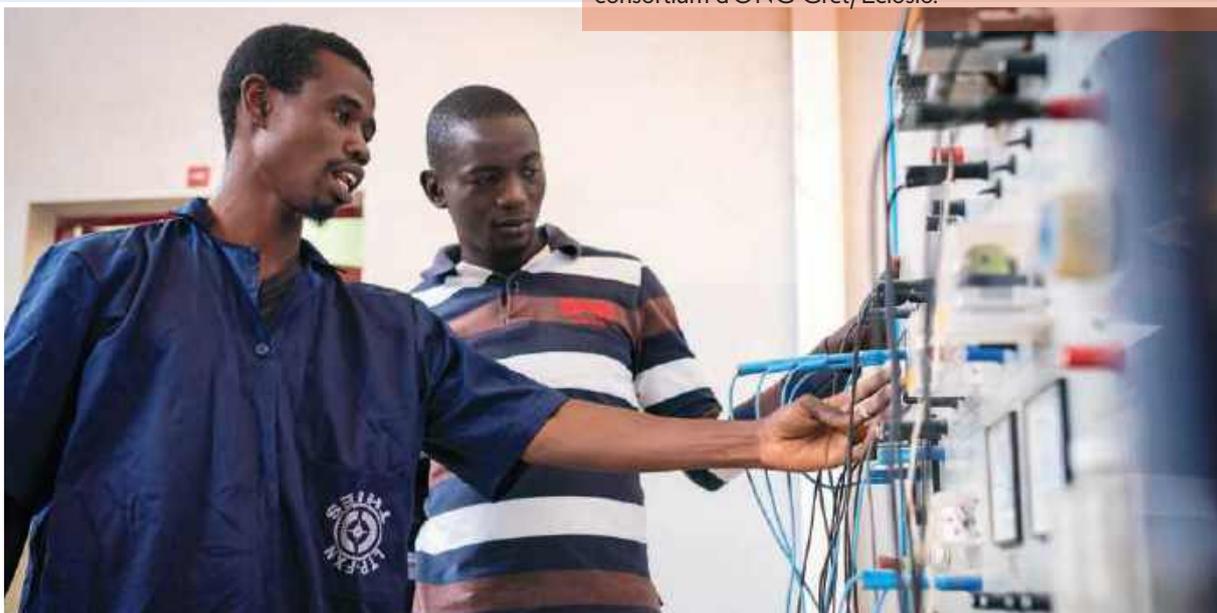
Renforcer le système de FPT afin de développer une offre adaptée aux besoins de l'économie, améliorant l'employabilité et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

Les interventions du programme ont, pour priorité, l'employabilité des jeunes de 15 à 25 ans et se déploient autour de quatre axes :

- le développement de l'accès à la FPT ;
- l'amélioration de la qualité des offres de FPT ;
- l'insertion socioprofessionnelle des jeunes ;
- la gouvernance sectorielle.

NB : Le 3<sup>e</sup> axe est développé en collaboration avec le consortium d'ONG Gret/Eclosio.



## Durée du projet

2018	2019	2020
2021	2022	2023

## Budget

30 723 850 EUR

## FAITS MARQUANTS\*

181

maîtres d'apprentissage et 431 formateurs des centres de formation professionnelle des zones nord et centre ont été sélectionnés, équipés et formés à la pédagogie.

9

unités mobiles de formation ont été déployées dans les zones enclavées et des formations dans les domaines des TIC, de l'industrie et de l'agroalimentaire ont débuté.

24

nouveaux projets de formation-insertion ont été financés et recentrés sur les priorités des territoires. De plus, les filières prioritaires ont été identifiées.

1

étude sur le secteur des TIC au Sénégal a été réalisée en préparation des missions du Centre de référence des métiers du numérique.

1

projet d'établissement a été révisé pour le lycée de Thiès, qui avait été construit et équipé en 2007 par le Grand-Duché de Luxembourg (SEN/016).

1 649

jeunes ont été formés via les dispositifs des projets de formation-insertion de courte durée (3 à 9 mois) et via les dispositifs nationaux de financement de la formation professionnelle, dont 78 jeunes formés au codage (*convention Sonatel Academy*) et 77 autoentrepreneurs formés en agroécologie.

1

guide de *benchmarking* (apprentissage par les pairs) entre établissements de formation professionnelle et technique de la zone d'intervention a été élaboré.

1

lettre de politique sectorielle de développement a été élaborée pour le ministère en charge de la formation professionnelle et est en cours de validation.

1

stratégie nationale d'insertion professionnelle est en cours de validation.



Les cellules d'appui à l'insertion des lycées techniques de la zone d'expérimentation ont été renforcées, en partenariat avec l'ONG ADA et des ateliers spécifiques au suivi de l'insertion des sortants ont été organisés.

\* Liste non exhaustive



EL HADJI TOUNKARA | BÉNÉFICIAIRE DU PROJET

## SEN/032

### FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE ET EMPLOYABILITÉ

**El Hadji Tounkara s'exprime à propos de l'appui dont il a bénéficié pour se lancer dans l'horticulture et développer son projet entrepreneurial.**

Le programme SEN/032 a conclu un partenariat avec l'ONG ADA afin de faciliter l'insertion socioprofessionnelle et l'employabilité de jeunes issus des systèmes formels et informels de la zone centre du Sénégal pour un montant de 553 930 EUR. ADA, en partenariat avec l'incubateur Jokkolabs et l'institution de microfinance UIMCEC (Union des institutions mutualistes communautaires d'épargne et de crédit), fournit un accompagnement technique, entrepreneurial et financier aux jeunes intéressés par les métiers de l'agriculture selon les pratiques agroécologiques et la transformation alimentaire. Cette action de ADA complète celles menées par le consortium Gret/Eclosio visant à soutenir plus de 700 jeunes dans leur projet de développement ou de création d'entreprise.

« Je m'appelle El Hadji Tounkara, j'habite à Sokone, dans la région de Fatick. J'ai 27 ans. J'ai suivi un parcours académique classique. J'ai obtenu mon BAC en 2017 et je me suis ensuite inscrit à AFI – l'Université de l'entreprise à Dakar. Durant cette année, j'ai remarqué que de nombreux étudiants étaient en recherche d'emploi.

De mon côté, j'avais une opportunité d'emploi au sein de mon village, alors pourquoi ne pas l'exploiter ? Cette opportunité, c'est une terre, c'est l'agriculture. Je suis né et j'ai grandi dans ce milieu en effectuant les travaux champêtres. C'est ainsi que j'ai décidé d'investir dans l'horticulture pendant mon temps libre et d'exploiter la terre comme beaucoup d'autres l'ont fait avant moi.

Même si j'avais vu faire nos mamans durant la saison des pluies, je n'avais toutefois pas beaucoup d'expérience dans l'horticulture. Pendant deux ans, je me suis donc débrouillé sans formation, sans appui, juste par passion. J'ai commencé à exploiter ma parcelle. L'association AJIR Niombato<sup>1</sup> m'a alors parlé d'une formation en agroécologie qu'elle délivre dans sa ferme-école. Je me suis inscrit pour y participer car j'estime que quoi que tu fasses, il est important d'avoir une formation. Auparavant, j'avais des lacunes, je commettais des erreurs sans le savoir mais grâce à cette formation, j'en fais de moins en moins.

À l'université, j'étais en informatique et réseaux mais à un moment donné, je me suis laissé inspirer par l'histoire de Thione Niang<sup>2</sup> et d'autres personnes. J'ai eu l'ambition de créer une entreprise, d'employer des jeunes, de participer à l'autosuffisance alimentaire, de contribuer à réduire le chômage. C'est ça, mon objectif. C'est pourquoi je mets tout en œuvre pour augmenter ma production et mon espace de culture afin de pouvoir employer des jeunes à mon tour. C'est la raison d'être de mon entreprise, Tounkara Agro-production.

1 AJIR Niombato : Association pour la jeunesse et l'initiative rurale – Sokone, Fatick – Organisation de la Société civile appuyée par le Programme SEN/032

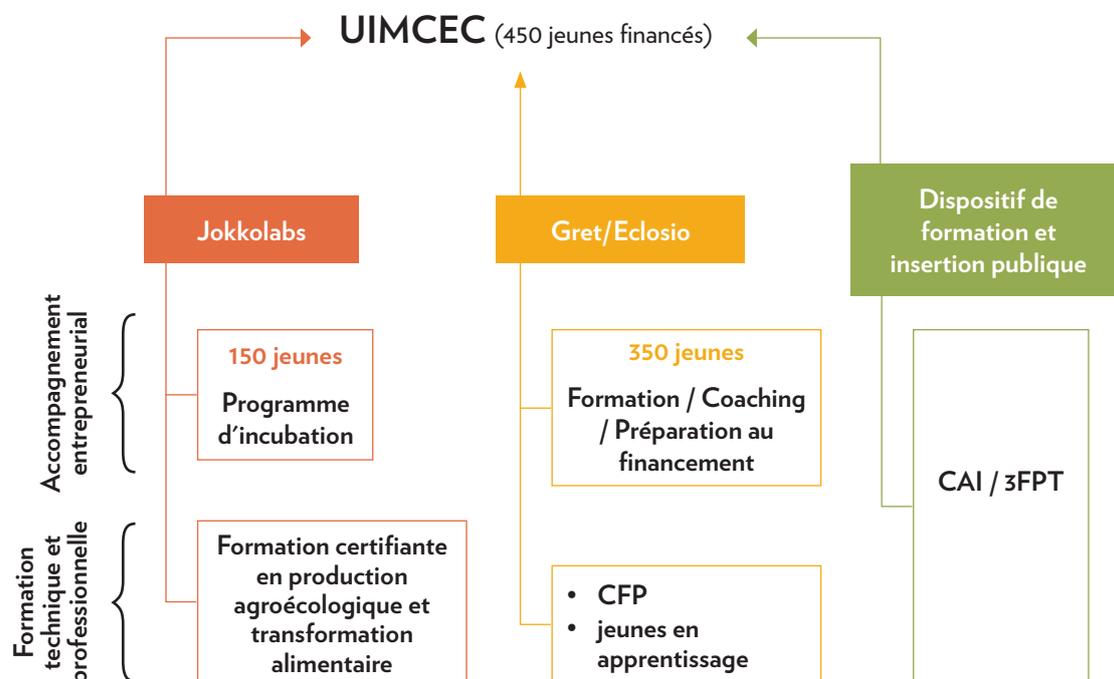
2 Thione Niang est un Afro-Américain d'origine sénégalaise qui a participé aux deux campagnes présidentielles de Barack Obama. Entrepreneur social et conférencier international, il est également auteur.

## TÉMOIGNAGE

Lorsque j'ai appris l'entrepreneuriat à AFI – l'Université de l'Entreprise, ce fut comme une révélation. Ils m'ont montré le chemin : comment faire pour gagner de l'argent, pour être autonome, pour participer au développement de mon pays. D'ailleurs, je les remercie au passage d'avoir suscité cette vocation en moi.

Avec AJIR, j'ai bénéficié d'une formation théorique de six mois ainsi que d'une formation pratique et d'un stage de deux mois. Ensuite, j'ai été mis en contact avec la banque UIMCEC qui m'a octroyé un crédit de 1,5 million FCFA (2 286 EUR), remboursable sur un an. Entre septembre 2021 et février 2022, j'ai réalisé plus de 500 000 FCFA (762 EUR) de bénéfices sur les produits vendus. Mes revenus sont irréguliers, parfois faibles, mais je préfère être libre et travailler à mon propre compte.

À l'avenir, je compte diversifier mes activités avec l'aviiculture et l'arboriculture. J'envisage aussi éventuellement à transformer mes produits car le marché n'est pas toujours accessible et il arrive que les prix qui nous sont proposés ne soient pas bons. »



*Dispositif d'accompagnement du volet « insertion » du programme SEN/032, en partenariat avec ADA pour la formation et l'inclusion financière d'autoentrepreneurs*





# SEN/801

## DÉVELOPPER L'EMPLOI AU SÉNÉGAL : ACCÈS ÉQUITABLE À LA FORMATION PROFESSIONNELLE - ACEFOP

Le projet ACEFOP est la deuxième composante du programme Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ, en réponse aux objectifs du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne (UE), en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique. Le projet a bénéficié d'une phase additionnelle d'un an (juin 2021-juin 2022) et a été doté d'un complément de 54 406 EUR de fonds de l'UE, 150 000 EUR du Luxembourg et 250 000 EUR des Pays-Bas pour consolider les acquis du SEN/801 et jeter les bases de la *Team Europe Initiative* (TEI) dans le secteur de la formation professionnelle et technique. Le projet agit sur le continuum partant de la formation, du développement des compétences et conduisant à l'emploi par le biais de dispositifs d'insertion professionnelle.

### OBJECTIF GLOBAL

## PROMOUVOIR L'EMPLOI DES JEUNES PAR L'AMÉLIORATION DE L'OFFRE DE FORMATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA DEMANDE D'EMPLOI

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Élargir l'accès des jeunes à la formation professionnelle dans les régions sud et sud-est du Sénégal.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

Le projet se décline à travers trois composantes :

- augmentation de la quantité de l'offre en formation professionnelle conformément aux besoins socioéconomiques ;
- amélioration de la qualité des formations ;
- renforcement des dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle.



Ziguinchor – avril 2021 : tournage du film documentaire de clôture du projet sur les jeunes champions Tekki Fii

## Durée du projet

	2016	2017	2018
2019	2020	2021	2022

 **Budget** } Fonds fiduciaire d'urgence  
**19 454 406 EUR**

Coopération néerlandaise  **250 000 EUR**  
Coopération luxembourgeoise  **150 000 EUR**

## FAITS MARQUANTS\*

**3**

nouveaux centres de formation professionnelle ont été construits et équipés et sont désormais fonctionnels. Le centre de formation en agroalimentaire de Goudiry (région de Tambacounda), celui en industrie de Sédhiou et celui dédié aux métiers de la foresterie de Bounkiling (région de Sédhiou) ont tous ouvert leurs portes avec 960 places de formation supplémentaires pour la rentrée scolaire 2021.

**4**

référentiels de formation pour les métiers du Centre sectoriel de formation de Bounkiling et le document de projet de développement du centre ont été finalisés et sont en cours de validation par le ministère en charge de la formation professionnelle. Dans ce même établissement, la formation duale est expérimentée avec le soutien des Pays-Bas et un appui méthodologique de l'expertise suisse.

**745**

jeunes apprentis de la deuxième promotion ont été formés dans les unités de production artisanale et sur les modules « compétences de vie » et « entrepreneuriat ». Six-cent-quarante-quatre jeunes ont participé aux épreuves de certification et 613 ont reçu un certificat d'aptitude professionnelle ou un certificat professionnel de spécialisation, soit un taux de réussite de plus de 95 %.

**1 063**

jeunes ont été formés dans les dispositifs de projets de formation-insertion partant de la demande en compétences du secteur privé local.

**250 000**

personnes ont été touchées par la campagne d'information de proximité sur les opportunités offertes par la formation professionnelle et technique.

\* Liste non exhaustive



# KOSOVO



**4** → **17** COLLABORATEURS AU KOSOVO

PROJETS EN EXÉCUTION

**2,36 %**

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

**3,06 M EUR** MIS EN ŒUVRE EN 2021

Débursements



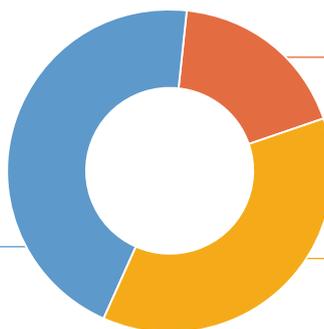
Distribution des déboursements par secteurs



**45 %**

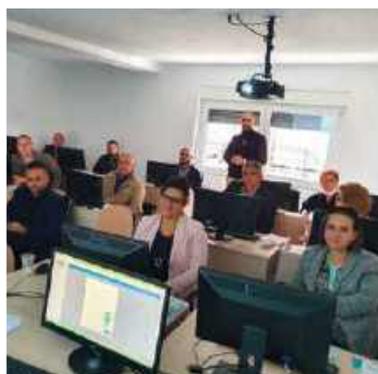
ÉDUCATION - FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

45 %



18 %

37 %



Le programme aide le ministère de la Santé à mettre en œuvre les initiatives de réforme des soins de santé. Il met l'accent sur les activités de renforcement des capacités du ministère et des établissements de soins de santé ciblés, tels que les hôpitaux généraux de Prizren et de Gjilan, les médecins traitants, les services cliniques des hôpitaux et des universités du Kosovo ainsi que les chambres des professionnels de la santé. Le 6 août 2021, l'Accord bilatéral entre le gouvernement de la République du Kosovo et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur le projet de coopération au développement KSV/017 a été ratifié par le Parlement du Kosovo. La phase d'extension, dont l'objectif global de développement est la contribution à la qualité des services de santé au bénéfice de la population du Kosovo, couvrira la période de juillet 2021 à décembre 2022. Le programme adopte une approche projet et est mis en œuvre par LuxDev en coopération avec le ministère de la Santé du Kosovo.

### OBJECTIF GLOBAL

## CONTRIBUER À LA QUALITÉ DES SERVICES DE SANTÉ AU BÉNÉFICE DE LA POPULATION DU KOSOVO

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer les capacités de planification, de leadership et de gestion des acteurs de la santé.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités du ministère de la Santé à s'acquitter de ses fonctions et responsabilités ;
- amélioration de la performance et de la qualité des services de santé dans le secteur public ;
- utilisation effective, dans les sites pilotes, du Système d'information de santé intégré, tel qu'il est mis en place et fonctionnel dans toutes les institutions de santé publique.



### FAITS MARQUANTS\*

- 54 } nouveaux internes du programme de formation de spécialistes en médecine familiale ont réussi l'examen final et sont devenus spécialistes en médecine familiale. Ainsi, le nombre total de spécialistes en médecine familiale au Kosovo depuis 2000 s'élève à 835 (ce qui correspond à 93% de la norme internationale de 1 médecin en médecine familiale pour 2 000 habitants).
- 2 } « lettres d'entente » pour des échanges professionnels et des formations cliniques pour plus de 400 professionnels de la santé ont été signées entre l'hôpital général Gjilan et l'hôpital général Murska Sobota de Slovénie ainsi qu'entre l'hôpital général Prizren et l'hôpital général Izola de Slovénie.
- ✓ } Confirmation du renforcement des capacités de direction et de gestion de la Chambre des médecins du Kosovo grâce à l'organisation des troisièmes élections indépendantes du Président et de l'Assemblée.

 Budget

9 700 000 EUR

Durée du projet

2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022

- ✓ } Gestion réussie de la pandémie de COVID-19 par le ministère de la Santé et les hôpitaux généraux de Gjilan et Prizren.
- ✓ } Adoption et approbation, par le gouvernement du Kosovo, de 15 lois du programme législatif du ministère de la Santé.
- ✓ } Élaboration du « Plan de développement institutionnel 2022-2026 » pour les hôpitaux généraux de Gjilan et Prizren.
- ✓ } Finalisation, par le département juridique, de neuf instructions administratives soumises à l'approbation du cabinet des ministres. Une assistance a été fournie pour l'organisation de 75 ateliers avec la participation de plus de 400 employés du ministère de la Santé et d'autres institutions de soins de santé pour l'élaboration de tous les documents juridiques.
- ✓ } Élaboration du « Plan de ressources humaines 2022- 2030 » pour les hôpitaux généraux de Gjilan et Prizren.
- 23 } panneaux d'identification des bâtiments hospitaliers et panneaux de direction installés dans les hôpitaux généraux de Gjilan et Prizren.
- ✓ } Rénovation (toujours en cours) de deux services hospitaliers (pneumologie à l'hôpital général de Gjilan et chirurgie à l'hôpital général de Prizren), comptant environ 70 lits au total. L'objectif est de moderniser les bâtiments et les zones de service afin d'offrir un certain niveau de confort aux personnes hospitalisées ainsi que des chambres doubles avec toilettes privées.
- 24 } ateliers pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des prestations des services ont été organisés pour plus de 200 prestataires de soins de santé dans les hôpitaux généraux de Gjilan et de Prizren.
- 25 } ordinateurs portables ont été remis à des prestataires de soins de santé dans des services sélectionnés des hôpitaux de Gjilan et de Prizren afin d'améliorer leurs connaissances et leurs compétences grâce à des formations virtuelles et au suivi de la mise en œuvre des procédures opérationnelles standard.
- ✓ } Amélioration de l'organisation des services de santé à travers la standardisation des processus de travail (cliniques et administratifs) selon les normes internationales.
- 63 } médecins de l'hôpital général de Prizren, de l'hôpital général de Gjilan et des services cliniques de l'hôpital universitaire du Kosovo ont terminé avec succès une formation de quatre mois en radiologie sur l'utilisation de la tomographie informatisée et l'interprétation des scans. La formation a été accréditée par la Chambre des médecins.
- 22 } médecins des services de pneumologie des hôpitaux généraux de Gjilan et Prizren ont été formés à la spirométrie. La formation a été accréditée par la Chambre des médecins.
- 8 } cardiologues et 12 neurologues des hôpitaux généraux de Gjilan, Prizren et Prishtina ont reçu une formation de quatre mois sur l'échographie-doppler des vaisseaux sanguins et ont commencé immédiatement à fournir des services aux patients dans leurs hôpitaux respectifs, avec le doppler fourni par le projet.

\* Liste non exhaustive



# KSV/019

## ASSISTANCE TECHNIQUE DANS LE CONTEXTE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE DU KOSOVO

Le projet prévoit essentiellement la mise en place d'un mécanisme de renforcement des capacités humaines visant à améliorer les capacités des ministères de tutelle impliqués dans la mise en œuvre du processus d'intégration à l'Union européenne, en particulier ceux concernés par les neuf chapitres de l'accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et le Kosovo identifiés par le projet.

Le ministère de l'Intégration européenne est chargé de la mise en œuvre du projet (mise en œuvre nationale). Le mécanisme de renforcement des capacités des ressources humaines est financé à la fois par le Luxembourg et la Norvège.

### OBJECTIF GLOBAL

**CONTRIBUER AUX EFFORTS DÉPLOYÉS PAR LE KOSOVO POUR SATISFAIRE AUX EXIGENCES DE L'ACCORD DE STABILISATION ET D'ASSOCIATION CONCLU AVEC L'UNION EUROPÉENNE AINSI QU'AUX AUTRES OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA NÉCESSITÉ DE SE CONFORMER AUX ACQUIS COMMUNAUTAIRES DE L'UE**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- renforcer durablement les ressources humaines de l'administration du Kosovo dans les secteurs clés de la législation européenne ;
- contribuer à assurer le soutien du public au processus de l'accord de stabilisation et d'association.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- mise en place d'un fonds de formation et d'assistance technique ;
- communication efficace des thèmes clés du processus d'intégration dans le cadre des efforts conjoints avec le ministère de l'Intégration Européenne et les autres donateurs.



 Budget

2 000 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021	2022	2023
------	------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*



Élaboration d'un code de gouvernance d'organisation.



Certification au niveau international des réseaux policiers.



Première élaboration d'une législation sur le secret commercial.



Développement de manuels pour surveiller la mise en œuvre des recommandations des médiateurs et les violations des Droits de l'homme.



**100**  
Formation de plus de 100 fonctionnaires à différents sujets (suivi et évaluation, surveillance du marché de l'acquis communautaire et conformité des produits, reconnaissance mutuelle des biens, etc.).



Renforcement des capacités pour la mise en œuvre pratique de la législation sur les professions réglementées, sur base des meilleures pratiques des États membres de l'Union européenne (chapitre 3: liberté d'établissement et libre prestation de services).

\* Liste non exhaustive



# KSV/020

## APPUI À LA RÉFORME DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE AU KOSOVO

Le programme représente la deuxième phase du soutien à la réforme en cours de l'enseignement et de la formation professionnels au Kosovo. Le projet vise à poursuivre la réforme promue par son prédécesseur (KSV/015), en étendant l'intervention au secteur de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels au niveau national et en aidant à la restructuration du système national de gouvernance de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels.

LuxDev met en œuvre le projet en coopération avec le ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (MESTI).

### OBJECTIF GLOBAL

## SOUTENIR LA CRÉATION D'UNE MAIN-D'ŒUVRE TECHNIQUE PERTINENTE POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DU KOSOVO

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer le système d'enseignement et de formation professionnels ainsi que sa mise en œuvre.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- révision et renforcement de la politique, du système et de la législation en matière d'enseignement et de formation techniques et professionnels ;
- renforcement des institutions soutenues par le projet ;
- mise à niveau des systèmes d'information pour le secteur de l'enseignement et de formation techniques et professionnels.



 Budget

8 500 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*

**14**

Développement/mise à jour de 14 ensembles de qualifications des profils soutenus dans les écoles d'enseignement et de formation professionnels sélectionnées, à savoir : quatre profils techniques, quatre profils de santé et six profils de technologies de l'information et de la communication.

**70**

Renforcement des connaissances et capacités de 70 fonctionnaires du MESTI, des municipalités et du personnel de l'Agence pour l'enseignement et la formation professionnels et l'éducation des adultes (AVETAE) grâce aux formations dispensées par le projet en matière :

- d'information sur le marché du travail ;
- d'évaluation des besoins en compétences et en connaissances ;
- de liaison avec l'industrie,
- d'autonomie et de responsabilité des écoles ;
- de suivi et de promotion de l'alignement des institutions d'enseignement et de formation professionnels sur le marché du travail.

**46**

Augmentation du taux d'inscription des étudiants dans les profils techniques sous-représentés grâce à l'octroi de 46 bourses d'études fondées sur le mérite, aux étudiants des écoles d'enseignement et de formation professionnels soutenues.

\* Liste non exhaustive



# KSV/801

## APPUI DE L'UNION EUROPÉENNE À L'ENSEIGNEMENT ET À LA FORMATION PROFESSIONNELS, À LA REQUALIFICATION PROFESSIONNELLE ET À LA PROFESSION

Le programme répond entièrement aux exigences de l'instrument d'aide de pré-adhésion de l'Union européenne et est pleinement aligné sur la stratégie principale du gouvernement du Kosovo et du MESTI, elle-même décrite dans le Plan stratégique pour l'éducation du Kosovo 2017-2021, basé sur la stratégie nationale de développement 2016-2020. Le projet est également aligné sur les politiques du Kosovo portant sur l'intégration européenne. Les objectifs principaux du projet consistent d'une part, à améliorer la structure, la performance et la mise en œuvre du système d'enseignement et de formation professionnels et, d'autre part, à promouvoir une éducation inclusive et de qualité ainsi qu'un apprentissage continu pour tous.

### OBJECTIF GLOBAL

## CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME D'ÉDUCATION ET DE FORMATION DE QUALITÉ, INCLUSIF ET RESPONSABLE, CONFORME AUX MEILLEURES PRATIQUES INTERNATIONALES

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la qualité et la pertinence des programmes d'éducation et de formation par rapport au marché du travail afin de faciliter la transition des étudiants de l'enseignement et de la formation professionnels de l'école vers le travail et d'améliorer l'employabilité des diplômés de l'enseignement et la formation professionnels.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- rendre la planification et l'offre de l'enseignement professionnel adaptées aux besoins des apprenants et des employeurs dans les écoles professionnelles sélectionnées ;
- mettre en place un système de suivi des diplômés dans l'enseignement et la formation professionnels initial et continu pour garantir la cohérence de l'employabilité des diplômés ainsi que la pertinence des compétences par rapport aux besoins du marché du travail ;
- mettre en place et rendre opérationnels les dispositions et outils liés à la reconnaissance des acquis dans les secteurs et professions en ayant le plus besoin, et utiliser ces dispositifs comme vecteur de promotion de l'emploi et des opportunités d'apprentissage continu pour des apprenants adultes.



 Budget } Union européenne  
2 000 000 EUR

Durée du projet

2020 2021 2022

## FAITS MARQUANTS\*



Présentation du travail réalisé lors d'événements nationaux sur l'enseignement et la formation professionnels, tels que le « Sommet de l'enseignement et de la formation professionnels » et « KoslCT », afin de renforcer les liens avec le secteur privé et promouvoir l'offre en matière d'enseignement et de formation professionnels.

50

Mise en place d'un outil national d'évaluation en ligne (système de test basé sur le cloud). La formation à l'outil a commencé en décembre 2021 et plus de 50 enseignants ont été formés en 2021.

50

Formalisation d'environ 50 partenariats avec des entreprises privées qui seront engagées dans les trois écoles sélectionnées.



Accord avec Senior Extern Service (SES) pour la livraison d'une formation de renforcement des capacités pour le profil d'installateur électrique. La formation a été finalisée avec huit enseignants des trois écoles sélectionnées.



Mise en place d'un groupe de travail sur les études de suivi composé du personnel du projet, du MESTI et du ministère des Finances, du Travail et des Transferts pour aider au processus du système national de suivi des diplômés.



Création d'un plan national pour les études de suivi fournissant une feuille de route complète et détaillée de la mise en œuvre de l'étude de traçage dans les institutions d'enseignement et de formation professionnels ainsi que dans les centres de formation professionnelle au Kosovo.



Création de la méthodologie et des instruments utilisés pour l'étude de traçage ainsi que de quatre lignes directrices, d'un plan de développement des capacités avec du matériel de formation et d'un plan de campagne de sensibilisation à l'étude de traçage.



Préparation d'un programme de formation impliquant le personnel concerné du MESTI, de l'Agence pour l'emploi du Kosovo (AERK), de l'AVETAE et des institutions d'enseignement et de formation professionnels pour soutenir la mise en œuvre de l'étude de traçage. Cette formation a été menée dans toutes les régions du Kosovo, impliquant plus de 200 parties prenantes.



Développement d'une plateforme en ligne – système d'information sur les études de traçage.



Formation des sept directeurs de centres de formation professionnelle sur la mise en œuvre et l'opérationnalisation de manuels.



Soutien à l'AERK dans le développement d'un module de système d'information pour faciliter l'opérationnalisation et le rapportage de la reconnaissance des acquis comme mesure active du marché du travail.

\* Liste non exhaustive



HALIT ZHIGOLLI | DIRECTEUR DE L'ÉCOLE TECHNIQUE SECONDAIRE  
« LUTFI MUSIQI » À VUSHTRRI

KSV/801

## APPUI DE L'UNION EUROPÉENNE À L'ENSEIGNEMENT ET À LA FORMATION PROFESSIONNELS, À LA REQUALIFICATION PROFESSIONNELLE ET À LA PROFESSION

### COMMENT VOTRE ÉCOLE A-T-ELLE GÉRÉ LE PROCESSUS D'APPRENTISSAGE DES ÉLÈVES DEPUIS L'APPARITION DE LA PANDÉMIE DE COVID-19? QUELS ÉTAIENT – ET SONT ENCORE – LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVER DANS CE CONTEXTE ?

La pandémie de COVID-19 a créé des défis sans précédent sur le plan économique, social et politique, et ce, dans le monde entier. Plus qu'une simple crise sanitaire, la pandémie a entraîné une crise éducative. Elle a en effet grandement perturbé le système éducatif, et les écoles d'enseignement et de formation professionnels du Kosovo ont rapidement dû répondre à cette situation.

Faire face aux effets de la COVID-19 dans les établissements d'enseignement et de formation professionnels nécessite l'implication de diverses parties prenantes. Ainsi, la gestion de notre école, et plus particulièrement le processus d'enseignement dans les conditions de pandémie, ont été mis en œuvre selon le protocole de la *Task Force* municipale, qui a lui-même été établi sur base du protocole du ministère de la Santé et de l'Institut de Santé du Kosovo. L'équipe de la *Task Force*, composée d'un comité de pilotage, de la direction ainsi que d'enseignants volontaires, a été mise en place au niveau de l'école.

Afin d'atténuer le risque d'interactions en face à face, les modalités d'apprentissage en ligne se sont particulièrement développées, soulevant de multiples défis : comment passer d'une salle de classe physique à une salle de classe virtuelle, comment dispenser l'enseignement en temps réel, comment soutenir le corps enseignant et les étudiants tout au long du parcours ? Un autre défi lié à la pandémie, et qui demeure aujourd'hui, concerne le système d'évaluation des étudiants durant l'apprentissage en ligne. Dans ce cadre, le projet a travaillé dur pour y apporter une solution et a commencé à mettre en œuvre un système de test basé sur le *Cloud*, qui permet de faire passer des tests et des évaluations à distance.

En tant qu'école, nous avons bénéficié d'un soutien sous différents angles. Le soutien de la direction municipale de l'Éducation a été solide, la coopération a été efficace, et l'approvisionnement en équipements anti-COVID-19 a été satisfaisant. L'appui de différentes organisations et de projets de donateurs en matière d'équipements et de formation au développement des capacités n'a pas manqué non plus.

## POUVEZ-VOUS NOUS PARLER DES DERNIÈRES RÉALISATIONS ET INNOVATIONS DANS VOTRE ÉCOLE ?

La coopération avec le projet KSV/801 nous a apporté de nombreux avantages. L'un des principaux concerne la possibilité d'offrir un enseignement et un apprentissage s'appuyant sur des programmes et du matériel actualisés. En effet, cet appui nous a permis d'enseigner en tenant compte des dernières normes industrielles et des exigences du marché du travail ce qui, à terme, permettra à nos étudiants d'augmenter leurs chances de trouver un emploi.

En outre, l'enseignement se déroule dans des salles équipées d'ordinateurs dernier cri, tandis que les étudiants et l'école bénéficient d'un soutien en ligne de la part de sociétés informatiques spécialisées. À cet égard, chaque étudiant dispose de son propre ordinateur lors des formations en ligne.

Par ailleurs, le concept de modèle d'entreprise a été introduit et mis en œuvre en tant que moyen nécessaire pour favoriser les collaborations avec le secteur privé. À travers la mise sur pied de conseils consultatifs industriels et de commissions industrielles, l'école collabore avec un certain nombre d'entreprises pour la mise en œuvre de pratique professionnelle dans les cursus et certaines entreprises accueillent nos étudiants comme stagiaires.

Enfin, les enseignants de notre école ont été formés, par le projet, à l'accompagnement de profils pertinents pour le marché de l'emploi.

## EN QUOI LA COLLABORATION AVEC LE PROJET KSV/801 BÉNÉFICIE-T-ELLE À VOTRE ÉCOLE ?

Le soutien apporté à notre école était axé sur :

- la mise en œuvre de l'approche du modèle d'entreprise ;
- la mise en place d'un nouveau mécanisme de calcul des coûts et d'un outil de suivi financier ;
- l'identification des besoins prioritaires pour le développement des capacités des enseignants dans les modules prioritaires ;
- l'identification des besoins en équipements pour les écoles soutenues ; et
- la promotion des liens avec le secteur privé.

Le projet a commencé à mettre en œuvre l'approche du modèle d'entreprise dans notre école en identifiant les lacunes en matière de partenariat et en promouvant des partenariats pour les profils soutenus, ainsi qu'en lançant les conseils consultatifs industriels et les commissions industrielles. Cette démarche a conduit à la formalisation d'environ 20 partenariats avec des entreprises privées qui seront engagées dans les organes industriels des écoles.

Le projet a également mené des activités de développement des capacités pour déployer l'unité de liaison industrielle. Comme son nom l'indique, cette unité vise à établir des relations avec les représentants de l'industrie afin de garantir l'alignement de l'offre d'enseignement et de formation professionnels sur les besoins du marché du travail.

En outre, le projet s'est engagé avec SES dans la fourniture d'une formation de renforcement des capacités pour le profil d'installateur électrique, pour lequel plusieurs enseignants de notre école ont été formés.

Enfin, le projet nous a permis d'optimiser la qualité de l'offre d'enseignement et de formation professionnels et nous a aidé à faciliter la coopération avec le secteur privé, ce qui constitue un grand avantage pour nos étudiants.

## POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE PLUS SUR LES ÉTUDES DE TRAÇAGE ET LE MODÈLE D'ENTREPRISE ?

Notre école entretient des contacts réguliers avec ses diplômés et assure le suivi de leurs résultats afin d'obtenir un retour d'information sur la planification des profils et de l'enseignement. Néanmoins, nous n'avons pas été en mesure de le faire de manière systématique, ce qui rend les données concernant la pertinence du système d'enseignement et de formation professionnels pour le marché du travail mais aussi pour les étudiants eux-mêmes peu fiables et pertinentes. Le soutien fourni par le projet se concentre sur le développement et la mise en œuvre d'un système de suivi des diplômés (étude de traçage) de manière systématique, dans toutes les écoles au niveau national, avec une utilisation minimale des ressources humaines. Le projet a également développé et mis en œuvre un programme de renforcement des capacités pour la gestion des études de traçage dans nos écoles. C'est le début d'un long chemin à parcourir pour créer cet outil très puissant qui pourra, à terme, fournir de précieuses informations pour évaluer les performances des diplômés sur le lieu de travail.

Le concept de modèle d'entreprise devient une solution évidente et un élément central des réformes nationales nécessaires pour rendre les établissements d'enseignement et de formation professionnels durables et autonomes. La mise en œuvre de ce concept nous a permis de développer des relations avec de nombreuses entreprises au sein desquelles nos étudiants peuvent effectuer des stages professionnels. Le projet nous a aidé à préparer les documents nécessaires, tels que les protocoles d'accord et les modèles de contrat, ainsi qu'à créer une stratégie de marketing pour notre école. Au vu du succès de ce concept, et pour soutenir davantage les collaborations avec les entreprises, la municipalité a fourni aux étudiants une assurance accident et des efforts sont en cours pour apporter une couverture financière et de transport aux entreprises afin de les encourager à accueillir nos étudiants comme stagiaires.

## QUELS SONT LES PLANS À COURT TERME ET À LONG TERME DE L'ÉCOLE ? COMMENT LE PROJET VOUS SOUTIENT-IL À CET ÉGARD ET COMMENT PEUT-IL VOUS SOUTENIR DAVANTAGE ?

Le plan global de l'école est bien sûr d'augmenter la qualité de l'offre d'enseignement et de formation professionnels, en alignement avec la demande du marché du travail. Le soutien du projet est crucial pour y parvenir.

En commençant par réviser et mettre à jour des programmes d'études, l'école pourrait améliorer l'apprentissage des profils actuellement demandés, tels que les métiers liés à la métallurgie, à la plomberie, au sanitaire, au chauffage à la climatisation ou encore à l'électricité. À cet égard, avec le soutien du projet, l'école pourrait compléter le processus d'apprentissage avec des laboratoires, des machines et de l'équipement modernes, qui manquent actuellement pour mener à bien la partie qui concerne les travaux pratiques des programmes d'études.

La collaboration avec le projet allant se poursuivre, nous aimerions aussi bénéficier de plus d'activités de développement des capacités, en particulier pour notre personnel enseignant.

Nous sommes convaincus qu'avec le soutien du projet et notre engagement, en tant qu'école d'enseignement et de formation professionnels, nous pouvons améliorer considérablement l'offre en la matière et répondre à la demande du marché du travail en apportant une main-d'œuvre qualifiée.

## TÉMOIGNAGE



*Formation à l'étude des traceurs*



*Formation des enseignants des écoles d'enseignement et de formation professionnels au processus d'évaluation numérique*

LUXEMBOURG  
DEVELOPMENT



injuve



MINISTERIO  
DE RELACIONES  
EXTERIORES

# Gobierno **Joven**

Con apoyo del Segundo Fondo Concursable del  
Gran Ducado de Luxemburgo para Organizaciones  
de la Sociedad Civil Salvadoreñas



# ELSALVADOR



1

→ 7 COLLABORATEURS AU SALVADOR

PROJET EN EXÉCUTION



0,25 %

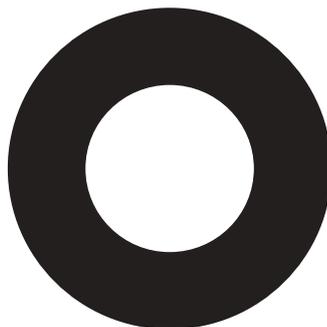
DU MONTANT TOTAL  
DES DÉBOURSEMENTS  
DE L'AGENCE

0,33 M EUR  
MIS EN ŒUVRE  
EN 2021

Distribution des déboursements par secteurs



100 %  
DIVERS





# SVD/024

## ACCOMPAGNEMENT ET SUIVI DES PROJETS DE COOPÉRATION BILATÉRALE AU SALVADOR

La coopération entre le Luxembourg et le Salvador a franchi en 2016 une nouvelle étape dans laquelle le Salvador exécute directement les projets financés par le Luxembourg. L'exécution nationale est un grand pas en avant en termes d'appropriation et d'alignement sur les politiques et stratégies nationales pour le gouvernement salvadorien. Cela peut également être un défi quant à la gestion orientée de résultats de développement, car il est nécessaire d'élaborer des cadres d'évaluation des performances et une meilleure gestion des ressources.

### OBJECTIF GLOBAL

**FOURNIR AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES LUXEMBOURGEOIS ET AUX INSTITUTIONS SALVADORIENNES RESPONSABLES DE L'EXÉCUTION DES PROJETS BILATÉRAUX, UN MÉCANISME D'ASSISTANCE TECHNIQUE CHARGÉ DE LA SUPERVISION ET DU SUIVI DE CES PROJETS**

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- établissement de mécanismes de suivi permettant aux institutions salvadoriennes d'améliorer leur gestion des projets bilatéraux et d'augmenter l'efficacité de sa mise en œuvre ;
- représentation de la Coopération luxembourgeoise au Salvador et liaison avec l'ambassade à Managua ;
- surveillance et soutien direct du Luxembourg au Salvador en se concentrant sur les aspects administratifs et financiers.

### FAITS MARQUANTS\*



Finalisation des rapports finaux.



Le projet s'est accompli de la tâche d'accompagnement soutenu auprès des projets FOCAP (Fonds commun d'appui programmatique) et FOSAL (Fonds de Coopération Sud-Sud et Triangulaire) pour appuyer leur approbation et leur mise en route.



Renforcement du thème prioritaire de la digitalisation des services, dans les interventions.

\* Liste non exhaustive

Budget

1 600 000 EUR

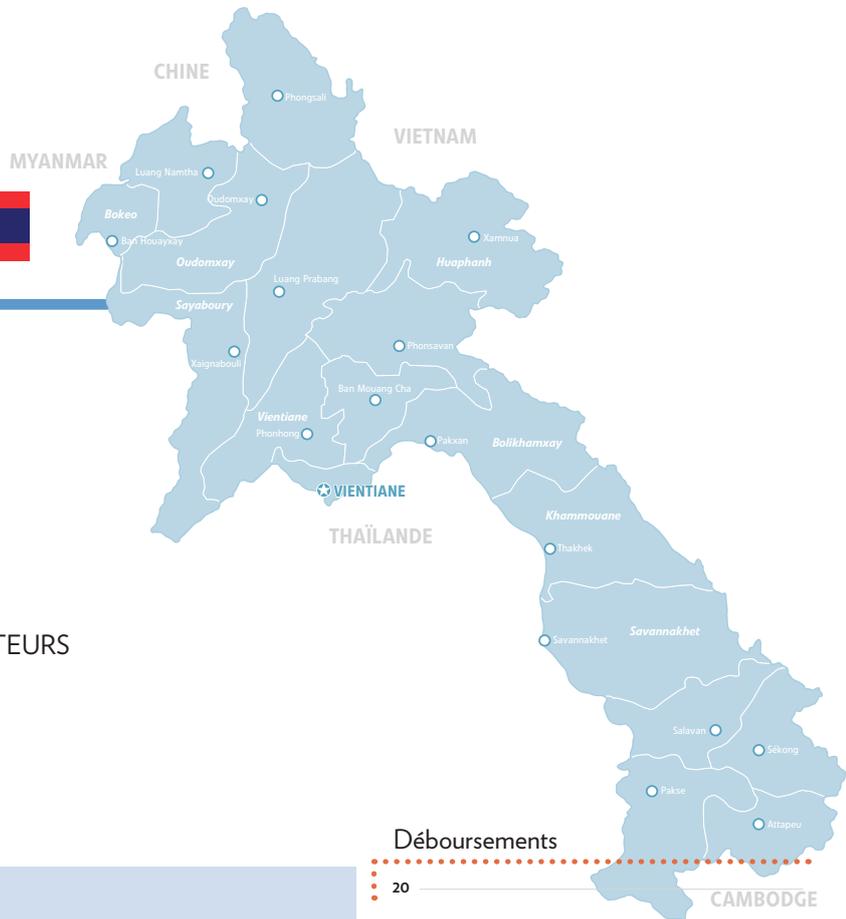
Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------	------





# LAOS



8

▶ 4 PROJETS EN FORMULATION

▶ 139 COLLABORATEURS AU LAOS

PROJETS EN EXÉCUTION

11,04 %

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

14,32 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2021

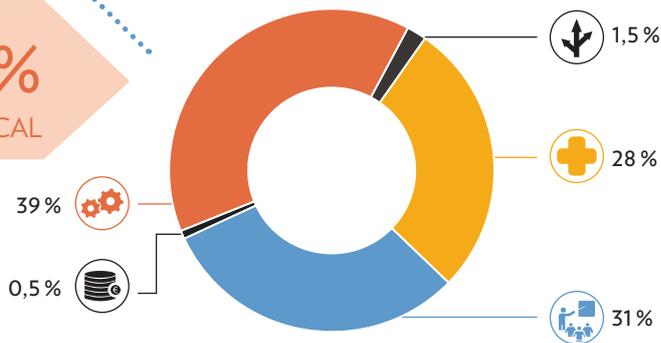
Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs



39 % DÉVELOPPEMENT LOCAL



Le Grand-Duché de Luxembourg soutient le secteur de la santé au Laos depuis le début de la coopération entre le Laos et le Luxembourg, fin 1997. Le programme LAO/027 se concentre sur le renforcement du système de soins de santé en accordant une attention particulière à la gouvernance, aux prestations de services et au développement du capital humain, avec pour objectif de faciliter la prestation de soins de santé efficaces et de qualité ciblant prioritairement le secteur de la santé de la mère et de l'enfant.

### OBJECTIF GLOBAL

**AMÉLIORER L'ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION DU LAOS EN METTANT L'ACCENT SUR LA SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE ET EN SE CONCENTRANT GÉOGRAPHIQUEMENT SUR LES TROIS PROVINCES CENTRALES**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Soutenir le ministère de la Santé dans la mise en œuvre de la réforme du secteur de la santé 2013-2025, en donnant la priorité à l'accès à des services de qualité en matière de santé maternelle, néonatale et infantile et en renforçant tous les niveaux de soins dans les trois provinces centrales de Bolikhamxay, Khammouane et Vientiane.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- établir le Fonds commun participatif comme mécanisme de base permettant de renforcer la contribution nationale au financement des activités prioritaires ;
- améliorer la performance des services de soins santé, en particulier ceux qui concernent la santé maternelle, néonatale et infantile au niveau du district ;
- fournir les conditions techniques appropriées pour soutenir la prestation de services de santé dans les provinces ciblées ;
- renforcer la gouvernance au sein du système de santé par une planification et une gestion consolidées des activités de soins provinciales.



	2014	2015	2016	2017
2018	2019	2020	2021	2022

36 356 147 EUR

## FAITS MARQUANTS\*

### 96 %

Le quatrième cycle de financement du Fonds commun participatif pour la gouvernance provinciale de la santé et la prestation de services en santé maternelle, néonatale et infantile a été mis en œuvre avec succès avec un budget total de 1 372 153 EUR pour les trois provinces et un déboursement proche de 96 %.

### 115

bourses ont été accordées au personnel de santé, dont 92 bourses à long terme, d'une durée de quatre mois à trois ans et 23 bourses à court terme, n'excédant pas trois mois. Plus de 60 % des bourses ont été attribuées à des femmes.



Valorisation de l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant par le biais de la promotion de l'accouchement assisté par du personnel qualifié et de l'amélioration des services, de l'accouchement de qualité en institution et de la santé néonatale et infantile, ainsi que par le soutien de la capacité de l'assurance maladie sociale à promouvoir l'accouchement gratuit et les soins curatifs pour les enfants de moins de cinq ans.



Achèvement réussi de travaux de construction et de rénovation, notamment, la construction d'une route d'accès praticable par tous les temps à l'hôpital de district de Pakkading dans la province de Bolikhamxay, la rénovation des départements de médecine générale et d'obstétrique de l'hôpital provincial de Khammouane et l'achèvement de l'évaluation et de la conception détaillée des travaux de rénovation et de modernisation de l'hôpital Maria Teresa dans la province de Vientiane. La sélection minutieuse de matériaux de construction durables et l'amélioration des pratiques sanitaires ont contribué indirectement à un environnement plus sûr.

### 3 810 000 EUR

En plus des 3 000 000 EUR fournis en 2020 pour les activités de préparation et de réponse d'urgence à la COVID-19 dans le cadre du MAE/020, un autre paquet d'intervention de 810 000 EUR a été mis en œuvre en 2021 par le programme LAO/027.

### 31

Renforcement de la connectivité et des formations à distance grâce à la plateforme de formation LuxNet installée au ministère de la Santé, au bureau national d'assurance maladie, à l'Université des Sciences de la Santé et sur différents sites de santé (3 hôpitaux provinciaux, 28 hôpitaux de district, départements de santé provinciaux et de district).

### 70

employés des bureaux d'assurance maladie provinciaux et de district ont été formés pour renforcer la capacité institutionnelle et la gouvernance des bureaux, au moyen du fonds la délégation et de la mise en œuvre, avec le bureau national d'assurance maladie.

### 19 011

accouchements ont été signalés dans les établissements de santé publique des trois provinces centrales (légère augmentation par rapport aux 18 035 accouchements de 2020), parmi lesquels 5 434 accouchements dans les hôpitaux provinciaux et 13 577 dans les hôpitaux de district. Environ 91 % étaient des accouchements par voie basse et 9 % des naissances ont eu lieu par césarienne.



Amélioration de la gestion et de la pratique des soins infirmiers grâce à la supervision interne des équipes de conseillers formateurs d'infirmières sages-femmes du LAO/027 dans les hôpitaux de Bolikhamxay et de Khammouane, y compris une supervision de soutien renforcée sur le terrain dans les hôpitaux de district et les centres de santé pour les soins de santé maternelle et infantile et la gestion des soins infirmiers.

\* Liste non exhaustive



LAO/029  
LAO/729

## COMPÉTENCES DANS LE SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE

Le tourisme est identifié comme un secteur prioritaire pour le Laos, facilitant sa transition d'une économie agricole à faible productivité vers une économie de services plus productive. C'est l'un des secteurs présentant un potentiel important de création de revenus pour les personnes issues de milieux défavorisés, qui ne bénéficient actuellement que marginalement de la croissance de ce secteur. Développer le tourisme et veiller à ce que les Laotiens puissent bénéficier pleinement de ses revenus directs et indirects et de ses opportunités d'emploi constitue une priorité pour le pays.

En outre, cette démarche est conforme à la vision et aux objectifs du 9<sup>e</sup> Plan national de développement socioéconomique 2021-2025, du Plan de développement de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels 2021-2025, du Plan

### OBJECTIF GLOBAL

**PROMOUVOIR UNE CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE  
DU SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE AU LAOS,  
CONTRIBUANT AINSI À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Développer, diversifier et améliorer la formation professionnelle et le développement des compétences en matière de tourisme et d'hôtellerie afin de donner aux individus formés, y compris les personnes issues de milieux défavorisés, l'opportunité de trouver un emploi rémunéré ou de poursuivre leur formation dans ce secteur.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- améliorer la qualité de l'enseignement professionnel et des programmes de développement des compétences dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie ;
- élargir et améliorer les activités liées au secteur du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que les programmes de formation professionnelle et de développement des compétences qui s'y rapportent ;
- veiller à ce que les personnes issues de milieux défavorisés soient incluses dans les programmes d'enseignement professionnel et de développement des compétences dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie ;
- établir une gouvernance ainsi qu'un cadre institutionnel et réglementaire propices à l'enseignement professionnel et au développement des compétences, notamment dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie.

## Durée du projet

	2016	2017	2018
2019	2020	2021	2022

## Budget LAO/029

7 853 000 EUR

## Budget LAO/729

7 853 000 EUR

Coopération suisse

de développement du travail et de la protection sociale 2021-2025, de la Stratégie nationale de croissance verte du Laos jusqu'en 2030 et de la Feuille de route pour le redressement du tourisme laotien COVID-19 2021-2025.

Le Luxembourg et la Suisse ont uni leurs forces et se sont associés au gouvernement du Laos et à d'autres acteurs clés pour mettre en œuvre ce projet qui favorise une croissance inclusive à travers l'amélioration de la formation professionnelle et le développement des compétences dans le tourisme et l'hôtellerie. Un accent particulier est mis sur le soutien aux personnes issues de milieux défavorisés afin qu'elles acquièrent les compétences nécessaires pour obtenir un emploi direct ou indirect dans ce secteur.

## FAITS MARQUANTS\*

**11 000**

Plus de 11 000 participants (73 % de femmes) ont terminé ou sont actuellement inscrits dans un programme de formation professionnelle et de développement des compétences dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie soutenu par le projet, 84 % d'entre eux étant issus de milieux défavorisés.



Approbation et déploiement dans la capitale Vientiane de LaoSafe, un programme de santé et d'hygiène visant à améliorer les pratiques dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie et à renforcer la confiance des consommateurs.

**28**

Formation en anglais et sur les technologies numériques suivie par 28 enseignants de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels en tourisme et hôtellerie, organisé en collaboration avec des centres éducatifs laotiens et irlandais et en partenariat avec Irish Aid.

**17**

écoles/collèges d'enseignement et de formation techniques et professionnels ont mis en place leur équipement pour améliorer la prestation de cours pratiques et améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.



Finalisation de l'enquête 2021 sur l'emploi et les compétences des entreprises du tourisme et de l'hôtellerie qui évalue l'impact de la COVID-19 sur l'emploi et le développement des compétences dans le secteur au Laos.

**590**

Déploiement réussi de la formation professionnelle de base auprès de 590 stagiaires, y compris dans des milieux ruraux de la province de Vientiane en coopération avec le projet de développement local LAO/030.



L'hôtel-restaurant de l'Académie de formation situé sur le campus du collège d'enseignement et de formation techniques et professionnels de Vang Vieng, dans la province de Vientiane, est désormais pleinement opérationnel.

**80**

Mise en place de programmes de certification en tourisme et hôtellerie par cinq institutions publiques d'enseignement et de formation techniques et professionnels dans les provinces de Vientiane, Luang Prabang, Xiengkhouang, Khammouane et Luang Namtha, au profit de plus de 80 étudiants.

**80**

Finalisation des interventions informatiques visant à renforcer la résilience des institutions d'enseignement et de formation techniques et professionnels pendant la pandémie de COVID-19 et soutien au ministère de l'Éducation et des Sports pour l'élaboration d'un décret sur l'apprentissage en ligne dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels.



Soutien à la relance du secteur par le biais d'un partenariat public-privé pour la campagne marketing « Lao Thiao Lao » dédiée au tourisme intérieur et l'application associée « What's Up Laos ».

\* Liste non exhaustive



## PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ET DE DÉVELOPPEMENT LOCAL POUR LES PROVINCES DE BOKEO, BOLIKHAMXAY, KHAMMOUANE ET VIENTIANE

Le Laos a connu une croissance macroéconomique rapide au cours des dernières décennies. Toutefois, le développement économique a principalement bénéficié aux populations urbaines et des plaines. La population vivant dans les collines et les montagnes accuse de plus en plus de retard par rapport aux populations des plaines en termes de revenus, d'éducation, de santé, de nutrition et d'autres indicateurs sociaux. Ce programme contribue à réduire la pauvreté dans les zones les plus défavorisées et à renforcer la gouvernance locale, la décentralisation et le dialogue politique en faveur du développement des zones défavorisées. Les principaux bénéficiaires représentent environ 150 000 personnes dans 229 villages cibles sélectionnés en fonction du taux de pauvreté. En raison de la situation démographique, la plupart de la population cible est constituée de groupes ethniques minoritaires.

### OBJECTIFS GLOBAUX

- RÉDUIRE LE NIVEAU DE PAUVRETÉ AU LAOS ;
- METTRE FIN À LA FAIM ET À LA MALNUTRITION ;
- AMÉLIORER LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES.

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer le niveau de vie et dépasser le seuil de pauvreté dans les 229 villages cibles.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer la gouvernance pour réduire la pauvreté ;
- promouvoir l'auto-développement de la communauté ;
- améliorer l'accès aux infrastructures socioéconomiques.



## Durée du projet LAO/030

2017	2018	2019
2020	2021	2022

## Budget LAO/030

32 409 343 EUR

## Budget LAO/730

1 562 200 EUR

Coopération suisse

Durée du projet :  
2020 - 2022

## FAITS MARQUANTS\*

**984**

activités ont été menées à bien dans 229 villages, ce qui porte à 2 579 le total de sous-projets individuels identifiés, planifiés et mis en œuvre par les communautés dans le cadre de la composante du programme axée sur un développement piloté par les communautés elles-mêmes.

**77**

sous-projets d'infrastructures ont été achevés, principalement des systèmes communautaires d'approvisionnement en eau, des écoles, des dortoirs et des ponts.



Les systèmes de crédit villageois sont devenus pleinement fonctionnels dans tous les villages cibles concernés. Le renforcement des capacités et les systèmes de gestion associés ont été améliorés en partenariat avec l'ONG ADA et l'Association lao de microfinance.



Les actions liées à la nutrition et la coordination locale de la nutrition, facilitée par Caritas Luxembourg, ont constitué un exemple cohérent d'application de la stratégie de nutrition du gouvernement laotien.



De nouvelles activités ont été ajoutées en partenariat avec la Coopération suisse au développement, telles que des actions de lutte contre le changement climatique, des projets d'infrastructures additionnels et la planification du développement local.



De nouvelles initiatives en partenariat avec le *Mines Advisory Group* concernant le soutien à l'éducation centrée sur l'enfant et l'élimination des objets explosifs non explosés ont été menées dans le district de Boulapha, province de Khammouane.



Le volet gouvernance a adopté une nouvelle stratégie qui met l'accent sur le renforcement des capacités, les investissements au niveau des provinces et des districts, la planification du développement local, les systèmes d'information ainsi que l'équipement informatique et son utilisation au niveau des districts et des villages.



Les contributions au dialogue politique et à l'élaboration de stratégies ont été soutenues par le groupe de travail sous-sectoriel œuvrant pour le développement rural, les réseaux de partenaires de développement, les études stratégiques et les interactions avec les contreparties dans les ministères de la Planification et de l'Agriculture.



Des systèmes d'information géographique ont été développés pour appuyer la mise en œuvre du programme, le suivi du plan de développement socioéconomique et la préparation du cinquième PIC.

\* Liste non exhaustive



# LAO/031

## PROGRAMME DE SOUTIEN À LA FORMATION ET À L'ENSEIGNEMENT JURIDIQUES AINSI QU'À LA PROMOTION DU CONCEPT DE L'ÉTAT DE DROIT AU LAOS

En 2009, le Laos a adopté un plan directeur pour le secteur juridique qui positionne le développement d'institutions efficaces dans l'ensemble du secteur juridique comme étant le fondement de l'État de droit. Par ailleurs, l'une des questions transversales abordées par le 8<sup>e</sup> Plan national de développement socioéconomique du Laos est de renforcer l'efficacité de la gouvernance et de l'administration publique. Aussi, il est tout à fait nécessaire de développer un système juridique complet, harmonisé, clair, fiable et totalement accessible. Des démarches allant dans ce sens et visant à renforcer l'enseignement supérieur dans le secteur juridique avaient déjà été amorcées par le projet LAO/023 - Renforcement de la primauté et de l'État de droit au Laos par un enseignement juridique universitaire de qualité, lui aussi financé par le Luxembourg.

### OBJECTIF GLOBAL

## CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT AU LAOS

### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- renforcer l'environnement permettant un accès à la justice ;
- continuer à renforcer l'éducation et la formation juridiques.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer les capacités des « praticiens du droit » et des fonctionnaires de justice ciblés ;
- renforcer les campagnes formelles/informelles de sensibilisation juridique;
- renforcer la coordination entre le monde universitaire et les praticiens ;
- s'assurer que les programmes d'études de la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université nationale de Vientiane sont conformes aux normes et aux exigences de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est ;
- améliorer les compétences des enseignants ciblés ;
- améliorer la gestion et la gouvernance de la Faculté de droit et de sciences politiques (FLP) de l'Université nationale de Vientiane et de la Faculté de droit et d'administration (FLA) de l'Université de Champassak.



## Durée du projet

2017	2018	2019
2020	2021	2022

## Budget

8 948 217 EUR

## FAITS MARQUANTS\*

**2 441**

juristes et fonctionnaires ont bénéficié d'une série de formations et d'ateliers juridiques.

**4**

documents de politiques clés ont été révisés, adoptés et diffusés :

- le document de mise en œuvre du Plan de développement du secteur de la justice pour la période 2021-2025 ;
- le Plan stratégique des ressources humaines pour le secteur de la justice jusqu'en 2025 ;
- la loi sur le notariat ;
- le décret sur le comité de médiation villageois.

**8**

manuals relatifs au domaine juridique ont été diffusés dans le cadre des nouveaux programmes d'études et deux directives sur les stages et l'assurance qualité interne ont été adoptées par la FLP.

**18**

campagnes sur des questions juridiques, dont la traite des êtres humains, ont été menées, y compris la projection d'un court métrage de fiction juridique.



Rédaction du « Guide de rédaction académique pour la recherche juridique de la FLP » en collaboration avec le projet interuniversitaire de l'Université du Luxembourg.

**154**

Organisation de deux ateliers sur « Le style de référencement pour la recherche juridique et la méthodologie de recherche socio-juridique appliquée », bénéficiant à 154 participants de la FLP, de la FLA et de l'Institut national de la justice.

**63 673**

heures de cours d'anglais juridique ont été dispensées à des praticiens du droit, des fonctionnaires et des enseignants universitaires.

**11**

bureaux de district d'aide juridique supplémentaires ont été créés dans les provinces de Bolikhamxay et de Khammouane.

**95**

participants (enseignants et étudiants) de la FLP ont bénéficié d'une conférence spécifique sur « Les nouvelles procédures d'enregistrement des entreprises ».

**2**

projets de recherche rédigés par le *National Institute of Justice* et soutenus par le projet ont été diffusés : « Les impacts sur les femmes laotiennes après le mariage avec des étrangers » et « Le délai d'exécution des jugements des tribunaux ».

\* Liste non exhaustive



# LAO/032

## SOUTIEN À LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE DANS LE SECTEUR FINANCIER ENTRE LE VIETNAM, LE LAOS ET LE LUXEMBOURG

Le projet vise à renforcer le bureau de la Commission des valeurs mobilières du Laos dans l'atteinte des objectifs clés du Plan stratégique pour le développement du marché financier 2016- 2025. À l'issue du projet, il est prévu que les conditions nécessaires à l'augmentation du nombre de sociétés cotées en bourse soient en place, que les capacités en ressources humaines du bureau de la Commission des valeurs mobilières et des professionnels du marché des valeurs mobilières soient renforcées et que la sensibilisation et la compréhension des investisseurs nationaux soient améliorées.

### OBJECTIF GLOBAL

## CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DES VALEURS MOBILIÈRES DU LAOS

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Soutenir le bureau de la Commission des valeurs mobilières du Laos dans la réalisation des principaux objectifs du Plan stratégique pour le développement du marché financier 2016- 2025.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- développer une voie vers la cotation en bourse pour les entreprises publiques ciblées ;
- sensibiliser le public aux marchés des valeurs mobilières et à l'investissement ;
- soutenir les programmes d'éducation et de formation des professionnels du marché des valeurs mobilières.



 Budget

500 000 EUR

Durée du projet

2020	2021	2022	2023

## FAITS MARQUANTS\*



Réalisation d'une étude sur les exigences et l'analyse politique des lois et règlements nationaux, les exigences des investisseurs étrangers et les critères du marché international en ce qui concerne les normes de cotation et de la feuille de route de l'introduction en bourse.

**8 000**

Élaboration et diffusion de supports de formation numériques, de podcasts et de clips vidéo, notamment sur Facebook et YouTube ainsi que dans des médias laotiens, qui ont comptabilisé environ 8 000 vues depuis décembre 2021.



Mise en place d'une plateforme d'information pour les investisseurs et organisation d'événements éducatifs pour les investisseurs.

**95**

Organisation d'une formation de formateurs hybrides (en ligne et en face à face) sur l'analyse fondamentale des actions et l'analyse des états financiers pour l'investissement, pour 95 formateurs de la Commission des valeurs mobilières du Laos et d'autres participants issus du marché, à l'issue de laquelle 80 % des participants ont confirmé être très satisfaits de la formation.



Mise en place de matériel informatique et de mobilier à la bibliothèque de la Commission des valeurs mobilières du Laos afin de faciliter l'apprentissage et l'enseignement.

**305**

305 participants, dont 233 sont issus de régulateurs et d'organisations publiques et 72 du secteur privé, ont bénéficié de formations, d'ateliers et de réunions soutenus par le projet.



Élaboration et dispense de programmes d'enseignement et de cours de formation relatifs à la connaissance du marché des valeurs mobilières.

\* Liste non exhaustive



# LAO/033

## RENFORCER L'EFFICACITÉ DE LA GESTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT AU LAOS

S'appuyant sur le succès du projet LAO/028 - Renforcement des capacités de la Direction de la coopération internationale du ministère de la Planification et de l'Investissement, ce projet, d'une durée de quatre ans dans le secteur de la gouvernance vise à garantir que l'Aide publique au développement (APD) soutienne efficacement la mise en œuvre du Plan national de développement socioéconomique (NSEDP). Plus précisément, le projet vise, d'une part, à renforcer la capacité du département de la Coopération internationale (DIC) à coordonner et gérer efficacement l'APD aux niveaux national et provincial et, d'autre part, à améliorer les liens entre le DIC et le secrétariat des ODD afin de garantir que la mise en œuvre des ODD soit mieux prise en compte et suivie dans le cadre des interventions de l'APD.

### OBJECTIF GLOBAL

## VEILLER À CE QUE L'APD SOUTIENNE EFFICACEMENT LA MISE EN ŒUVRE DU NSEDP

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la capacité des principales agences du Laos à gérer et coordonner efficacement l'APD.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- accroître la capacité du DIC d'une part, à gérer et coordonner efficacement l'APD par l'intermédiaire des sections provinciales de Coopération internationale (SIC) et des ministères de tutelle et, d'autre part, à rendre compte de l'APD en temps voulu ;
- veiller à ce que les questions transversales reflétées dans les ODD soient prises en compte de manière appropriée dans les interventions de l'APD et soutiennent le NSEDP.



## Durée du projet

	2019	2020
2021	2022	2023

## Budget

1 300 000 EUR

## FAITS MARQUANTS\*



Approbation de la stratégie de renforcement des capacités et du plan d'action pour le personnel du DIC et des six SIC.



Une activité de formation conjointe sur la lutte contre la corruption pour le personnel du MPI a été menée avec succès en collaboration avec le partenaire d'exécution du projet LAO/031.

**71 %**

du personnel des ministères de tutelle et des provinces ont amélioré leurs connaissances concernant le décret sur l'APD et la stratégie de mobilisation de l'APD grâce à la diffusion des ateliers fournis par le projet.

**19**

fonctionnaires du DIC et de six SIC, dont neuf femmes, ont bénéficié de programmes de formation en anglais.

**32**

fonctionnaires, dont 22 femmes, issus des services opérationnels du ministère de la Planification et de l'Investissement (MPI), de six provinces cibles via les SIC et des secrétariats nationaux des ODD tels que le département de l'Organisation internationale et le ministère des Affaires étrangères, ont été formés au leadership et à la communication efficace.



Amélioration des connexions internet du DIC et des secrétariats nationaux des ODD.

**86 %**

des fonctionnaires de la section de la planification et de l'investissement aux niveaux national et provincial ont amélioré leurs connaissances sur les lois et règlements relatifs à la lutte contre la corruption grâce aux ateliers organisés par le projet.



Élaboration et approbation par le MPI de directives sur la gestion et l'utilisation des fonds de contrepartie du gouvernement pour la mise en œuvre de l'APD.



Élaboration et partage avec le public de matériel d'information sur les ODD.



Développement d'une vidéo APD : [https://www.youtube.com/watch?v=z3Sz4daygHc&list=PLIAe9ztEA6GIWVEzNsc7gn\\_lq\\_FF3Ofy1&index=4](https://www.youtube.com/watch?v=z3Sz4daygHc&list=PLIAe9ztEA6GIWVEzNsc7gn_lq_FF3Ofy1&index=4).

\* Liste non exhaustive



**SYSOMPHORN PHETDAOHEUANG | RESPONSABLE DU PROJET LAO/033 ET  
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DU DÉPARTEMENT DE LA COOPÉRATION  
INTERNATIONALE, MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE L'INVESTISSEMENT**

**LAO/033**

### **RENFORCER L'EFFICACITÉ DE LA GESTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT AU LAOS**

#### **LA GESTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT RENFORCÉE**

Le processus des tables rondes est le principal mécanisme mis en place par le gouvernement de la République démocratique populaire lao pour mobiliser et coordonner l'aide publique au développement en vue d'atteindre les objectifs de développement du pays tels qu'ils sont définis dans le 9<sup>e</sup> Plan national de développement économique et social (NSEDP).

Conduites par le département de la Coopération internationale du ministère de la Planification et de l'Investissement, les réunions de la table ronde se tiennent tous les trois ans et mettent l'accent sur la nouvelle mobilisation de l'aide publique au développement. La 13<sup>e</sup> et dernière réunion de haute importance s'est déroulée en novembre 2021. Entre les réunions de la table ronde, des réunions annuelles de mise en œuvre sont organisées afin d'analyser les progrès de la mise en œuvre du NSEDP et de consolider les enseignements appris.

La mobilisation efficace et efficiente de l'aide publique au développement est un défi car les partenaires de développement suivent souvent leurs propres politiques d'aide et leurs propres programmes de développement. Par conséquent, l'adhésion aux politiques laotiennes ne semble pas toujours pleinement assurée.

Le processus des tables rondes ainsi que des groupes de travail sectoriels ont été établis mais il ne s'agit pas d'outils efficaces pour une mobilisation bien planifiée de l'aide publique au développement. En effet, les discussions au sein des tables rondes et des groupes de travail sectoriels ont tendance à porter davantage sur l'aspect politique que sur la mobilisation pratique de l'aide publique au développement.

Afin de gérer l'aide publique au développement plus efficacement, il est nécessaire de clarifier davantage le cadre réglementaire autour de celle-ci et de développer une stratégie la concernant. La coordination avec les autres acteurs, notamment avec les ministères de tutelle, les provinces et les partenaires de développement, doit être renforcée. En outre, il est encore nécessaire de renforcer les capacités du département de la Coopération internationale et d'autres acteurs clés.

Le programme LAO/033 vise à renforcer les capacités du département de la Coopération internationale, département qui joue un rôle clé dans la mobilisation de l'aide publique au développement pour le NSEDP et dans l'harmonisation de la planification et du financement.

Améliorer l'efficacité du financement de l'aide publique au développement pour la mise en œuvre des plans de développement nationaux et la réalisation des objectifs de développement durable profitera naturellement à l'ensemble de la population du Laos, en particulier aux personnes les plus pauvres. Les bénéficiaires directs du projet sont les principales agences en charge de la gestion de l'aide publique au développement et des objectifs de développement durable, notamment le département de la Coopération internationale, les sections pour la Coopération Internationale et le secrétariat des Objectifs de développement durable.

En tant qu'agence focale du gouvernement pour la mobilisation et la coordination de l'aide publique au développement, le département de la Coopération internationale est un partenaire national important non seulement pour le projet LAO/033, mais aussi, de manière plus générale, pour la Coopération luxembourgeoise au Laos. Le projet poursuivra ses efforts pour renforcer les capacités au niveau individuel et organisationnel du département de la Coopération internationale et des sections pour la Coopération Internationale cibles afin de contribuer au développement du capital humain au sein de la République démocratique populaire lao. Dans le même ordre d'idées, le développement des capacités est considéré comme un objectif principal du prochain PIC, qui devrait débiter en 2023.



Témoignage de Sysomphorn Phetdaoheuang au sujet de la mise en œuvre et des réalisations du projet.

## COMMENT ÊTES-VOUS IMPLIQUÉ DANS LES ACTIVITÉS DU PROJET LAO/033 ?

En tant que chef de projet, j'ai participé à la planification et à la mise en œuvre du projet. Je résume aussi régulièrement l'avancement des activités pour le comité de gestion du projet et les réunions du comité de pilotage du projet. En outre, j'assure le suivi de la mise en œuvre des activités du programme avec les six secteurs du département de la Coopération internationale au niveau provincial.

## POUVEZ-VOUS NOUS DONNER UN APERÇU DE LA GESTION ET DE LA COORDINATION EFFICACES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT, ET DE LA PLACE DU PROJET LAO/033 DANS CE CONTEXTE ?

Le projet LAO/033 a un rôle important à jouer, de par le processus des tables rondes, dans sa mission de coordinateur central avec d'autres ministères et agences équivalentes.

Le projet LAO/033 a contribué de manière significative à améliorer l'efficacité de la gestion et de la coordination de l'aide publique au développement, notamment à travers le renforcement des capacités du personnel du département de la Coopération internationale et des six sections pour la Coopération internationale. Jusqu'à présent, le projet a permis de réviser le décret n°357 sur l'aide publique au développement, de développer une stratégie d'aide publique au développement jusqu'en 2030 ainsi que des directives sur la gestion et l'utilisation des fonds de contrepartie du gouvernement pour la mise en œuvre des projets d'aide publique au développement.

Actuellement, le projet vise à développer des directives efficaces pour le reporting de l'aide publique au développement, alignées sur le système d'information sur la gestion de l'aide publique au développement (ODA MIS) pour les ministères de tutelle et les agences équivalentes, ainsi que pour les partenaires du développement. Il s'agit d'une étape importante pour assurer une coordination et une gestion plus claires.

## QUELS SONT LES CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS (COMPÉTENCES, ATTITUDES ET CONNAISSANCES) QUI ONT ÉTÉ APPORTÉS AUX MEMBRES DE VOTRE PERSONNEL GRÂCE À LA FORMATION SOUTENUE PAR LE PROJET ?

Grâce aux formations soutenues par le projet LAO/033, mon personnel a certainement amélioré ses compétences en communication et son style de travail. Désormais, les membres de l'équipe sont capables d'assumer de nombreuses responsabilités, d'assurer un suivi systématique du projet et de fournir des rapports à temps.

## CONCRÈTEMENT, QUE MET EN PLACE LE PROJET LAO/033 POUR AIDER VOTRE DÉPARTEMENT ET LES SECTIONS POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE À PROGRESSER ? QUELLES SONT LES PRINCIPALES RÉALISATIONS À CE JOUR ?

**Nous nous concentrons sur la mise en œuvre des activités du projet comme prévu pour atteindre les indicateurs du projet LAO/033, et ce malgré les défis de la pandémie de COVID-19.**

Le projet LAO/033 a contribué de manière significative au développement de la législation, des règlements, des directives et des outils pour une gestion efficace de l'aide publique au développement aux niveaux national et provincial.

Les principales réalisations sont les suivantes :

- diffusion du décret sur l'aide publique au développement, de la stratégie et des directives sur la gestion et l'utilisation des fonds de contrepartie du gouvernement pour la mise en œuvre des projets d'aide publique au développement dans tout le pays ;
- réalisation d'une vidéo d'information sur l'aide publique au développement ;
- transformation des groupes de travail sectoriels en un forum de mobilisation de l'aide publique au développement ;
- amélioration des compétences en matière d'animation d'ateliers/réunions, de coordination, d'établissement de rapports et de leadership ;
- au sein du département et des sections pour la Coopération internationale, amélioration des compétences en matière de communication et confiance dans leurs relations avec les ministères de tutelle et les partenaires du développement ;
- renforcement des capacités du Secrétariat national des objectifs de développement durable et du département de la Coopération internationale en matière de suivi de la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre des interventions d'aide publique au développement, en utilisant la question du genre comme pilote ;
- amélioration de l'utilisation du système d'information sur la gestion de l'aide publique au développement (ODA MIS) ;
- fourniture et mise à niveau de l'équipement informatique.

L'aide publique au développement est une source de financement importante pour la réalisation du Plan national de développement économique et social, pour sortir du statut de pays moins avancé et pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. À ce titre, une gestion et une coordination efficaces de l'aide publique au développement sont très importantes pour la République démocratique populaire lao.



# MYANMAR



INDE

CHINE

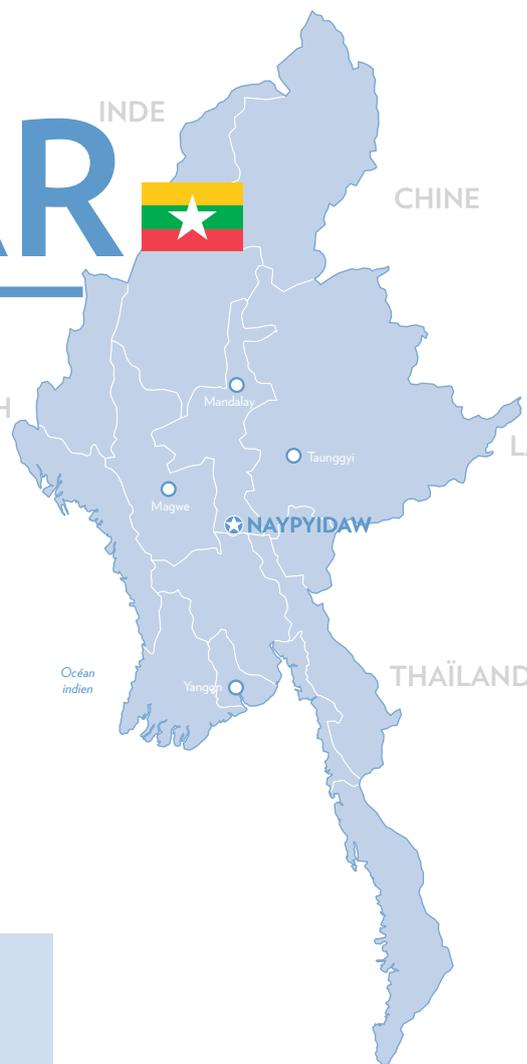
BANGLADESH

LAOS

Golfe du Bengale

Océan indien

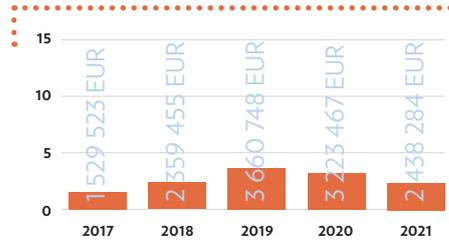
THAÏLANDE



# 2

PROJET EN EXÉCUTION

Déboursements



➔ 5

COLLABORATEURS AU MYANMAR

## 1,88 %

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

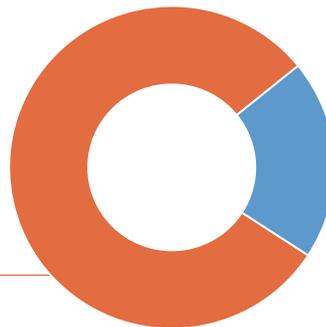
2,44 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2021

Distribution des déboursements par secteurs



80 %

DÉVELOPPEMENT LOCAL



20 %

80 %





## MYA/001

# DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE SECTEUR DE L'HÔTELLERIE ET DU TOURISME

L'ouverture progressive actuelle du système économique et politique était censée conduire le Myanmar à une croissance économique régulière et à une augmentation du nombre de touristes internationaux et régionaux.

L'objectif du projet est de fournir aux jeunes professionnels, ainsi qu'aux hommes et aux femmes défavorisés, jeunes et moins jeunes, les compétences et aptitudes techniques nécessaires pour accéder à un large éventail d'emplois dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

### OBJECTIF GLOBAL

**CONTRIBUER À ATTEINDRE L'OBJECTIF DU PLAN DU DIRECTEUR DU TOURISME POUR 2013-2020, À SAVOIR MAXIMISER LA CONTRIBUTION DU SECTEUR DE L'HÔTELLERIE ET DU TOURISME À LA CRÉATION D'EMPLOIS ET À LA GÉNÉRATION DE REVENUS AU MYANMAR**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer les capacités des ressources humaines et promouvoir la qualité des services dans le secteur du tourisme en se concentrant sur la conception et la mise en œuvre d'une stratégie à long terme et d'un plan d'action pour répondre aux besoins actuels et futurs du secteur.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer les capacités organisationnelles et les ressources humaines du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme ;
- renforcer la capacité opérationnelle des prestataires de services d'éducation et de formation existants et nouveaux ;
- améliorer les compétences de la main-d'œuvre existante dans le secteur du tourisme.



## Durée du projet

	2015	2016	2017
2018	2019	2020	2021

## Budget

8 500 000 EUR

## FAITS MARQUANTS\*

**642**

employés du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme ont été formés, et 75,7% des stagiaires ont déclaré avoir amélioré leurs connaissances.

**359**

étudiants ont suivi un programme de certification en tourisme ou en hôtellerie au centre de développement touristique nouvellement créé à Yangon et soutenu par le projet.

**1 899**

étudiants ont suivi des programmes de formation de première ligne dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie.



Les guides des étudiants pour les programmes de formation en tourisme et en hôtellerie sont disponibles en birman et largement diffusés.

**54 762**

Grâce à l'utilisation des nouveaux systèmes d'apprentissage intégrés (site web du collège, bibliothèque électronique et plateforme d'apprentissage en ligne) soutenus par le projet, le nombre de visites visé sur les sites web du *National Management Degree College* et du *Mandalay Degree College* a été largement dépassé, avec 54 762 visites enregistrées en 2021 contre les 12 500 visites attendues.

\* Liste non exhaustive

L'État oriental de Shan est un exemple criant en matière de défavorisation dans un pays confronté à nombreux défis culturels, politiques, économiques et environnementaux. Le projet présente une orientation géographique et démographique spécifique, avec un besoin en développement technologique, innovations et pilotage considérable.

Par conséquent, au cours de ses premières années d'exécution, le projet a appliqué une modalité de financement direct via des structures de gestion locales, une expertise technique et une facilitation auprès des villages ciblés.

L'une des principales hypothèses de la stratégie du projet est que la coopération progressive et l'interdépendance nécessaire dans le cadre de nouvelles activités amélioreront graduellement les attitudes et les pratiques en matière d'organisation sociale et civique, qui sont à la base du respect mutuel, du partage des ressources, du développement communautaire et d'une gouvernance éclairée.

## OBJECTIF GLOBAL

### PROMOUVOIR DES GROUPES, DES COMMUNAUTÉS, DES INSTITUTIONS ET DES SYSTÈMES INCLUSIFS, COHÉSIFS ET DURABLES AU PROFIT DE LA POPULATION RURALE DE L'ÉTAT ORIENTAL DE SHAN

#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer les moyens, les ressources et les interactions de la population locale en ce qui concerne les activités légales de subsistance.

#### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- garantir l'accès à une eau potable sûre et abordable ;
- élargir l'accès à un approvisionnement fiable en électricité ;
- augmenter la qualité et la quantité des pistes et des réseaux routiers ;
- accroître la productivité agricole de la terre, de l'eau, des personnes et du capital ;
- renforcer l'éducation formelle et non formelle et développer les villages ;
- fournir des moyens de télécommunications modernes et abordables.



## Durée du projet

2017	2018	2019
2020	2021	2022

## Budget

10 000 000 EUR

## FAITS MARQUANTS\*

**37**

systèmes d'approvisionnement en eau ont été installés dans 37 villages. 9 636 personnes ont accès à des sources d'eau améliorées, couvrant 65,16 % des ménages dans la zone des cinq districts.

**9**

systèmes pico-hydroélectriques (de 10 à 16 kilowatts chacun) et un système micro-hydraulique (de 75 kilowatts) couvrant 17 villages ont été installés, permettant à 729 ménages de bénéficier de l'électricité (y compris la recharge des batteries et l'utilisation de petits appareils électriques) et de l'éclairage public.

**17,4**

kilomètres de route d'accès rural (de Nar Kaw à Happy Kwel) ont été achevés.

**2**

bâtiments scolaires dans le village de Ha Phu Mar et le village de Ma Mo To ont été finalisés.

**59 %**

des villages sélectionnés ont développé des comités de développement villageois « fonctionnels ».

**3**

La valeur monétaire totale du trafic de téléphonie mobile après l'achèvement de trois antennes est de 80 149,45 EUR (dépassant largement l'objectif final fixé à 15 000 EUR).

\* Liste non exhaustive

## TÉMOIGNAGE



U SHAR MWAY LA | ENSEIGNANT



DAW HNIN PHYU | ENSEIGNANTE

MYA/002

### PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL ET INCLUSION DANS L'ÉTAT ORIENTAL DE SHAN

#### LE CONTEXTE

Le manque d'interactions entre les personnes, les institutions et les systèmes politiques au sein de l'État oriental de Shan est frein à coopération, pourtant essentielles au développement communautaire et rural.

S'appuyant sur une analyse approfondie des problèmes rencontrés et sur une évaluation des besoins dans les zones ciblées, le projet cherche à promouvoir des groupes, des communautés, des institutions et des systèmes inclusifs, cohésifs et durables, au bénéfice de la population rurale de l'État oriental de Shan.

Par exemple, dans le cadre du projet, huit systèmes pico-hydroélectriques de 2 x 5 kilowatts, un système pico-hydroélectrique de 2 x 8 kilowatts et un système micro-hydroélectrique de 1 x 75 kilowatts ont été installés, permettant à 729 ménages, soit environ 4 200 personnes de la zone du projet, d'avoir un accès à l'électricité.

**U Shar Mway La et Daw Hnin Phyu, tous deux enseignants et respectivement membre et chef du comité de développement de leur village, témoignent de l'appui apporté par le projet et des changements qu'il induit au quotidien.**

U Shar Mway La, père de trois enfants, vit dans le village de Ba-Ngoo Upper depuis sa naissance.

Ce village fait partie des sept villages regroupant plus de 300 ménages impliqués dans l'installation d'un système pico-hydroélectrique, à savoir le plus grand projet électrique mis en œuvre dans la zone du projet.

Auparavant, U Shar Mway La disposait d'un système pico-hydroélectrique de 1 kilowatt qui lui avait coûté environ 700 000 MMK (~ 420 EUR). Cependant, après seulement trois ans, son équipement a commencé à s'user.

Il ne pouvait par exemple plus être utilisé lorsque le niveau d'eau dans le ruisseau était bas et il présentait des problèmes de câblage.

La construction du système hydroélectrique par le projet a facilité sa vie quotidienne. « Lorsque notre petit système ne fonctionnait pas, nous devons faire la file dans les quelques maisons équipées de panneaux solaires pour recharger nos téléphones portables. Maintenant, avec l'électricité, nous n'avons plus du tout besoin de nous inquiéter de cela. Recharger notre téléphone n'est plus un problème.



*Le haut du village de Ba Ngoo, de nuit*

## « Recharger notre téléphone n'est plus un problème »

Je possède un vieux téléviseur mais dans le passé cet appareil n'était pas utilisable en raison de l'instabilité de l'alimentation du système. Maintenant, je peux regarder la télévision pour m'informer ou me divertir, quand je veux. Mes fils en profitent beaucoup eux aussi.

J'ai également entendu dire que certains foyers du village commencent à utiliser des cuisinières. J'ai l'intention d'économiser de l'argent pour pouvoir acheter une cuisinière et un réfrigérateur pour la maison. Je pense que cela va certainement nous faciliter la vie. »

En riant, U Shar Mway La se confie : « Parfois, je profite d'internet, j'utilise Facebook pendant la nuit. De plus, grâce au nouveau système, les jeunes peuvent aussi profiter de la nuit et se promener dans le village. C'est agréable de les observer ».

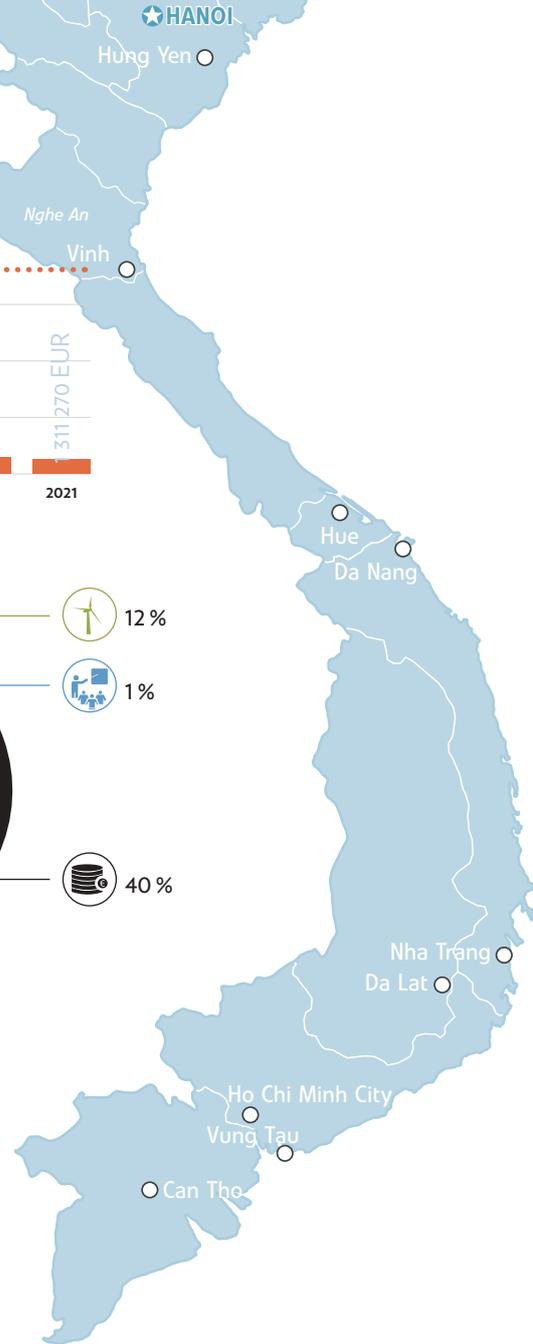
Enseignante dans une école primaire, U Shar Mway La explique que le système électrique l'aide aussi dans son métier. « Je pense que le fait de pouvoir donner des cours supplémentaires pendant quelques heures en soirée, sous le lampadaire, sera bénéfique non seulement pour l'apprentissage des élèves mais aussi pour leur développement social. »

Le village a mis en place un comité de développement pour l'entretien du système pico-hydroélectrique, qui collecte 2 000 MMK (~1 EUR) par mois pour sa maintenance.

## « Le fait de pouvoir donner des cours supplémentaires pendant quelques heures en soirée, sous le lampadaire, sera bénéfique non seulement pour l'apprentissage des élèves mais aussi pour leur développement social »



# VIETNAM



# 3

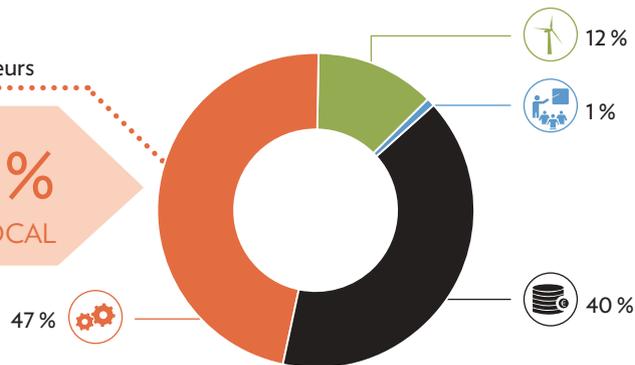
PROJETS EN  
EXÉCUTION

# 12

COLLABORATEURS  
AU VIETNAM



Distribution des déboursements par secteurs



# 1,01 %

DU MONTANT TOTAL  
DES DÉBOURSEMENTS  
DE L'AGENCE

**1,31 M EUR**  
MIS EN ŒUVRE  
EN 2021





## VIE/032

# RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LE SECTEUR FINANCIER

Le Vietnam a fait d'importants progrès depuis 2000, date à laquelle la première bourse, celle de Ho Chi Minh Ville, a été créée. Toutefois, le profil de risque du marché des valeurs mobilières reste considérable.

Ce projet a été défini conformément au plan directeur du gouvernement pour le développement du marché des valeurs mobilières sur la période 2012-2020, suite au succès du projet VIE/026, qui a apporté une contribution majeure au renforcement des capacités de la Commission d'État des valeurs mobilières du Vietnam (SSC).

### OBJECTIF GLOBAL

## CONSOLIDER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DYNAMIQUE REPOSANT SUR UN SECTEUR FINANCIER SAIN

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Soutenir le marché vietnamien des valeurs mobilières conformément à la stratégie du gouvernement pour la période 2011-2020.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- améliorer le cadre législatif et institutionnel du marché des valeurs mobilières ;
- développer des initiatives de formation et d'éducation visant à une meilleure compréhension du marché des valeurs mobilières ;
- améliorer la qualité des opérations et des transactions sur le marché des valeurs mobilières.



2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------	------

Le projet vise à aider la SSC et les acteurs du marché des valeurs mobilières à réaliser certaines tâches de la stratégie de développement sectoriel, en utilisant l'expertise du Luxembourg dans le domaine des valeurs mobilières et du secteur financier, ainsi que la formation financière et le transfert de technologie. Il permettra ensuite de consolider l'empreinte du Luxembourg sur le marché local émergent, d'approfondir les relations institutionnelles et personnelles et d'améliorer les perspectives de trouver des opportunités d'affaires mutuellement attractives, renforçant ainsi le développement du secteur financier et de l'économie au Vietnam.

## FAITS MARQUANTS\*



Production de règlements numérisés permettant de diffuser les mises à jour, les implications et les potentiels du marché ainsi que de promouvoir et encourager des investissements plus actifs sur le marché des valeurs mobilières et des capitaux au Vietnam.



L'engagement du projet avec la *Vietnam Association of Securities Business* pour développer le code de conduite du marché des valeurs mobilières a initié des changements permanents. Ainsi, à l'avenir, le sujet du code de conduite sera inclus dans le programme de certification des praticiens du marché des valeurs mobilières et dans le programme d'enseignement universitaire.

5

Développement de cinq manuels, de matériel de formation basé sur les manuels, de ressources et d'équipements d'apprentissage numériques, d'un site web pour la formation des investisseurs, ainsi que d'une banque d'examens sur des sujets pertinents pour la formation au marché des valeurs mobilières.



Le conseil consultatif du projet, avec l'aval du MAEE, a lancé une étude de cadrage du projet sur la finance verte/durable début 2021 afin d'explorer les futures opportunités de coopération entre le Luxembourg et le Vietnam dans ce domaine.



Avec l'avènement de la pandémie, le *Securities Research and Training Centre* (SRTC) a élaboré une nouvelle vision et une nouvelle stratégie mettant davantage l'accent sur la numérisation de son offre de formation. Le SRTC a ensuite soumis une proposition au gouvernement pour passer à une formation 100 % en ligne, une initiative que la communauté du secteur a également saluée. Le SRTC a aussi l'intention de travailler sur une base plus commerciale au lieu de dépendre du budget du gouvernement pour son financement. Le SRTC s'est inspiré du travail d'organismes de formation partenaires.



Finalisation de la stratégie de développement du marché des valeurs mobilières (2021-2030).

\* Liste non exhaustive



## VIE/032

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LE SECTEUR FINANCIER

## LE CONTEXTE

Dynamique, le marché vietnamien des valeurs mobilières désire progresser constamment, afin de devenir comparable aux marchés matures de la région. Dans ce contexte, des efforts ont été déployés afin de construire une base solide et stable de réglementations, de technologies et de connaissances en matière de valeurs mobilières. Outre les moyens financiers, le pays a également besoin d'une expérience et d'une expertise appropriées pour atteindre cet objectif.

Visant à soutenir le Vietnam dans sa croissance économique grâce à un secteur financier sain, le projet VIE/032 est arrivé au moment où le pays avait le plus besoin d'aide pour renforcer la capacité de son marché boursier.

En cinq ans, le projet, financé par la Coopération luxembourgeoise suite à la mise en œuvre réussie du projet VIE/026 - Développement du marché financier du Vietnam qui s'est achevé en 2012, a soutenu le Vietnam dans la livraison de sa loi révisée sur les valeurs mobilières à la fin de l'année 2019. Les lancements d'un code de conduite pour les praticiens des valeurs mobilières et d'un site web pour l'éducation des investisseurs, ainsi que la mise à niveau du système de surveillance du marché et du système de divulgation des informations, figurent également parmi les résultats remarquables du projet.

Ces interventions ont permis de renforcer le cadre juridique et de gouvernance, d'améliorer la qualité des opérations et des transactions et d'élever les normes des pratiques en matière de valeurs mobilières sur le marché boursier local. In fine, le marché boursier vietnamien est prêt à gravir les échelons et à poursuivre son développement durable.

**Hai Anh Hoang, Vice-présidente de la *Vietnam Association of Securities Business***

Je travaille dans le secteur des valeurs mobilières depuis de nombreuses années. L'une de mes plus grandes préoccupations concernant le développement du marché boursier local concernait le fait que le Vietnam ne disposait pas d'un code de conduite approprié pour les professionnels des valeurs mobilières. Ce n'est que lorsque nous avons initié notre partenariat avec le gouvernement luxembourgeois et le projet VIE/032 que nous avons reçu le soutien nécessaire, en termes de financement et d'expertise, pour enfin développer un code de conduite standard international pour les membres de la *Vietnam Association of Securities Business* en 2019.



Nous avons eu la chance de bénéficier de l'aide d'un expert luxembourgeois pour rédiger et établir un ensemble de règles décrivant les détails de la conduite et des normes et guidant leur mise en œuvre pour les praticiens travaillant dans les entreprises de valeurs mobilières au Vietnam.

Ce code de conduite a pour but de maintenir et d'élever les normes de comportement en matière de valeurs mobilières, ainsi qu'entre les praticiens et les clients lorsqu'ils fournissent des services de valeurs mobilières et d'autres produits d'investissement. En se conformant à cette pratique professionnelle, le praticien et la société de valeurs mobilières peuvent prendre des décisions plus standardisées et plus professionnelles, consolidant ainsi la confiance des investisseurs et le développement durable du marché des valeurs mobilières. En outre, le lancement de ces règles correspond au processus de soutien du renforcement du cadre juridique du marché des valeurs mobilières au Vietnam, soutenu par le projet VIE/032.

En ce qui me concerne plus particulièrement, j'estime que le code de conduite est arrivé juste à temps, alors que le marché boursier local était en pleine croissance et que divers produits avancés, tels que les *covered warrants* et les produits dérivés, ont été introduits sur le marché. Je suis convaincue qu'avec la protection offerte par le code, notre marché continuera à se développer dans les années à venir.

Au nom de la *Vietnam Association of Securities Business*, je tiens à remercier le gouvernement luxembourgeois et LuxDev pour leur parrainage et leur soutien dans la publication du code pour le secteur des valeurs mobilières. En effet, vous avez laissé une empreinte particulière dans la création de la culture et de la conduite du marché des valeurs mobilières du Vietnam.



**Le Thi Ngoc Tu, responsable de la division Analyse des politiques monétaires au sein de la *National Financial Supervisory Commission (NFSC)*, stagiaire à la Banque centrale du Luxembourg pour le programme sur la stabilité financière en mars 2018**

En tant que membre du personnel de longue date de la NFSC, j'ai eu la chance d'être l'une des deux stagiaires qui se sont rendus à la Banque centrale du Luxembourg pour suivre le programme sur la stabilité financière en 2018. À mes yeux, envoyer au Luxembourg du personnel disposant d'une solide expérience dans ce domaine pour apprendre et interagir avec des experts sur place pourrait aider de multiples bénéficiaires, tels que la NFSC, le ministère vietnamien des Finances, les sociétés de valeurs mobilières et les participants au marché, à acquérir de nouvelles connaissances, à appliquer de nouvelles pratiques et à se rapprocher des normes internationales des marchés boursiers mondiaux, ce qui serait bénéfique pour le marché financier vietnamien en pleine croissance.

Outre les stages, nous sommes également reconnaissants auprès de la Banque centrale du Luxembourg pour les formations et le soutien technique qu'elle a apportés à notre organisme afin de mettre en place et rendre opérationnel un système d'alerte précoce. Ce système est un outil essentiel pour la NFSC et les autres autorités compétentes pour améliorer la capacité de prévision, analyser et évaluer les risques, afin de maintenir la stabilité du marché financier au Vietnam.

J'aimerais également vous partager mon histoire personnelle de réussite. J'étais directrice adjointe de la division « Analyse des politiques monétaires » à la NFSC au moment où j'ai obtenu le stage. Après avoir suivi les cours et appliqué à la lettre les connaissances et les compétences acquises dans le cadre de mon travail, j'ai eu la chance d'être promue au poste de directrice de la division. Pour cela, je voudrais exprimer toute ma gratitude au gouvernement du Luxembourg, à la Banque centrale du Luxembourg et à LuxDev pour la grande opportunité et le temps qui m'a été accordé de passer sur l'un des marchés financiers les plus développés du monde. Cela signifie beaucoup pour moi, pour mon avenir et pour le développement du marché financier au Vietnam.



**Dzung Vu Chi, directeur général du département de la coopération internationale, Commission d'État des valeurs mobilières du Vietnam (SSC)**

L'un des changements les plus importants survenus sur le marché boursier vietnamien au cours de la dernière décennie a été la révision réussie de notre loi sur les valeurs mobilières et de nos règlements administratifs. Non seulement, cela a permis d'améliorer significativement notre cadre de gouvernance juridique, mais cela contribue également à renforcer notre pouvoir juridique en tant qu'autorité de régulation du marché.

La mise à niveau n'aurait peut-être pas eu lieu en si peu de temps si nous n'avions pas été soutenus par le gouvernement du Luxembourg et LuxDev via le projet VIE/032. Le projet, avec ses membres dévoués et ses experts internationaux, a été un partenaire enthousiaste qui nous a soutenus tout au long du processus, depuis la rédaction initiale en 2018 jusqu'à l'approbation finale de la loi sur les valeurs mobilières de nouvelle génération en 2019, en passant par la rédaction et la publication de décrets, de circulaires et d'ordonnances pour guider la nouvelle loi en 2020.

Les trois domaines clés – gouvernance d'entreprise, offre publique et divulgation d'informations – que le projet a abordés lors de la révision de la nouvelle loi ont été jugés extrêmement importants pour le développement de notre marché boursier. En effet, une fois amendés, ils pourront renforcer les performances de notre marché, améliorer la confiance des investisseurs, attirer un plus grand nombre d'investisseurs tant au niveau national qu'international et améliorer la classification de notre marché.

En outre, dans le cadre du projet VIE/032, un certain nombre d'agents de la SSC ont reçu une formation adéquate sur le langage XBRL (*eXtensible Business Reporting Language*), une norme internationale pour le reporting numérique des performances financières, des risques et de la conformité. Ils ont ensuite reçu le certificat international XBRL. Il s'agit des premiers certificats de ce type accordés au personnel institutionnel au Vietnam, afin qu'il soit qualifié pour transmettre ses techniques et ses connaissances à d'autres personnes sur le marché financier local. Ainsi, cela permettra à la SSC d'établir ses propres bases pour créer ultérieurement le consortium XBRL du Vietnam. À terme, cette norme pourra garantir que toutes les parties du marché reçoivent les mêmes informations et éviter les doublons dans les procédures de divulgation d'informations. Elle renforcera également la capacité de surveillance du marché des régulateurs, contribuant ainsi à améliorer la transparence et les audits des opérations de marché et des transactions.

De même, d'autres membres du personnel de la SSC ont également acquis beaucoup d'expérience et de connaissances grâce à la collaboration intensive entre la SSC et LuxDev. Nous avons, en effet, développé une plus grande compréhension du marché mondial et des lois internationales.

Du point de vue de la SSC, le projet VIE/032 a dépassé le cadre de son travail pour soutenir le développement de la capacité du secteur financier au Vietnam, pour ouvrir de nombreuses autres opportunités pour le Vietnam de se connecter aux marchés financiers internationaux et de poursuivre un développement plus durable.

Pour toutes ces raisons, nous apprécions vivement le soutien du gouvernement luxembourgeois et de LuxDev, et nous nous réjouissons de renforcer les relations entre les deux marchés boursiers dans le futur.





## VIE/401

## PROJET PILOTE D'ÉCLAIRAGE ÉCONOME EN ÉNERGIE (AAANN) À HUÉ

Le projet VIE/401 et son projet frère, le VIE/433, sont les deux premiers projets luxembourgeois mis en œuvre par LuxDev grâce au financement du Fonds pour le climat et l'énergie (FCE).

Le projet VIE/401 est un projet pilote dans la ville de Hué qui se concentre sur l'efficacité énergétique et le remplacement des anciens systèmes d'éclairage traditionnels par des éclairages LED, afin de contribuer à la réduction des gaz à effet de serre et à l'atténuation du changement climatique.

Outre ce volet matériel, le projet pilote travaille également avec des partenaires et des communautés pour renforcer la sensibilisation et les capacités en matière de changement climatique, d'efficacité énergétique et d'économies d'énergie.

### OBJECTIF GLOBAL

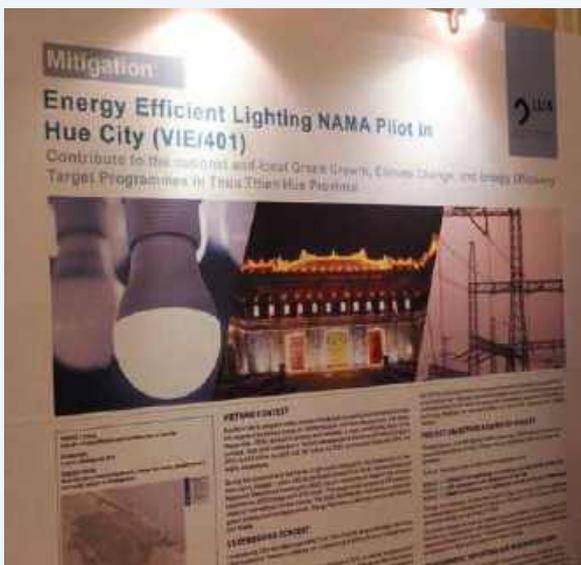
## SOUTENIR LES PROGRAMMES NATIONAUX ET PROVINCIAUX SUR LA CROISSANCE VERTE, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LA VILLE DE HUÉ, DANS LA PROVINCE DE THUA THIEN HUÉ

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Mettre à l'essai une mesure d'atténuation appropriée au niveau national (MAAN) pour l'éclairage écoénergétique qui permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de réaliser des économies d'énergie en remplaçant les ampoules conventionnelles de l'éclairage public urbain par des LED.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- sensibilisation et renforcement des capacités dans le domaine de l'énergie et du changement climatique, et création d'un environnement propice pour le projet pilote MAAN ;
- démonstration LED : acquisition et installation à Hué ;
- mesure, suivi et contrôle de l'impact de l'intervention sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et enregistrement officiel de ce résultat auprès du gouvernement en tant que contribution déterminante au niveau national ;
- identification et préparation d'une nouvelle intervention majeure en matière d'efficacité énergétique qui sera financée par le Fonds international pour le climat.



## Durée du projet

2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------

 Budget

2000000 EUR

## FAITS MARQUANTS\*



La prolongation de 18 mois du projet, sans incidence sur le budget, jusqu'en décembre 2022, a été officiellement approuvée par le ministère luxembourgeois de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en avril et par le gouvernement vietnamien en octobre.

**1 071**

luminaires LED à faible consommation d'énergie ont été installés dans 18 rues de la ville de Hué. De plus, grâce à des fonds excédentaires, l'installation de 493 luminaires LED supplémentaires est en cours de mise en œuvre dans huit autres rues.

**19 000**

éclairages LED ont été installés dans 54 écoles de Hué, en remplacement de l'éclairage conventionnel à forte consommation d'énergie. Certains enseignants ainsi que des groupes d'action d'étudiants sur l'efficacité énergétique ont été formés. Ces groupes sont désormais chargés de travailler sur les économies d'énergie avec la communauté scolaire.



Des progrès notables ont été réalisés grâce à un programme et à une campagne d'information, d'éducation et de communication de grande envergure visant d'une part, à sensibiliser et à faire comprendre le lien entre l'efficacité énergétique, le réchauffement de la planète et le changement climatique, et, d'autre part, à influencer le comportement énergétique afin d'économiser au lieu de gaspiller l'énergie produite par le charbon.



La plupart des travaux de renforcement des capacités institutionnelles et de préparation technique pour la mesure, le suivi et le contrôle sont terminés. Les mesures régulières des économies d'énergie et des réductions d'émissions de gaz à effet de serre réalisées grâce aux LED dans les écoles et dans les rues ont commencé. Le projet joue un rôle pionnier dans la mesure, le suivi et le contrôle. Il a finalisé un premier manuel technique conformément aux exigences de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques).



Il a été acté que, après avoir effectué des mesures sur douze mois, le résultat de l'intervention sera officiellement enregistré auprès des autorités nationales compétentes. Il s'agira là du premier résultat officiel de mesure, de suivi et de contrôle à être inclus dans le rapport bisannuel du Vietnam sur la contribution déterminante au niveau national. Ce rapport présente les actions et les résultats du pays en matière de réduction de gaz à effet de serre par rapport aux engagements internationaux.

\* Liste non exhaustive

Le projet VIE/433 et son projet frère, le VIE/401, sont les deux premiers projets luxembourgeois mis en œuvre par LuxDev grâce au financement du FCE. Le VIE/433 se concentre sur l'adaptation au changement climatique et travaille en étroite collaboration avec les communautés et les agences gouvernementales dans trois districts de la province de Thua Thien Hué afin de renforcer les capacités et la résilience de la population pour faire face aux impacts croissants du changement climatique.

### OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AUX OBJECTIFS NATIONAUX ET PROVINCIAUX DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES HUMAINS ET NATURELS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, TELS QU'ILS SONT REFLÉTÉS DANS LE PLAN D'ACTION NATIONAL ET LE PLAN PROVINCIAL DE THUA THIEN HUÉ SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE 2021-2030

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la résilience et la capacité d'adaptation aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles dans les communes côtières et lagunaires.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités des gouvernements et des communautés à faire face au changement climatique ;
- améliorer l'adaptation des populations au changement climatique grâce à des écosystèmes résilients ;
- mieux protéger les personnes et leurs moyens de subsistance grâce à des infrastructures à petite échelle.



## FAITS MARQUANTS\*

### 961 000 EUR

Finalisation, par le gouvernement du Vietnam, de l'extension de 18 mois du projet avec un budget supplémentaire de 961 000 EUR provenant du FCE.



Une sensibilisation et une compréhension accrue de la société en matière de changement et de risques climatiques, y compris auprès des élèves et des enseignants de toutes les écoles primaires, secondaires et des lycées.

### 5 386

Établissement officiel de zones de protection des ressources aquatiques de 5 386 hectares dans la lagune de Thua Thien Hué. Il s'agit là d'un des résultats de la loi révisée du Vietnam sur la pêche, qui a adopté le modèle de cogestion des ressources naturelles de Thua Thien Hué.

### 14

sous-projets d'infrastructure résiliente au climat de petite échelle ont été achevés dans les délais et dans les limites budgétaires fixés. Un programme supplémentaire de réparation et de modernisation des infrastructures est en cours.



Amélioration de la capacité du gouvernement et de la population à faire face aux impacts du changement climatique.



Développement d'un marché de l'agriculture biologique, avec une adhésion claire des agriculteurs et du gouvernement visant la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. Par ailleurs, une association provinciale d'agriculture biologique est en cours de création.

### 5 466

Les interventions en matière d'infrastructures ont permis d'accroître la protection de 5 466 ménages et de 875 hectares de terres productives, notamment grâce à la construction d'abris pour bateaux, de canaux de drainage, de stations de pompage ainsi que de barrages et de digues contre l'intrusion de la salinité.



Dans le cadre d'un travail pionnier au Vietnam, des progrès notables ont été réalisés en matière de renforcement des capacités institutionnelles du gouvernement provincial à surveiller les effets du changement climatique et à mesurer les actions d'adaptation et d'atténuation, y compris en ce qui concerne le mesurage, le rapportage et le contrôle revêtant une importance cruciale.



Renforcement de la gestion et des capacités techniques des associations de pêcheurs.

\* Liste non exhaustive





# AUTRES PROJETS



# MONGOLIE



KAZAKHSTAN

RUSSIE

CHINE

CHINE

# 1

PROJET EN  
EXÉCUTION

➔ 1

COLLABORATEUR  
EN MONGOLIE



## 0,06 %

DU MONTANT TOTAL  
DES DÉBOURSEMENTS  
DE L'AGENCE

0,07 M EUR  
MIS EN ŒUVRE  
EN 2021

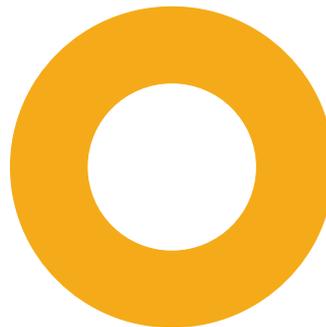
Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs



100 %  
SANTÉ



Ce projet, qui soutient le secteur de la santé et en particulier la lutte contre les maladies cardiovasculaires, est conçu comme la phase finale d'une intervention qui a débuté en 2002 et qui a connu trois phases précédentes (MON/002, MON/003 et MON/005). Par conséquent, l'accent est mis sur le renforcement des capacités en assurant un transfert de responsabilités pour la gestion des activités du projet. Comme pour les phases précédentes, les bénéficiaires directs sont tous les hôpitaux impliqués dans le pays ainsi que le Centre national de cardiologie. Les bénéficiaires finaux sont les patients souffrant de maladies cardiovasculaires ainsi que l'ensemble de la population mongole, qui pourront bénéficier de la modernisation du Centre national de cardiologie et de tous les services de cardiologie.

### OBJECTIF GLOBAL

## CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ DE LA POPULATION MONGOLE

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer les services de santé en cardiologie dans tout le pays et, en particulier, le Centre national de cardiologie.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- consolidation du réseau national de télémédecine ;
- renforcement des activités de chirurgie cardiaque ;
- consolidation des activités de diagnostic et de prévention des maladies cardiovasculaires ;
- développement et renforcement des fonctions stratégiques et de gestion du Centre national de cardiologie.



 Budget

4 500 000 EUR

Durée du projet

2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*

**534**

patients sont désormais inscrits dans le programme d'insuffisance cardiaque (cardiopathie terminale), soit une augmentation de 13,6 % par rapport à 2020. En outre, le Centre national de cardiologie, en collaboration avec d'autres parties prenantes, a lancé une étude de prévalence de l'insuffisance cardiaque en Mongolie.



Après deux ans de formation académique à l'Université de Maastricht, un cardiologue est revenu au Centre national de cardiologie et, avec son équipe, a introduit de nouvelles technologies de traitement pour la Mongolie, telles que la stimulation du faisceau de His pour le traitement de l'arythmie et l'implantation de stimulateurs cardiaques et de dispositifs intracardiaques.

**1 963**

Les deux grands événements annuels, à savoir le séminaire d'hiver et la conférence nationale sur les maladies cardiovasculaires, ont été organisés entièrement sous forme numérique en 2021, et ont rassemblé plus de 1 963 participants.



Pendant la pandémie de COVID-19, une version hybride du système de télémedecine MnCardio a été développée et est prête à être utilisée pour la télécommunication entre les médecins traitant les patients atteints de COVID-19.

**4 100**

En 2021, les activités de renforcement des capacités et de prévention du projet se sont poursuivies sous un format numérique (webinaires). Au total, 4 100 membres du personnel médical ont été formés via une plateforme éducative en ligne.

**17**

directives et protocoles cliniques pour la gestion des maladies cardiovasculaires ont été élaborés au niveau national et sont désormais disponibles pour les médecins locaux.

**1 963**

En raison de la pandémie de COVID-19, le nombre total de chirurgies à cœur ouvert réalisées au Centre national de cardiologie a été réduit pour passer à 149 en 2021 contre 178 en 2020. Aucun soutien chirurgical externe ni aucune mission de formation sur place n'ayant été effectués en 2021, ces chirurgies ont été réalisées de manière indépendante (sans soutien par les pairs) et souvent par de « jeunes » chirurgiens ayant moins de 20 ans d'expérience. Ainsi, 68 des 149 chirurgies à cœur ouvert ont été réalisées de manière indépendante par ces jeunes chirurgiens.

\* Liste non exhaustive

Le projet MAE/013 met à disposition du FCCF une assistance technique pour lui permettre de constituer son portefeuille d'investissement focalisé sur les forêts dégradées et secondaires d'Amérique centrale.

## OBJECTIF

APPUYER LE FCCF POUR IDENTIFIER DES OPPORTUNITÉS  
D'INVESTISSEMENT DANS DES FORÊTS DÉGRADÉES OU SECONDAIRES ET  
RENFORCER LES CAPACITÉS DES PROPRIÉTAIRES À GÉRER LEURS FORÊTS  
DE FAÇON DURABLE

## AXES DE MISE EN ŒUVRE

- réaliser des études de faisabilité pour étudier notamment la productivité des forêts et les chaînes de valeurs existantes ;
- promouvoir la certification *Forest Stewardship Council* (FSC®) ;
- former les forestiers à la gestion sylvicole durable ;
- capitaliser et partager des connaissances sur les modèles commerciaux adaptés aux spécificités des forêts tropicales secondaires ;
- développer des indicateurs sociaux et environnementaux qui permettent d'assurer un monitoring d'impact ;
- appuyer la réflexion sur l'évolution nécessaire du cadre légal ;
- contribuer au Luxembourg et au niveau international à l'intérêt croissant pour le financement climatique.



## Durée du projet

2015	2016	2017	2018
2019	2020	2021	2022

## Budget

2 000 000 EUR

## FAITS MARQUANTS\*



Finalisation des études de faisabilité pour deux communautés de la biosphère maya au Guatemala qui feront peut-être l'objet d'un investissement en 2022. Collaboration avec Rainforest Alliance pour l'élaboration du plan de financement d'une autre communauté de cette biosphère maya.



Évaluation, élaboration et développement d'un plan d'affaires pour une société au Guatemala qui sera prochainement incluse dans le portefeuille d'investissement du FCCF.



Au total, trois projets d'investissement du FCCF ont ou auront (en janvier 2022) obtenu la certification FSC. En 2022, une quatrième entreprise obtiendra la certification de sa chaîne de contrôle et gestion forestière.



Collaboration initiée avec l'Institut de sciences et de technologies luxembourgeois (LIST) dans le cadre d'un outil de mesure de l'impact de la gestion durable des forêts sur la biodiversité.



Élaboration d'un cadre d'évaluation du capital naturel tenant compte de la captation de carbone et de la biodiversité et d'un guide pour mesurer et évaluer la biodiversité.

\* Liste non exhaustive

Le secteur privé est de plus en plus reconnu comme partenaire indispensable pour atteindre les objectifs fixés en matière de développement. Le projet MAE/014 consiste à encourager, à travers une facilité de financement appelée BPF, le secteur privé luxembourgeois et européen à s'associer avec des partenaires de pays en développement pour mettre en place des projets commerciaux durables.

Depuis 2016, la BPF a soutenu 34 projets pour un montant moyen de cofinancement de 142 000 EUR. Les projets portent essentiellement sur le déploiement d'applications informatiques mais aussi le développement de nouvelles filières agricoles, les énergies renouvelables, des études ou encore l'acquisition d'équipements.

## OBJECTIF GLOBAL

# CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET À LA CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Créer de la valeur à travers le renforcement des synergies à vocation commerciale et le transfert de savoir-faire entre opérateurs privés du Nord et acteurs du Sud.

## AXES DE MISE EN ŒUVRE

- lancement annuel d'un appel à projets avec un processus de sélection en deux étapes ;
- sélection et suivi des projets effectués en collaboration entre le MAEE, le ministère de l'Économie, la Chambre de Commerce et LuxDev ;
- projets conçus, développés, présentés et portés par le secteur privé luxembourgeois ou européen ;
- partenariats entre le secteur privé luxembourgeois/européen et des acteurs privés, publics ou de la société civile des pays en développement ;
- la BPF cible tous les pays en développement éligibles à l'APD, tels que définis par le Comité d'aide au développement de l'OCDE ;
- la sélection des projets se base sur :
  - le caractère innovant du projet,
  - sa viabilité économique à travers la présentation d'un plan d'affaires,
  - le partenariat avec le partenaire local, notamment l'intérêt commun formel entre les partenaires et la responsabilité mutuelle,
  - les résultats attendus et les indicateurs associés,
  - l'additionalité du cofinancement par la facilité BPF,
  - la neutralité (ne pas créer de distorsions du marché),
  - l'effet de démonstration et la répliquabilité,
  - le respect des normes sociales, environnementales et fiscales, et
  - un engagement formel en faveur des Droits de l'homme ;
- cofinancement de la BPF sous forme de don à hauteur de maximum 50 % du coût du projet avec un plafond de 200 000 EUR.

**Durée  
du projet**

2016	2017	2018	2019
2020	2021	2022	2023

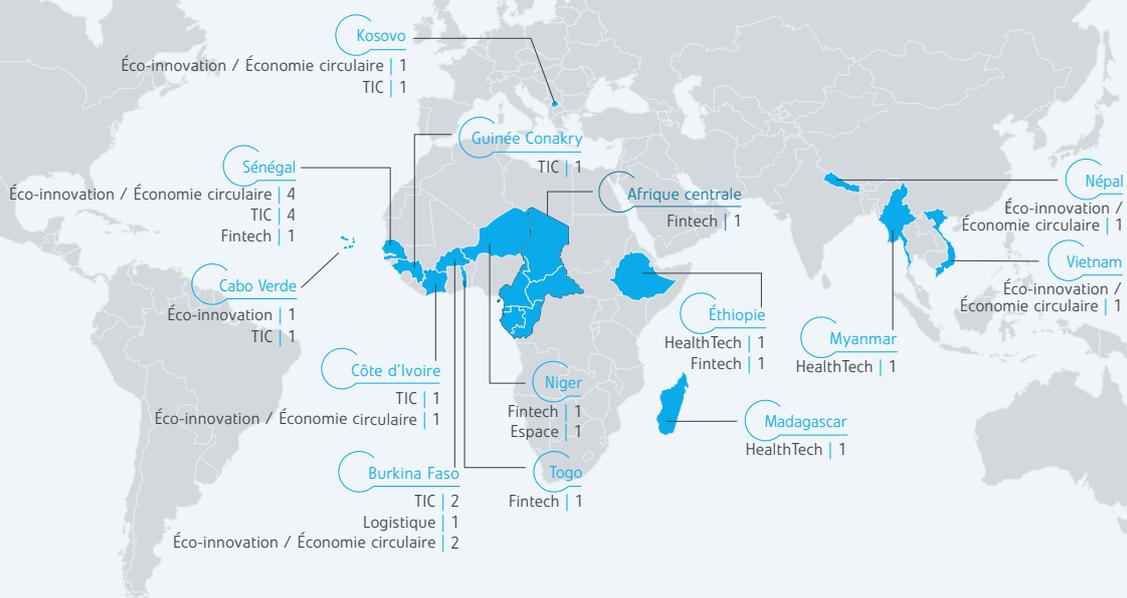
## FAITS MARQUANTS\*

**3**  
L'année 2021 a encore été impactée par la pandémie de COVID-19, cependant, trois nouveaux projets se sont ajoutés à la liste des projets soutenus (quatre avaient été retenus mais un des porteurs de projet a finalement préféré décliner).

✓ Engagement ferme pour les lauréats à une diligence raisonnable en ce qui concerne le respect, non seulement pour eux-mêmes mais aussi pour l'ensemble de la chaîne de valeur dont ils font partie, des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'homme ainsi que des principes directeurs de l'OCDE concernant les droits humains.

✓ Renforcement de la publicité autour de l'instrument BPF.

✓ Renforcement la collaboration entre LuxDev et l'agence Luxinnovation permettant de proposer aux entreprises présélectionnées un accompagnement par Luxinnovation dans la préparation de leur proposition détaillée. Cet accompagnement vise essentiellement à renforcer la partie financière de la proposition détaillée des porteurs de projet à travers une réflexion sur leur *business plan* et la proposition de valeur associée. La collaboration entre les deux agences s'inscrit dans le cadre des axes stratégiques de la Vision 2030 de LuxDev qui entend développer des partenariats multiacteurs pour l'atteinte des ODD.



Le projet MAE/015 est le premier projet de la Coopération luxembourgeoise entièrement dédié à la sécurité du personnel de terrain du MAEE et de LuxDev en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal).

#### OBJECTIF GLOBAL

### FACILITER LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS ET PROGRAMMES DE LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE DANS UN CONTEXTE SÉCURITAIRE DÉGRADÉ

#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la sécurité des équipes sur le terrain.

#### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- établissement d'une politique et de procédures en matière de sûreté-sécurité ;
- renforcement de la protection du personnel à travers la sécurisation physique des missions diplomatiques, des bureaux et des résidences des collaborateurs expatriés ;
- renforcement de la protection des collaborateurs lors de leurs déplacements ;
- amélioration de la capacité de gestion de la sécurité à travers des formations et des moyens de communication renforcés.



 Budget

850 261 EUR

Durée du projet

2019	2020	2021
------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*



LuxDev s'est dotée d'une politique sûreté-sécurité qui réaffirme que la sécurité des collaborateurs prime sur toute autre considération. Cette politique traite notamment des rôles et responsabilités de la chaîne sécurité, des référentiels sécurité, des modalités de déplacement sur le terrain et des acquisitions et formations liées à la sécurité des collaborateurs. Elle encadre également les plans sûreté-sécurité des pays.



Sécurisation des ambassades / bureaux LuxDev et résidences des collaborateurs expatriés (y compris installations de *safe rooms*) selon les *Minimum Operating Security Standards*.



Formations conjointes à la sécurité des équipes terrain MAEE/LuxDev, y compris formations spécialisées comme le *Hostile Environment Awareness Training*, la conduite défensive, etc.



Acquisition d'équipements liés à la sécurité (téléphones satellitaires, traceurs GPS, équipement sécuritaire des véhicules, trousse de secours, etc.).

\* Liste non exhaustive



Le Fonds d'assistance technique régionale est un instrument permettant d'accompagner et de suivre des projets et financements de la Coopération luxembourgeoise en Amérique centrale.

### Durée du projet

2020 2021 2022

### Budget

395 000 EUR

#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer les capacités des partenaires existants de la Coopération au développement en Amérique centrale à l'exception des trois projets bilatéraux au Salvador, qui disposent déjà du fonds d'assistance technique du projet SVD/024.

#### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des chaînes alimentaires et des capacités des communautés vulnérables et des petits producteurs agricoles pour faire face aux effets du changement climatique et des désastres naturels ;
- appui au montage et mise en œuvre du fonds de coopération Sud-Sud et triangulaire du Système d'intégration centraméricain.

#### FAITS MARQUANTS\*



Financement d'une assistance technique pour la mitigation des changements climatiques sur la côte caraïbe, phase II, en partenariat avec le Programme mondial alimentaire et le Système national de prévention des désastres.



Financement d'une assistance technique pour la préparation d'un fonds régional de coopération Sud-Sud et triangulaire avec le Secrétariat général du Système d'intégration centraméricain.

\* Liste non exhaustive



## CONTRIBUTION AU FONDS BLOC SMART AFRICA

Le fonds d'investissement à impact BLOC Smart Africa est le résultat d'un partenariat entre la société de droit luxembourgeoise Bamboo Capital Partners et Smart Africa, un réseau de 30 États africains visant la création d'un marché numérique unique sur le continent africain.

Le MAE/018 concerne la gestion d'une contribution luxembourgeoise de 5 millions EUR à ce fonds devant servir de catalyseur pour drainer des investissements privés au profit de l'atteinte des Objectifs de développement durable.

### Durée du projet



### Budget

5 000 000 EUR

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- l'objectif d'investissement du fonds, qui envisage de lever 100 MEUR pour une période d'investissement de l'ordre de 15 ans, est d'accélérer le recours aux nouvelles technologies avec un focus sur le continent africain dans le but de contribuer à la lutte contre la pauvreté et de répondre aux défis environnementaux, à travers un développement plus durable, une croissance économique inclusive et un impact social à long terme ;
- dans ce cadre, le fonds se concentre sur les secteurs de l'inclusion financière, de l'agro-industrie, de l'accès aux énergies propres, des soins de santé et de l'éducation. Il examinera les domaines dans lesquels des technologies innovantes peuvent ouvrir la voie à de nouvelles opportunités d'investissement et améliorer l'accès, l'accessibilité financière et la durabilité des produits et services essentiels pour les communautés à revenu faible et intermédiaire des marchés en développement.

### FAIT MARQUANT\*



Différents projets d'investissement sont en cours pour environ 1,9 MEUR. Ces projets d'investissement se trouvent à des stades d'avancement divers, un premier projet devrait être finalisé rapidement.

\* Liste non exhaustive



# MAE/017

## APPUI À L'HÔPITAL ET À LA FONDATION PANZI

Le projet appuie le modèle holistique développé par le Dr Denis Mukwege, prix Nobel de la paix en 2018, et son équipe dans un contexte de guerres successives et d'instabilité persistante dans l'est de la République démocratique du Congo, région marquée par une violence extrême comprenant des viols généralisés dont les femmes et les enfants constituent souvent les premières victimes.

Le programme du modèle holistique de Panzi vise ainsi à répondre à l'ensemble des besoins des victimes de violences sexuelles, des femmes avec des pathologies et traumatismes uro-gynécologiques complexes et des populations vulnérables du Sud-Kivu.

### OBJECTIF GLOBAL 1

CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ DE FAÇON À PERMETTRE À LA POPULATION CONGOLAISE DE VIVRE EN BONNE SANTÉ ET PROMOUVOIR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS À TOUT ÂGE DANS LE CADRE DE LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE (ODD 3)

#### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer le programme holistique de l'hôpital et de la fondation Panzi en vue d'améliorer l'accès des populations vulnérables à des services de qualité centrés sur la personne, en particulier en ce qui concerne les victimes de violences sexuelles, les femmes avec des pathologies urogénitales complexes et le couple mère-enfant.

#### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de l'accès aux services de santé de référence à l'hôpital de Panzi par la réhabilitation/extension et l'équipement de certaines de ses infrastructures clés, en particulier celles destinées aux victimes de violences sexuelles, aux femmes avec des pathologies urogénitales complexes et au couple mère-enfant ;
- amélioration de l'accès à la réinsertion socioéconomique à travers la fondation Panzi (avec un accent particulier sur les survivantes de violences sexuelles et les pathologies urogénitales complexes) par le renforcement du rôle des mutuelles de solidarité et l'appui en matière de logement, d'activités agropastorales et de transformation agroalimentaire, ainsi que des formations en menuiserie ;
- amélioration de l'accès aux services juridiques et judiciaires de la fondation, avec un accent particulier sur les victimes de violences sexuelles, par la construction et l'équipement de deux cliniques juridiques, l'appui à l'accès à la terre et l'enregistrement des enfants à l'état civil ;
- renforcement des capacités de pilotage, de coordination et de gestion du programme holistique de Panzi, dans le cadre d'un processus participatif et inclusif.

 Budget

5 000 000 EUR

Durée du projet

2021	2022	2023	2024
------	------	------	------

## OBJECTIF GLOBAL 2

CONTRIBUER À LA PRÉVENTION ET À L'ÉLIMINATION DES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE AINSI QU'À LA PRISE EN CHARGE HOLISTIQUE DES VICTIMES ET SURVIVANTES CONGOLAISES, EN VUE DE PROMOUVOIR ET DE DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS DE LA FEMME CONGOLAISE, MAIS AUSSI SA DIGNITÉ AINSI QUE D'AMÉLIORER SES CONDITIONS DE VIE ET DE GARANTIR SA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DU PAYS

### FAITS MARQUANTS\*



Construction du bâtiment qui abritera la stérilisation centralisée de l'hôpital.



Commande et livraison du matériel de stérilisation.



Élaboration de la pré-programmation architecturale et d'un avant-projet sommaire pour les bâtiments des urgences et du bloc d'accouchement/néonatalité, comprenant une étude de sol, dans une approche participative centrée sur les besoins des patients avec les services médicaux de l'hôpital général régional de Panzi.



Définition, par la fondation Panzi, en coordination et complémentarité avec d'autres acteurs, des stratégies et zones d'intervention pour les volets socioéconomiques et juridiques du projet.

**150**

Sensibilisation des bénéficiaires : 50 requêtes formulées pour obtenir l'enregistrement de 150 enfants à l'état civil. Les bénéficiaires de ces jugements supplétifs sont en majorité des enfants de bénéficiaires d'autres projets de la fondation Panzi, essentiellement des enfants victimes des violences sexuelles basées sur le genre.

\* Liste non exhaustive

Le programme MAE/019 est la deuxième phase d'un programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin en Amérique centrale et en République dominicaine.

## OBJECTIF GLOBAL

**ENCOURAGER LA PARTICIPATION ÉQUITABLE DES FEMMES AU TISSU ENTREPRENEURIAL DE LA RÉGION DU SYSTÈME D'INTÉGRATION CENTRAMÉRICAIN, AU SEIN D'UN ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL QUI FAVORISE LEUR AUTONOMIE ÉCONOMIQUE**

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Parvenir à ce que les femmes entrepreneures suivies dans l'écosystème de développement entrepreneurial des micro, petites et moyennes entreprises augmentent leurs activités et leur niveau d'autonomie économique.

## AXES DE MISE EN ŒUVRE

- les principes d'égalité et les droits économiques des femmes sont intégrés dans les instruments des règlements régionaux relatifs aux MPME ;
- l'accès des femmes entrepreneures à une offre de services qui réduise les inégalités au cours du cycle de développement des entreprises est amélioré ;
- les capacités institutionnelles, organisationnelles et individuelles du CENPROMYPE (*Centro para la Promoción de la Micro y Pequeña Empresa en Centroamérica* – centre pour la promotion des micro et petites entreprises en Amérique centrale) sont renforcées afin de positionner l'entrepreneuriat féminin dans la région du SICA.

 Budget

3 418 803 EUR

Durée du projet

2021	2022	2023	2024	2025
------	------	------	------	------

## FAITS MARQUANTS\*



Élaboration d'une proposition conceptuelle sur l'entrepreneuriat féminin, incorporée à l'indice de l'observatoire régional de la compétitivité des micro, petites et moyennes entreprises.



Signature d'un protocole d'accord avec l'Organisation internationale pour les migrations pour la prise en charge spécialisée des femmes migrantes dans la région.



Lancement de nouvelles modalités financières pour l'accompagnement et l'accès aux financements privés des entreprises dirigées par des femmes.



Organisation de réseaux de femmes entrepreneures autour d'un espace commun de plaidoyer sur les questions des micro, petites et moyennes entreprises.

\* Liste non exhaustive

Dans le contexte de la lutte contre la pandémie de la COVID-19 qui sévit dans l'ensemble des pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, le gouvernement luxembourgeois a souhaité apporter son appui, à travers LuxDev, aux gouvernements partenaires pour lutter contre les effets de la pandémie.

Le MAEE a ainsi mandaté LuxDev pour une durée de deux ans. Si l'Agence a contribué à la sélection des projets, son rôle et sa responsabilité consistent essentiellement à assurer la gestion et le suivi/rapportage administratif et financier des programmes bénéficiant de ces actions.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- conventions avec des organisations des Nations unies et des partenaires européens bien positionnés sur le secteur de la santé ;
- les programmes luxembourgeois peuvent intervenir efficacement et directement auprès des bénéficiaires comme c'est notamment le cas au Sénégal, au Laos ou encore en Mongolie.

### FAIT MARQUANT\*

**7**

fiches d'action additionnelles ont été validées par le MAEE (Laos, Burkina Faso et Sénégal).

## ACTIONS 2021

### BURKINA FASO

Des équipements (50 réfrigérateurs et 150 conteneurs de transport de vaccins) ont été mis à disposition du ministère de la Santé burkinabè pour 50 centres de santé répartis sur l'ensemble du territoire dans le cadre de la mise en route de leur stratégie vaccinale contre la COVID-19 au profit de la population.

### EL SALVADOR

Les moyens de subsistance des familles vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, exacerbée par la crise générée par la COVID-19, ont été renforcés dans la région de Trifinio. Les familles ont bénéficié d'une distribution de vivres et d'une assistance technique permettant de renforcer la production alimentaire locale en développant des activités agricoles et d'élevage.

### LAOS

Un appui a été mis en œuvre au niveau national et provincial dans le cadre de la réponse à la deuxième vague de COVID-19. Entre autres, la détection et le suivi des cas de COVID-19 ont été renforcés et des centres d'isolement provinciaux supplémentaires ont été mis en place et équipés.

\* Liste non exhaustive

 Budget

18 500 000 EUR

Durée du projet

2020

2021

2022



Le programme SSNUP vise à accroître la productivité et la résilience des petits exploitants agricoles en Afrique, en Amérique latine et en Asie grâce à une meilleure gestion des risques et à la promotion de pratiques agricoles durables et adaptées au climat. Le programme entend améliorer non seulement la sécurité alimentaire et le niveau de vie de 15 millions de petits exploitants agricoles, mais également contribuer au développement de chaînes de valeur agricoles durables. Le programme décennal tire parti des connaissances et de l'expertise de plusieurs structures d'assistance technique de fonds d'investissement d'impact pour atteindre le plus grand nombre de petits exploitants agricoles avec le moins de bureaucratie possible. Le programme, cofinancé par les Coopérations de la Suisse, du Luxembourg et du Liechtenstein, est coordonné par ADA. LuxDev conseille et représente le gouvernement luxembourgeois au comité de pilotage et participe aux comités de sélection des propositions d'assistance technique.

## OBJECTIF GLOBAL

# RENFORCEMENT DURABLE DES FILETS DE SÉCURITÉ D'ENVIRON TROIS MILLIONS DE PETITES EXPLOITATIONS FAMILIALES AGRICOLES, CE QUI DEVRAIT SE TRADUIRE PAR UNE AMÉLIORATION DU BIEN-ÊTRE DE 15 MILLIONS

## OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- trois millions de petites exploitations familiales améliorent leur productivité et/ou résilience en utilisant des solutions améliorées d'atténuation et de transfert des risques agricoles, et en adoptant des pratiques agricoles plus durables et adaptées au climat, en accord avec les principes agroécologiques ;
- des chaînes de valeur agricoles renforcées, adoptant des pratiques commerciales plus durables d'un point de vue environnemental et social, génèrent des emplois et des revenus améliorés, ainsi qu'une sécurité alimentaire accrue ;
- augmentation des investissements et des investisseurs qui financent l'expansion des chaînes de valeur agricoles dans le respect des principes mondiaux d'investissement agricole responsable et qui adoptent des normes environnementales, sociales et de bonne gouvernance durables.

## AXES DE MISE EN ŒUVRE

- les petits ménages et les acteurs des chaînes de valeur agricole ont accès à des services financiers et à des canaux de distribution agricoles innovants, ainsi qu'à des services innovants d'atténuation des risques agricoles et à des pratiques agricoles améliorées ;
- les acteurs des chaînes de valeur agricole sont renforcés grâce à l'amélioration des liens commerciaux et à l'accès à l'information sur les pratiques commerciales durables d'un point de vue environnemental et social, ainsi qu'à des services de renforcement des capacités internes ;
- diffusion des outils de gestion des connaissances sur l'atténuation des risques agricoles et le financement agricole.

## Durée du projet

2020	2021	2022	2023
------	------	------	------

## Budget

 MAE/021 : 3 000 000 EUR
 MAE/721 : 9 100 000 EUR

# DE PERSONNES VULNÉRABLES ET À FAIBLES REVENUS, À TRAVERS UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE DE DÉVELOPPEMENT DES CHÂÎNES DE VALEUR AGRICOLES

## FAITS MARQUANTS\*

**15**

projets (représentant 5,4 millions de bénéficiaires) ont été approuvés pour un montant total de 3 373 441 EUR dont un tiers financé par le SSNUP. Le type d'appui est varié : certification, mise en place de produits d'assurance, développement de solutions technologiques.

**2**

nouveaux investisseurs ont rejoint le SSNUP : Alterfin (Belgique) et la SIDI (France).

**900 000**

Un troisième bailleur a rejoint le SSNUP, il s'agit de la Coopération du Liechtenstein pour un montant de 900 000 EUR sur trois ans.

\* Liste non exhaustive



En janvier 2016, la Commission européenne a invité quatre agences (Enabel, British Council, GIZ et LuxDev) à participer à la formulation et à la mise en œuvre d'un projet visant à fournir aux pays partenaires une expertise de haut niveau ainsi que des outils permettant de dispenser un enseignement et une formation professionnels inclusifs et de contribuer à l'employabilité pour tous. Au cours de l'année 2016 et du premier semestre de 2017, les quatre agences ont mis au point le concept et la méthodologie du projet, décidé de la répartition du travail et des modalités contractuelles entre elles et signé un accord de codélegation avec la Commission européenne.

### OBJECTIF GLOBAL

**AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES RÉFORMES DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE AFIN QU'ELLES SOIENT DAVANTAGE AXÉES SUR LA DEMANDE ET LES BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL TOUT EN OFFRANT UN ACCÈS ACCRU À L'(AUTO-)EMPLOI, Y COMPRIS POUR LES GROUPES DÉFAVORISÉS**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Fournir aux pays partenaires le savoir-faire, les outils et les conseils nécessaires pour améliorer la réactivité face au marché du travail ainsi que des réformes, stratégies et plans d'action relatifs à l'éducation et à la formation professionnelle.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- fournir des outils et des conseils au système d'éducation et de formation professionnelle et à l'analyse du marché du travail, afin d'aider les parties prenantes locales à améliorer les programmes d'éducation et de formation professionnelle fondés sur des bases factuelles. Aider à prendre des décisions stratégiques éclairées répondant aux besoins démographiques, économiques et du marché du travail ;
- élaborer et fournir des outils et des conseils nécessaires à la mise en place de mécanismes de consultation durables et à la participation active du secteur privé dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle ;
- inciter les acteurs locaux à promouvoir les formations en matière d'éducation et de formation professionnelle inclusive, pour le secteur formel et informel ;
- orienter les méthodologies et les approches en vue de soutenir l'intégration de groupes défavorisés sur le marché du travail et au sein de l'éducation et de la formation professionnelle.

### REMARQUES

Quatre résultats sont prévus dans le document technique et financier mais LuxDev n'est actif que dans le deuxième. Le présent rapport ne donne que des informations sur les activités et les résultats pour lesquels LuxDev a été directement impliquée.

Les activités et les réalisations de l'ensemble du projet VET-Toolbox figurent dans le rapport d'avancement 2021 du projet.

**Durée du projet**

2017	2018	2019
2020	2021	2022

 **Budget** } UE  
933 361 EUR

## FAITS MARQUANTS\*



Mise en œuvre d'une formation en gestion des centres de formation professionnelle au Burkina Faso à travers un processus de neuf mois comprenant des entretiens individuels avec 40 directeurs de centres de formation professionnelle, deux sessions de formation et du suivi à distance.



Mise en œuvre d'une formation de 32 personnes sur l'autonomisation économique rurale au Niger en partenariat avec le centre de formation international du Bureau international du travail à travers une méthodologie mixte (en ligne, en présentiel et à travers des formations de formateurs).

### 125

Un atelier de partage d'expérience régional sur les modes alternatifs de financement de la formation professionnelle en Afrique a été organisé au Sénégal en novembre 2021 avec la participation de plus de 125 représentants du secteur public et privé originaires de 22 pays.



Une lettre de jumelage entre l'École d'hôtellerie et de tourisme du Cabo Verde et le centre de formation professionnelle de Niore au Sénégal a été signée posant les bases pour des visites de partage d'expériences entre les deux centres en 2022.



Le VET-Toolbox 2 est un projet conjoint impliquant cinq agences : British Council, Expertise France, Enabel, GIZ et LuxDev. Il s'appuie sur son programme jumeau, le VET-Toolbox 1. Pour augmenter leur efficacité, ces deux projets partagent une infrastructure commune. Ils partagent également le même objectif d'amélioration de l'enseignement et de la formation professionnels dans leurs pays cibles.

Le VET-Toolbox 2 vise à fournir des solutions de formation améliorées à l'appui des investissements, avec un large éventail d'acteurs au niveau local, et à transformer des investissements concrets en moteurs de croissance.

### OBJECTIF GLOBAL

**SOUTENIR LES BESOINS EN CAPITAL HUMAIN DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA CHAÎNE DE VALEUR AINSI QUE D'APPROVISIONNEMENT DANS CERTAINS PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer le développement des compétences axées sur la demande et les services de l'enseignement et de la formation professionnels afin qu'ils soient en mesure de répondre aux besoins d'investissement de certains pays d'Afrique subsaharienne.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- faire progresser le dialogue sur le développement des compétences et sur l'enseignement et la formation professionnels orientés vers l'emploi entre les institutions de formation professionnelle, les entreprises, les institutions nationales et les associations concernées bénéficiant des investissements européens ;
- renforcer les capacités et fournir la formation nécessaire pour le développement des compétences axées sur la demande ainsi que l'enseignement et la formation professionnels en offrant, entre autres, un soutien aux prestataires de formation locaux et en renforçant la formation interne ;
- stimuler l'échange de connaissances sur les leçons apprises, de l'expérience pratique du développement des compétences axées sur l'emploi ainsi que de l'enseignement et de la formation professionnels, dans les contextes d'investissement.

### REMARQUES

Le présent rapport ne donne que des informations sur les activités et les résultats pour lesquels LuxDev a été directement impliquée.

Les activités et les réalisations de l'ensemble du projet VET-Toolbox figurent dans le rapport d'avancement 2021 du projet.

**Durée du projet**

	2020	2021
2022	2023	2024

 **Budget**  
1 287 409 EUR } Union européenne

## FAITS MARQUANTS\*



LuxDev est responsable de la mise en œuvre de VET-Toolbox au Sénégal.



Phase exploratoire pour le projet au Sénégal, basée sur un dialogue avec le ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion, la délégation de l'Union européenne, les ambassades, les agences européennes et le secteur privé.



Aboutissement des échanges avec les parties prenantes concrétisés par l'élaboration du plan d'action pays qui définit les actions à mener dans les années à venir.

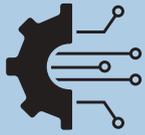
### 2

actions clés du plan d'action sont prêtes à être mise en œuvre en 2022 :

- un partenariat avec les entreprises SMT Volvo sur la formation à la maintenance technique et à la conduite de véhicules lourds ;
- un partenariat entre le Centre de formation et d'appui aux métiers de Louga et l'entreprise allemande Lucas Nülle sur une formation e-learning innovante dans le secteur du numérique.



\* Liste non exhaustive



# AFR/801

## AFRIQUE - EUROPE D4D HUB

Lancé en décembre 2020, le D4D Hub est une initiative qui vise à positionner l'Europe en tant que leader dans le domaine de la digitalisation pour le développement. Il agit comme facilitateur du dialogue pour l'établissement de partenariats, coordinateur entre les différents acteurs européens, catalyseur de l'expertise européenne au service de la transformation digitale des pays partenaires et promoteur des valeurs européennes et de la collaboration conjointe. Cette plateforme aspire à mettre en place des partenariats stratégiques dans le secteur du numérique, porteurs d'une croissance durable et inclusive, accélérateurs de l'atteinte des ODD et créateurs de meilleures opportunités, notamment pour les jeunes et les femmes. Il y a lieu de distinguer le Global D4D Hub en charge de la coordination *Team Europe* et ses branches régionales (Afrique, Asie et Amérique latine) qui assurent le développement des

### OBJECTIF GLOBAL

**ACCOMPAGNER LES PAYS PARTENAIRES AFRICAINS DANS LEUR TRANSFORMATION DIGITALE AVEC COMME OBJECTIF ULTIME LA RÉDUCTION DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE ET L'UTILISATION DES INNOVATIONS NUMÉRIQUES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE INCLUSIF DE CES PAYS**

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer les capacités des partenaires africains au niveau national et régional afin d'identifier et implémenter des actions prioritaires en réponse aux défis de la digitalisation.

### AXES DE MISE EN ŒUVRE

- appui technique et renforcement des capacités aux acteurs nationaux et régionaux africains pour accélérer l'identification des plans nationaux de transformation numérique et soutenir la mise en œuvre d'actions prioritaires pour répondre aux défis de la digitalisation ;
- partage du savoir et des connaissances pour diffuser les leçons apprises et s'appuyer sur les bonnes pratiques ;
- facilitation des partenariats interafricains et entre les acteurs africains et européens pour une collaboration et un dialogue politique accrus.

## Durée du projet

2020	2021
2022	2023

## Budget

1 139 882 EUR

Union européenne

partenariats stratégiques entre les acteurs européens et locaux. Cette structure comporte également des conseils consultatifs réservés aux acteurs du secteur privé, aux organisations de la société civile et aux institutions du monde académique. La gestion quotidienne du D4D Hub est par ailleurs assurée par un secrétariat. Dans le cadre de la branche Afrique du D4D Hub, le projet AU-EU D4D Hub en cours d'implémentation est doté de 8 MEUR du budget européen sur une période de trois ans et vise à accompagner une transformation digitale inclusive sur le continent africain. Basé sur le principe d'une réponse aux besoins, ce projet est conçu autour de trois domaines d'intervention (assistance technique, partage des connaissances et facilitation des partenariats).

## FAITS MARQUANTS\*



Signature du contrat afférent au projet AU-EU D4D Hub en juillet 2021.



Tenue de deux comités opérationnels respectivement en juillet et en octobre 2021 avec un suivi régulier du projet avec les partenaires.



Participation active de LuxDev à la semaine du numérique tenue au Niger en avril 2021.



Mission de l'expert D4D au Burkina Faso qui a permis l'identification des actions possibles pour LuxDev dans ce pays. Ces actions sont en cours de discussion avec les parties prenantes.



Des missions de prospection sont programmées au Sénégal et au Niger pour favoriser une participation active de LuxDev dans le projet.



Des réflexions sont entamées dans le cadre d'un groupe de travail sur la cyber-sécurité coprésidé par le Luxembourg pour l'organisation de dialogues nationaux et séminaires sur la thématique.

\* Liste non exhaustive



2021

## RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE DANS LES PAYS D'INTERVENTION (EUR)

BUREAU BURKINA FASO	Déboursés 2020	Déboursés 2021
Total bureau	14 687 827	18 896 104

BUREAU CABO VERDE	Déboursés 2020	Déboursés 2021
Total bureau	8 199 798	14 345 419

BUREAU MALI	Déboursés 2020	Déboursés 2021
Total bureau	13 436 145	12 854 060

BUREAU NIGER	Déboursés 2020	Déboursés 2021
Total bureau	32 669 778	32 889 471

BUREAU SÉNÉGAL	Déboursés 2020	Déboursés 2021
Total bureau	9 316 593	17 517 873

BUREAU KOSOVO	Déboursés 2020	Déboursés 2021
Total bureau	1 636 446	3 055 903

BUREAU RÉGIONAL DE VIENTIANE	Déboursés 2020	Déboursés 2021
Total bureau	18 327 065	18 071 674
Laos	13 682 076	14 322 120
Myanmar	3 223 467	2 438 284
Vietnam	1 421 522	1 311 270

BUREAU RÉGIONAL DE MANAGUA	Déboursés 2020	Déboursés 2021
Total bureau	250 698	325 640
Nicaragua	2 378	-
El Salvador	248 320	325 640

GESTION DIRECTE	Déboursés 2020	Déboursés 2021
<b>Total</b>	<b>18 685 951</b>	<b>11 769 060</b>
Afrique régionale	-518 360*	33 454
Europe	77 783	446 005
Mongolie	1 410 653	74 736
Autres (formation, etc.)	410 781	337 489
MAE	17 305 094	10 877 376

<b>Total</b>	<b>117 210 302</b>	<b>129 725 204</b>
--------------	--------------------	--------------------

\* Retour de fonds lié à l'accord bipartite avec l'Union africaine.



## LUXDEV

A 10, rue de la Grève | L-1643 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | F +352 29 58 58 200 | E [contact@luxdev.lu](mailto:contact@luxdev.lu)

 [facebook.com/LuxDevHQ](https://facebook.com/LuxDevHQ)



Agence luxembourgeoise pour la  
Coopération au développement